

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

Emprunts de l'État Ottoman

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Juin 1915, à 1 h. 1/2

PAR

Grégoire POULGY

AVOCAT

Président : M. TRUCHY, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
RIST, *agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1915

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

Emprunts de l'État Ottoman

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 10 Juin 1915, à 1 h. 1/2

PAR

Grégoire POULGY

AVOCAT

Président : M. TRUCHY, *professeur*

Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
RIST, *agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1915





Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Emprunts de l'État Ottoman

CHAPITRE PREMIER

Les Finances de l'ancienne Turquie

L'administration des Finances était fort bien organisée dans la Turquie du moyen âge. Nous en avons les témoignages de plusieurs historiographes de l'époque. Au dire de Garzoni, « baile (1) de Venise à Constantinople, en 1572, le département ministériel des finances tenait à cette époque une comptabilité régulière et dressait à la fin de chaque exercice un bilan des recettes et des dépenses (*Relazione Venete*, t. 1, p. 427).

Un autre contemporain de Garzoni, Vigenère, écrit :

1. Les « bailes de Venise étaient des envoyés d'une nature spéciale ayant à la fois le caractère d'agents diplomatiques et consulaires et possédant le droit de juridiction civile sur leurs ressortissants : les Vénitiens installés à Constantinople. C'est le Sultan Mahomet II qui donna, par le traité de paix du 26 janvier 1479 avec Venise, son adhésion à l'envoi d'un « baile » à Constantinople. Le premier « baile » fut Piétre Vettore, le brave défenseur de Troia, qui en remplit les fonctions jusqu'à ce que le Sénat vénitien fit choix d'un ambassadeur.

« L'ordre qui se tient ès-finances du Turc semble fort bien estably et disposé en beaucoup de choses mais principalement en ce qu'une si grosse masse d'empire il y a un si petit nombre d'officiers, ce qui espargne autant de gages, de larrecins, et mangeries du pauvre peuple. »

Plus d'un siècle plus tard, un autre écrivain, Marsigli, porte sur cette administration un jugement identique. Dans son ouvrage intitulé *État militaire de l'Empire Ottoman* (1), l'on trouve, en effet : « L'ordre pour le maniement des finances est si beau et si bien établi en Turquie, soit pour les choses, soit pour les registres, que quelques puissances chrétienne que ce soit trouverait de quoi s'y instruire en retranchant quantité d'abus qui s'y glissent. »

L'ordre qui régnait dans le département des finances était dû à son organisation qui datait de Mehemed II, et qui fut perfectionné successivement sous les règnes de Selim I^{er}, Suleiman I^{er} et Ahmed I^{er}.

A la tête du département des finances se trouvait le premier « defterdar », l'ancêtre du ministre des Finances qui était membre du « Divan » ou Cour d'État, placée sous la surveillance immédiate du souverain. Il était chargé de la haute surveillance sur les finances de l'État, recevant jour par jour, le compte-rendu des opérations du Trésor public. Il était tenu d'en présenter l'état de situation au grand vizir deux ou trois fois par semaine. Pour tout paiement à effec-

tuer, le consentement et le contre-seing grand viziriel lui étaient indispensables. Toutefois, le « defterdar » pouvait suspendre le paiement d'une ordonnance ou « miri-tezkeressi » même revêtue du paraphe du grand vizir. L'on voit par là quelle était l'importance attachée aux fonctions du « defterdar ». Si sous les premiers règnes, il y eut deux « defterdar » chargés l'un du département des provinces d'Europe et l'autre du département des provinces d'Asie Mineure, désignés chacun par les titres de « defterdar » d'Anatolie et de « defterdar » de Roumélie, s'il y en eut même pour certaines provinces spéciales comme la Hongrie et l'Égypte, dans la suite des temps cependant il ne resta qu'un seul « defterdar » chef suprême de l'administration des finances.

Dans les attributions du « defterdar » rentraient non seulement l'administration des finances de l'État, mais encore celle d'une partie tout au moins des revenus particuliers du souverain et notamment le produit des confiscations.

Sous ses ordres travaillaient une armée de 700 fonctionnaires répartis dans 25 bureaux ou « kalems » ayant chacun à sa tête un chef ou « khodja ». Enfin, sous sa direction plus immédiate se trouvaient encore cinq directeurs qui avaient respectivement charge de recouvrer les créances publiques, de présider dans l'intérieur du Trésor aux recettes et aux paiements et de tenir le registre des opérations du Trésor.

Ce qui est curieux à noter, c'est que le « defter-

dar », de même que les magistrats, ne recevait aucun traitement fixe. Ses émoluments se composaient des droits perçus sur la plupart des pièces expédiées par son département.

Enfin, le département des finances possédait même une juridiction contentieuse ayant pour mission de solutionner les litiges entre les particuliers et le fisc; le chef de cette juridiction portait le titre de « miri-kiatibi ». A côté de lui, le percepteur général des impôts ou « bash-baki-kouli » remplissait les fonctions de procureur du fisc. Ainsi composé, ce tribunal avait pour mission d'examiner et de trancher toutes les contestations s'élevant entre les ayant-droits des fermiers décédés et tous ceux dont les biens avaient été confisqués, d'une part et le fisc, d'autre part. Suivant le témoignage de Mouradja d'Ohsson (1) qui nous a légué l'ouvrage le plus complet sur l'organisation administrative et sociale de la vieille Turquie, l'ancien régime possédait même un budget englobant les recettes et les dépenses. Le premier bureau ou « beuyuk kalem » du ministère des Finances avait, en effet, mission de dresser à la fin de l'année ou même du semestre un état général de situation ou « khulassaï-idjmal » calculé en bourses.

Le plus ancien qui nous ait été transmis est celui d'Aïni-Ali (2), qui date de l'an 1018 ou 1609 de l'ère

1. *Tableau général de l'Empire Ottoman*, t. VII, p. 264.

2. Le texte de cet état « *khoul'asat-idjmal* » a été publié par Ahmed-Vefyk-Effendi, en 1864, à Constantinople (in-18, 140 pages).

chrétienne. Il fut composé sur l'ordre du grand-vizir Mourad pacha. Il ne contient cependant qu'une moitié de budget puisqu'on n'y voit figurer que les dépenses s'élevant au total de 310.833.432 aktehé, non compris les dépenses des provinces qui étaient acquittées sur les lieux mêmes par la caisse locale du Trésor sur de simples assignations (havale) de la defterdarie. Un autre budget qui nous est parvenu est celui préparé en 1071 (1660-1661) par Eyoubi Effendi sur l'ordre du grand vizir Keuprulu pacha, Zadé, Ahmed pacha, fils de l'illustre Keuprulu Mehmed pacha. Celui-ci, plus complet que le premier, donne, en dix-sept chefs, le total des dépenses de l'administration centrale qui atteint 593.604.361 aktehé et, en cinq chapitres, celui des recettes, d'un total de 581.270.818 aktehé. Comme on le voit, l'ancienne Turquie a aussi connu les déficits budgétaires. Déficits d'ailleurs insignifiants par rapport au luxe de la Cour à cette époque et aux dépenses considérables du budget de la guerre.

Ce second état de situation, comme ceux qui l'ont précédé et suivi, ne contient pas le budget des recettes et des dépenses des provinces qui jouissaient à cet égard comme à bien d'autres d'une grande autonomie. D'après les historiens de l'époque, nous savons qu'elles retenaient sur le montant de leurs recettes les sommes nécessaires à l'acquittement des dépenses et n'envoyaient que le surplus à l'administration centrale. C'est ainsi que l'Égypte, l'Arabie, la Syrie et la Mésopotamie, par exemple, retenaient

la moitié et plus de leurs revenus pour payer leurs milices.

Ni Eyoubi-Effendi, ni d'autres auteurs ne donnent de détails sur le budget des provinces. Il nous apprend seulement que la somme des entrées et des sorties dans les kalem des provinces (1) atteignait le total de 1,800 millions d'akteché. Le cadre des budgets ou états de situation de la vieille Turquie s'est conservé à peu près intact jusque vers la fin du xviii^e siècle ; à cette époque, Selim III, le grand Sultan réformateur, y apporta certaines modifications. Mais la transformation totale des règles de la comptabilité publique et l'adoption du principe de l'unité et de la généralité du budget comme la première confection d'un budget conformément au mode usité dans les pays de l'Occident et spécialement en France, ne remonte qu'au Sultan Medjid.

Tel était, succinctement examiné, le tableau de l'administration financière de l'ancienne Turquie. Elle était relativement bien organisée et constituait un grand progrès pour l'époque. Aussi les revenus de l'État, qui n'étaient que de 10 millions de piastres sous Mehemed II, atteignirent 20 à 26 millions dans la suite sous le règne de Suleyman II (2).

Quelle que fût la richesse et la prospérité de l'empire, les gouvernants de la vieille Turquie furent souvent en butte à de grands besoins d'argent. Le

1. Chiffre confirmé par les termes d'un firman du Sultan Mehemed IV, adressé au defterdar, en 1063 et cité par Hadji-Khalfa,

2. Mouradja d'Ohsson, *op. cit.*, vol. VII, p. 258.

premier découvert signalé par les auteurs remonte au règne de Suleyman le Magnifique, vers 1563. Cette année, les recettes et les dépenses de la capitale présentèrent un déficit de 6 millions et demi d'aktché (1).

En 1592, les dépenses excédaient les recettes d'un demi-million de ducats l'an (2). Sur les instances de Siavech pacha, grand vizir, le Sultan Mourad III consentit à venir en aide au Trésor de l'État, au moyen des fonds de son trésor particulier (3).

Sous Mehemed III, c'est-à-dire quatre ans après, la situation financière ne s'était pas améliorée, loin de là, et l'état du budget de la capitale présentait un découvert de 600 millions.

En 1650, les dépenses s'étaient accrues au point d'excéder les recettes de la moitié en sus ; le grand vizir, Melek-Ahmed pacha dut, pour y remédier, frapper les timar d'une contribution extraordinaire dite bedeli-timar, s'élevant à 50 o/o du revenu.

Nous avons vu ci-dessus que le budget de l'exer-

1. *Annexe au budget d'Aïni-All*, manuscrit publié par Vefick-Effendi, Constantinople, 1 vol. in-18, 1864.

2. Lorenzo Bernardo, *Relazione Venete*, t. II, p. 347.

3. Le Trésor de l'État ou trésor extérieur appelé Khaznéi amiré ou tachra-khaznéci, ou encore miri-khaznéci, était distinct du trésor de l'intérieur ou trésor particulier dénommé khaznéi-khassé ou itch-khazné. Le premier relevait directement du ministre des Finances lequel y faisait verser les sommes encaissées par ses soins et en tirait celles dont il avait besoin pour le fonctionnement des services publics. Le second était, au contraire, placé sous la garde d'un fonctionnaire spécial, le khaznedar-bachi ou khaziné ketkhoudaci. Quand il y avait des excédents dans le premier trésor, ils étaient versés en fin d'exercice dans le second.

cice 1071 (1660-1661) présentait également 12 millions de déficit.

Nous pourrions allonger cette liste des budgets déficitaires de l'ancienne Turquie; nous n'en voyons pas l'utilité; disons seulement que ces périodes de pénurie pécuniaire ont alterné avec d'autres de prospérité, suivant les souverains qui se trouvaient sur le trône, les grands vizirs chargés du pouvoir suprême et l'état de paix ou de guerre dans lequel se trouvait l'empire.

Ce que nous avons à rechercher dans cette étude, c'est la façon dont les gouvernants d'alors remédiaient à la pénurie de numéraire. Disons tout de suite qu'ils n'eurent jamais recours à l'emprunt. L'introduction de ce moyen de combler des déficits étant de date récente.

Ils avaient imaginé quatre moyens de se procurer des ressources. Ces moyens étaient :

- 1° L'altération des monnaies ;
- 2° La confiscation des biens ;
- 3° La vente des grandes charges publiques ;
- 4° La vente anticipée des revenus.

Vers le commencement du siècle dernier, un cinquième moyen était mis en pratique : l'émission du papier monnaie.

1. — *Altération des monnaies.*

Il y a peu de souverains qui n'aient usé de ce moyen facile de se procurer des ressources.

En France, les altérations de monnaies, commencées au xii^e siècle par Philippe I^{er} et Louis le Gros, se continuèrent sous les règnes de Philippe le Bel et ses successeurs, jusqu'à la fin du xiv^e siècle et une partie du xv^e. On sait que l'histoire a appliqué le surnom de « Roi faux-monnayeur » à Philippe le Bel, qui abusa du procédé.

Ces souverains s'y prenaient de différentes façons :

1^o Ils assignaient un cours différent, presque toujours un cours plus fort aux mêmes pièces ; 2^o ils diminuaient la quantité de métal fin contenu dans les pièces de même dénomination ; 3^o ils diminuaient le poids des pièces ; 4^o enfin, ils décriaient les monnaies en cours : ils déclaraient, en d'autres termes, qu'elles n'auraient plus cours à partir d'une époque fixée et procédaient ensuite à une refonte générale dont ils tiraient naturellement des bénéfices. La livre tournoi, qui, à l'avènement de Philippe le Bel, correspondait au poids d'argent fin contenu dans 17 fr. 97 de notre monnaie actuelle, avait subi une diminution de métal fin telle que sa valeur en était ramenée à 14 fr. 37, en 1295 à 6 fr. 22, en 1303 5 fr. 47, en 1307. De 1337 à 1342, la livre tournoi ne représente plus que 3 fr. 47 d'argent ou 4 fr. 72 d'or (1).

Ces altérations amenaient naturellement une très grave perturbation dans le commerce et les transactions ordinaires de la vie. Elles suscitaient les plaintes

1. E. Levasseur, *Histoire du Commerce de la France*, vol. I. p. 114 à 117. Paris 1911.

du peuple. Elles amenèrent même des séditions (1).

En Turquie, les premières pièces d'argent et d'or ottomanes ne datent que du règne d'Orkhan (2) (1328). Avant cette date, les pièces ayant cours dans l'Empire étaient au coins des Sultans Seldjouks ou des Khans Mogols de Tebriz. Le premier fait d'altération de la monnaie remonte au Sultan Mehemed II. Il était d'usage, à l'avènement de chaque prince que les monnaies frappées par le prédécesseur fussent démonétisées. Selon cet usage traditionnel, Mehemed II fit frapper de nouveaux aktché et démonétisa ceux de Murad II, son prédécesseur. Mais, contre douze aktché anciens, il n'en donna que dix et, constatant le bénéfice appréciable que laissait l'opération, il fit renouveler lui-même sa propre monnaie tous les dix ans. Un auteur contemporain (3) estime qu'il retira de chaque opération de démonétisation un bénéfice de 800.000 ducats sultanins.

1. C'est ainsi qu'en 1306, Philippe le Bel ayant modifié une fois de plus le cours de la monnaie, les propriétaires de l'époque, aussi exigeants que ceux d'aujourd'hui, émirent la prétention de faire payer en forte monnaie la location de leurs maisons. Les locataires résistèrent, indignés d'avoir à déboursier tout à coup une somme triple. Une émeute s'ensuivit; des maisons furent pillées et brûlées; le roi dut chercher un refuge au Temple; il y fut bloqué par la foule qui empêcha même d'y introduire des vivres.

2. Monradja d'Ohsson, *État de l'Empire ottoman*, vol VII, p. 251. Les premières pièces turques portaient le monogramme du prince et un verset du Koran. Mehemed II y ajouta après la conquête de Constantinople les titres de : Sultan des deux continents et de « Khacan » des deux mers.

3. Spandugino, cité par Belin.

Sous le règne de Mourad III (1574-1595), la monnaie fut altérée à diverses reprises et le cours du ghouroush et du flouri s'éleva un moment jusqu'à 50 aktché pour le premier, et 70 pour le second, alors que le taux normal du ghouroush était de 40 aktché l'un (1), et celui du flouri de 60. De 1584 à 1587, l'altoum ou pièce d'or monta jusqu'à 120 aktché. Aussi, en 1589, le paiement de la solde des sipahi ayant été fait en mauvaise monnaie, le 16 djemaziewel (2 avril 1589), éclata la sédition dite du beïlerbey « directeur de la monnaie » qui amena la destitution du grand vizir Siavesh pacha.

A la suite de la guerre de Hongrie, en 1600, et des embarras financiers qui la suivirent, le grand vizir Hassan pacha Yemichdji ne vit d'autre remède à la situation que la refonte des monnaies, et il constata lui-même le titre de la nouvelle monnaie en fixant le taux du ghouroush à 80 aktché, alors qu'il était précédemment à 40.

Sous le Sultan Osman II (1618-1622), les aktché, dit Belin (2), frappés au coin du nouveau monarque, étaient plus minces qu'une feuille de papier.

Quelques années après (3), lors de l'expédition dirigée sur Hamadan, la monnaie avec laquelle le ministre des Finances Bekir pacha voulut payer la solde des troupes était de si mauvais aloi que les sipahi refusèrent de la recevoir et exi-

1. L'aktché valait à cette époque de 12 1/2 à 15 centimes de notre monnaie.

2. *Histoire économique de la Turquie*, p. 293.

3. 1628.

tèrent des aktché et des ghouroush de bon titre.

Au témoignage de l'historien Naïma, le ghouroush (1) avait atteint vers le milieu du xvii^e siècle le cours de 125 aktché l'un et l'altoum ou écu d'or celui de 250. Aussi, le Sultan Ibrahim, à son avènement au trône, ordonna-t-il la démonétisation de cette monnaie dépréciée et son remplacement par de nouveaux types. Malheureusement la circulation de cette bonne monnaie ne dura pas longtemps. Sous le règne du successeur du Sultan Ibrahim, Mehemmed IV, la monnaie de mauvais aloi reparut.

Le Trésor se trouvait à ce moment dans une pénurie extrême. Faute d'argent, on ne pouvait même faire sortir l'escadre pour donner la chasse aux flottes européennes qui s'étaient montrées à l'entrée même des Dardanelles. On créa de nouveaux impôts et on supprima une partie des pensions servies aux ulemas, cheiks, veuves et orphelins. Mais ces mesures ayant été insuffisantes, un grand Conseil d'État, réuni sous la présidence du grand vizir Melek-Ahmed Pacha approuva un extraordinaire projet présenté par le ministre des Finances Emir Pacha, destiné à remettre à flot les finances de l'État. Le projet consistait à contraindre les particuliers à fournir sur de la monnaie de mauvais aloi 120.000 altoun (2) comptés à 118 l'un, lesquels seraient ensuite échangés par réquisition chez les Juifs à deux rials l'un. Le

1. Le ghouroush ou piastre, créé au xvii^e siècle, valait à l'origine 5 à 6 francs. Il ne valait plus que 1 franc à la fin du siècle suivant. Aujourd'hui il vaut 23 centimes environ.

2. Pièce d'or de l'époque.

plan du ministre devait rapporter 240.000 rials, somme nécessaire au Trésor. Conformément à ce plan, on fit monnayer en Bosnie et en Albanie de la monnaie où il n'entrait qu'un tiers d'argent contre deux tiers d'étain. On mit cette monnaie en circulation concurremment avec les mauvais paras et akché ramassés dans les « meikhané » ou tavernes. Mais le commerce se refusa à donner son or contre cette mauvaise monnaie. Bien plus, une grande sédition, dite du bazar, s'ensuivit, qui amena la chute du grand vizir et de son ministre des Finances trop fantaisiste.

Toutefois, leurs successeurs ne purent apporter aucun remède efficace à la situation tant financière que monétaire du pays.

Vers 1656, les ghouroush, paras et aktché en circulation étaient tellement rognés et d'un si mauvais aloi qu'on ne recevait plus ces monnaies qu'au poids et après essai : la monnaie régaliennne, dit Belin (1), on peut l'affirmer, n'existait plus.

Enfin, notons encore à la fin du XVIII^e siècle, lors de la guerre avec la Russie et l'Allemagne, une altération de la monnaie qui fut effectuée sur un décret du Sultan Abd-ul-Hamid I^{er}. Les projets d'emprunts extérieurs destinés à subvenir aux frais de la guerre ayant échoué, Abd-ul-Hamid décréta la frappe de pièces de deux piastres dites djedid-ikilik, n'ayant que 64 paras de valeur intrinsèque et 16 de surélévation, c'est-à-dire altérées de un cinquième. Ajou-

1. Belin, *Histoire économique de la Turquie*, p. 334.

tons d'ailleurs que cette forme d'emprunt fait au public n'eut naturellement toujours pour résultat que le renchérissement des marchandises dans la proportion de la dépréciation de la monnaie d'échange.

II. — *Confiscation des biens.*

Le second des expédients employés pour se procurer du numéraire fut, dans la vieille Turquie, la confiscation des biens (mussadéré) de notables ou de hauts fonctionnaires. Les confiscations étaient considérées comme légitimes en vertu d'une complaisante théorie qui assimilait la condition des sujets et en particulier des fonctionnaires vis-à-vis du souverain à celle de l'esclave (koul) vis-à-vis de son maître. Comme leur vie, leur fortune, à plus forte raison, était à la merci du Sultan.

Cette mesure pouvait être envisagée d'ailleurs comme un acte de justice réparatrice, vu la façon peu scrupuleuse avec laquelle les grands officiers de l'État amassaient leurs immenses richesses. Ils cherchaient naturellement par tous les moyens à les sauver de la concupiscence du fisc et à en conserver une partie au moins à leur descendance (1).

Suivant Abdourahman (2), le régime des confiscations fut inauguré en 941 (1534) par la saisie des biens du « defterdar » (secrétaire d'État aux finances) ;

1. Heidborn, *Droit public et administratif de l'Empire ottoman*, t. I, p. 130.

2. Abdourahman, Tekialif kevaïdi, *Système des impôts*, p. 59.

Iskender Tchélébi. Avec le temps, la mesure s'implanta dans les mœurs des gouvernants ottomans et vint frapper périodiquement les agents publics. Bien mieux, à partir du règne du Sultan Mahmoud I^{er}, le Trésor commença à s'emparer même de la succession des particuliers dont la fortune lui paraissait trop considérable (1).

A partir du règne du Sultan Ibrahim, vers la moitié du xvii^e siècle, les confiscations deviennent de plus en plus nombreuses. A l'avènement de ce prince, les finances de l'État se trouvaient dans un état qui n'était rien moins que prospère et son grand vizir Kara-Moustafa pacha avait entrepris de réformer l'administration, en général et celle des finances, en particulier. Grâce à ses efforts, le budget de 1643 présentait un excédent des recettes sur les dépenses. Mais, s'étant attaché à réformer les abus, il s'aperçut que l'ancien Silihtar avait détourné pendant trois ou quatre ans le tribut de Chypre s'élevant à 80.000 ghouroush. C'est à cette occasion que la fortune du Silihtar s'élevant à 5.000 bourses fut confisquée et lui-même mis à mort. Notons toutefois que cette confiscation ne constitue, en somme, qu'une punition contre un crime envers l'État. L'histoire de la Turquie contient d'autres exemples de confiscations qui n'ont pas cette justification. C'est ainsi que le grand vizir Kara-Moustafa, pour lequel l'historien Naïma a pu dire que son administration doit être la

1. Mouradja d'Ohsson, *Tableau de l'Empire ottoman*, vol. VII, p. 147.

règle de ses successeurs et auquel un autre historien (1) turc a décerné le titre de « grand » eut lui-même ses biens confisqués en périssant victime de lâches intrigues.

Sous Mehemed IV, le Trésor étant à sec, on somma un riche particulier Djindji-Husséin de venir en aide à la détresse de la caisse de l'État ; sur son refus, la totalité de ses biens, s'élevant à 3.200 bourses, fut confisquée. Celle du propre grand vizir de Mehemed IV, Sofou-Mehemed pacha, s'élevant à 20.000 yuks, subit le même sort. En 1651, à la suite de la sédition dite du « bazar », causée par le mécontentement du peuple qui se refusait à accepter la mauvaise monnaie qu'on voulait lui imposer, le grand vizir Melek-Ahmed étant tombé du pouvoir, la « validé » (2) fut mise à mort et tous ses biens confisqués. Les biens des « agas » (3) furent également confisqués.

Un an plus tard, le gouvernement se trouvait à court pour le paiement de la solde des milices. Il confisqua les biens de l'exécuteur des « agas » du Palais Boyadji-Husséin, ceux d'Aly-Bey de Djirdjé et enfin les biens de l'eunuque blanc Khadim-Abdurrahman pacha, dont la fortune s'élevait à 50.000 altoun, sikkeï-hassané.

En 1665 (1654-1655), Dervish pacha, ex-grand vizir, étant mort, toute sa fortune, d'un total de

1. Hadji-Kalfa.

2. Sultane, mère.

3. Grands-maîtres du Palais.

95.000 ducats et 800.000 bourses de piastres, fit retour aux caisses de l'État (1).

Peu après, les biens des ministres des Finances Morali et ceux de Mehemed pacha, suivirent le même chemin. Kara-Moustafa, successeur du grand vizir Kuprulu-Zadé, ayant levé le siège qu'il avait mis devant Vienne, fut à son tour décapité, et ses biens furent confisqués (1684). La même année, le ministre des Finances partage un sort identique.

L'année suivante, Suleyman pacha, grand vizir, usa du même procédé envers son prédécesseur Kara-Ibrahim, dont la fortune de 3.000 bourses fut versée au Trésor, qui en avait besoin pour fournir les fonds nécessaires à la continuation de la guerre contre la Hongrie. Cela ne suffisant pas, les biens du Kaz-Asker Hamid-Efendi, des « émine », des administrations de la marine et de la douane, du grand eunuque Iousouf-Aga, subirent le même sort. Le grand vizirat de Moustafa pacha de la lignée des Kuprulu fut signalé également, vers la fin du xvii^e siècle, par de nombreuses confiscations. Si ce grand vizir réalisa d'un côté des réformes en supprimant certains impôts, d'un autre côté il usa, lui aussi, de ce procédé facile de se procurer du numéraire. Son premier soin d'ailleurs fut de mettre la main sur les biens de son homonyme et prédécesseur, évalués à 700 bourses.

Si, jusqu'à la fin du xvii^e siècle, la confiscation

1. Hammer, vol. 10, p. 357.

n'est qu'une mesure d'arbitraire, elle revêt, à partir du commencement du siècle suivant, une couleur de légalité. En effet, sous le règne d'Ahmed III, en 1729, le mufti Behdjet Abdoullah Efendi délivre un « fetva », déclarant cette mesure légitime. Dès lors, les confiscations vont continuer de plus belle jusqu'au règne du Sultan Mahmoud, le grand réformateur qui supprima le bureau des confiscations ou « muchalifat kalemi ».

Il n'est pas possible d'évaluer même approximativement le chiffre des fortunes confisquées durant plusieurs siècles en Turquie, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'à chaque embarras du Trésor, souverains et grands vizirs recouraient à cet expédient qui, d'ailleurs, servait fort souvent de moyen à la satisfaction de basses vengeances.

Même après la suppression du bureau des confiscations, même après la promulgation du tanzimat, il y eut encore des confiscations. Les plus retentissantes furent celles des biens des banquiers Tchaftchi et Djezaerli, vers la moitié du siècle dernier.

La confiscation n'a été définitivement abrogée en droit que par la Constitution des 11/23 décembre 1876, qui, dans son article 24 y déclare prohibés : la confiscation des biens, la corvée et le djerimé (exaction sous forme de pénalité pécuniaire).

III. — *La vente des charges publiques*

La vente des charges publiques ne fut au début

qu'un moyen pour des grands vizirs, des ministres ou des gouverneurs peu scrupuleux de s'enrichir. Le triste honneur d'avoir introduit le premier la vénalité et ouvert ainsi la porte à la corruption dans toutes les branches de l'administration revient au grand vizir Roustem (1), sous le règne de Suleyman (1544-1561). C'est lui qui fixa le taux auxquels les différents emplois devaient être conférés. Ce taux, relativement modique, s'est élevé dans la suite, grâce aux exigences croissantes des grands vizirs qui lui succédèrent. C'est ainsi que Roustem, avait taxé à 10.000 ducats le gouvernement d'Égypte et avait adopté pour le gouvernement de chacune des autres provinces de l'Empire un tarif en rapport avec leurs revenus qu'il connaissait parfaitement (2).

1. Hammer, *Histoire de la Turquie*, vol. 6, p. 144, 145 et 146.

2. Le gouvernement de la province d'Erzeroum étant l'un des moins lucratifs de l'Empire, lorsque, à sa nomination, le Beylerbey de cette province envoya à Roustem un cheval et 5.000 ducats, Roustem, jugeant que le chiffre de 5.000 ducats n'était pas en proportion des revenus de cette province, renvoya au Beylerbey un peu plus de la moitié de cette somme. Ce vizir prit d'ailleurs autant de soin à remplir les caisses de l'État que les siennes propres puisqu'il avait aux finances, selon le témoignage des historiens de l'époque, une chambre qui portait cette inscription : « Trésor amassé par les soins de Rustem ». C'est encore lui qui avait créé le fameux fonds de réserve déposé aux Sept-Tours. Mais tout cela ne l'avait pas empêché d'amasser la fortune la plus colossale que jamais grand vizir eût entassée. A sa mort, on trouva dans sa succession : 815 fermes, tant en Roumélie qu'en Anatolie ; 476 moulins à eau, 1.700 esclaves, 2.900 chevaux, 1.106 chameaux, 600 selles garnies d'argent, 500 autres incrustées d'or et de pierres précieuses, 1.500 casques plaqués d'argent, 130 paires d'étriers en or, 760 sabres ornés de pierres précieuses, 1.000 lances garnies d'argent, 800 korans, dont 130 enrichis de diamants. L'argent comptant trouvé chez lui fut estimé à 100 millions d'aspres ou 2 millions de ducats.

Les successeurs de Roustem au grand vizirat ne se firent pas faute de suivre son exemple. Au témoignage de l'historien Naïma (1) le grand vizir Keman-kéch-Ali pacha vendait les places et les emplois publics au plus offrant par l'entremise de son beau-père Boustan Zadé Mehemed Efendi.

Les places, tant de la magistrature que de l'armée, sous le prétexte des nécessités publiques, faisaient l'objet d'un trafic. Mais les mutations étaient si fréquentes que souvent le titulaire d'un poste ainsi acquis, avant même d'avoir eu le temps de rentrer dans ses déboursés, se voyait révoqué et sa place était revendue à un nouvel acquéreur (2).

Le mal n'était pas nouveau d'ailleurs, puisque le vieil historien Petchevi racontait qu'en 1580, Sinan pacha n'obtint le grand vizirat que par « l'influence de quelques bourses de flouri », son compétiteur et rival Lala pacha étant trop pauvre pour user contre lui du même moyen. C'est ce même Sinan pacha qui avait payé à Mourad 111.100.000 ducats pour le poste de gouverneur de Damas. La vente des charges publiques entre les mains du souverain et des hauts dignitaires ne constituait qu'une source illicite de revenus pour eux-mêmes. Dans la suite, il devint une source officielle de revenus pour l'État. Ce fait se produisit en 1650 sous Mehemed IV.

Le grand vizir Mélek-Ahmed Pacha, pour parer aux embarras du Trésor n'imagina rien moins que de

1. Naïma, t. I, p. 219.

2. Belin, *Histoire économique de la Turquie*, p. 143.

régulariser au profit de l'Etat l'habitude qui était devenue générale d'exiger des « richvets » ou présents à l'occasion de l'obtention des emplois publics.

Il créa dans ce but un bureau dit : « Comptabilité des bonnes mains » où devaient être versés les droits exigés à l'occasion de chaque nomination.

« Bien des vizirs, s'écrie Naïma (1), ont été mis à mort, bien d'autres ont été destitués honteusement pour crime de vénalité, mais on n'avait pas encore vu ériger en une source régulière de revenus ce qui était le fait d'un crime. Au bout du compte, ce n'était pas un moyen pour moraliser l'administration » (2).

Cette mesure n'atteignit d'ailleurs pas son but : les recettes allèrent quand même en diminuant. Les droits de diplôme ou « djévaïz » payés pour obtenir un emploi et les impositions frappant les employés et les artisans n'apportèrent qu'un médiocre remède à la situation lamentable des finances de l'État.

L'historien Karatéhélebizadé nous trace un tableau exact de la situation au point de vue qui nous occupe. « La détresse du Trésor, dit-il, provoque mille exactions qu'on n'avait point encore vues ; les emplois publics se vendent au plus offrant, au defterdar kapouçou absolument de la même façon que la ferme des divers revenus publics. On en prend note sans pudeur sur les registres du « rouznamdjé » en débit et en crédit de telle façon que l'adjudicataire

1. Naïma, t. II, p. 252.

2. La loi du 15 djémazinhewel 1271 (1855) édicte des peines contre le corrupteur, le corrompu et l'intermédiaire.

se trouve en quelque sorte autorisé par le gouvernement lui-même à satisfaire sa cupidité sur le pauvre peuple. La magistrature est impuissante à réprimer ces abus ; si les plaignants parviennent à se faire entendre à Constantinople, on les jette en prison ou sous le bâton ; bien heureux qui s'en tire sain et sauf » (1).

On comprend que dans ces conditions il se soit établi un tarif pour chaque emploi ou charge de quelque importance. Le prix payé était appelé « mouadjéléi-mouayiéné. » C'est ainsi que, dans le cours de l'année 1159 (1746), l'historiographe Suléïmann Izzi signale la concession du « mouhassillik » d'Aydine moyennant un « mouadjélé » de 100-mille piastres, du gouvernement de Rakka (Orfa) pour un « mouadjélé » de 120.000 piastres, du gouvernement de Chypre, moyennant un « mouadjélé » de 50.000 piastres (2).

L'usage de la vente des charges publiques, comme les autres différents moyens dont usaient les gouvernants de la vieille Turquie pour se procurer le numéraire dont ils avaient besoin, n'a disparu que dans la première moitié du XIX^e siècle sous le règne d'Abd-ul-Medjid.

IV. — *La vente anticipée des revenus.*

Dans la Turquie féodale, le Trésor ne pourvoyant

1. Raouzat-ul-Ebrar, II, 45-46 et 53. V°.

2. Izzi, *Histoire*, p. 65, 68 et 79.

directement qu'aux dépenses de la cour, de la marine et des troupes régulièrement soldées telles que les janissaires, les armuriers, canonniers, etc., la plupart des impôts directs n'étaient pas perçus au profit de l'État, mais assignés aux fondateurs à titre de *ziaméte* ou *timar* (bénéfice militaire), ou *khas* (dotation de grand dignitaire). Ceux-ci assumaient l'obligation de veiller à la sûreté de leur circonscription territoriale et de fournir en temps de guerre un certain contingent d'hommes d'armes. C'est pourquoi, la dime, comme l'impôt foncier, le droit dit de fiancée et celui de fumée (1) ainsi que quelques autres impôts revenaient aux titulaires de fiefs qui les percevaient directement. Les impôts directs dont l'État avait la libre disposition étaient la capitation, l'impôt des Bohémiens, les droits de douane et les impôts de consommation. Tous ces revenus étaient généralement mis en ferme. Au fur et à mesure des embarras du Trésor auxquels des guerres malheureuses donnaient lieu, le système d'affermage fut de plus en plus adopté pour toutes les branches des revenus de l'État et notamment pour les revenus affectés originellement aux titulaires de bénéfices civils ou militaires.

L'adjudication des fermes se faisait dans les pro-

1. Le droit de fiancée (*resmi-arouts*) était de 60 aspres pour les vierges et de 30 pour les femmes musulmanes. Les vierges et femmes non musulmanes payaient la moitié. Le droit de fumée (*resm-i-doukhan*) était perçu de ceux qui, sans être inscrits dans les registres d'un fief, s'y installaient pendant l'hiver.

vinces ; le Sultan Ahmed III ordonna qu'elle n'eût plus lieu que dans la capitale et Mustapha III voulut qu'elle se fît deux fois par an. La ferme était mise en adjudication à l'hôtel de la defterdarie ou ministère des Finances et devait être adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur ; en fait, souvent le defterdar d'accord avec le grand vizir en disposait selon ses préférences. L'argent nécessaire à l'achat de la ferme était d'ordinaire avancé par un banquier. Le Trésor se trouvait-il gêné, il aliénait les revenus d'une ou plusieurs provinces contre versement immédiat de la contre-valeur en argent. Il arrivait que les mêmes revenus fussent vendus plusieurs fois. L'historien Naïma raconte (1) que le grand vizir Ipchir pacha fit venir le 17 zilhidjé 1064 (1653) en sa présence les defterdar ou receveurs généraux d'Alep, de Damas, d'Erzeroum, de Diarbékir, de Karaman, et annula les « moukatea », fermes, déjà faites dans la capitale pour les années 1065, 1066 et 1067 par le *bach-defterdar* (2) *Morali* ; il envoya ensuite au ministre des Finances l'ordre de restituer à qui de droit les sommes que l'administration aurait reçues pour cet objet et réadjudgea lui-même les mêmes « moukatea » à des personnes riches et connues. Cependant l'ordre du vizir, en ce qui concerne la restitution des sommes encaissées, ne fut pas exécuté.

On conçoit bien qu'à cause des risques auxquels

1. Naïma II, p. 485.

2. *Ministre des Finances.*

le prêteur se trouvait exposé, ces aliénations ne se faisaient qu'aux conditions les plus onéreuses. On subvenait bien à un besoin immédiat du Trésor, mais en hypothéquant l'avenir.

Pachas, adjudicataires et banquiers bailleurs des fonds retiraient des bénéfices scandaleux de l'opération.

V. — *L'émission du papier-monnaie*

L'émission du papier-monnaie ne date que des dernières années du règne du Sultan Mahmoud. Selon Morawitz (1) elle eut lieu en 1830 sous forme de bons du Trésor écrits à la main délivrés pour 100 piastres et rapportant 8 o/o d'intérêts. Le Trésor de l'État se trouvait épuisé par l'insurrection de Grèce, la guerre avec la Russie et avec Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte. L'adoption de ce moyen facile de battre monnaie se justifiait par l'exemple des États de l'Occident dont la plupart avaient une circulation fiduciaire. Une première fois il fut émis pour 16 millions de piastres des nouveaux billets, puis le Trésor prit l'habitude d'en émettre au fur et à mesure de ses besoins. Comme ils n'étaient pas numérotés, des émissions successives étaient particulièrement aisées.

Libellés à la main au début, ils furent imprimés dans la suite. Ce qui caractérise ce papier-monnaie

1. Morawitz, *les Finances de la Turquie*, p. 16.

auquel on donna le titre de « kaïméi-mutebérénakdié » (c'est-à-dire papier de même valeur que l'argent) c'est qu'il rapportait un intérêt. Cet intérêt de 8 o/o à l'origine fut réduit à 6 et 3 o/o dans la suite.

Les premières émissions de papier-monnaie furent modérées, mais le moyen était trop facile et les gouvernants d'alors, trop prodigues pour ne pas se laisser entraîner. Sous les règnes des Sultans Medjid et Aziz, les émissions répétées de « kaïmés » tournèrent au scandale public. En 1840, il en fut émis officiellement pour 60 millions. Un an plus tard, ce chiffre se montait à 160 millions. Pour remédier à la dépréciation qui atteignait 10 o/o, le gouvernement pria ingénument les puissances « d'inviter leurs sujets à considérer les « kaïmés » comme de la monnaie ordinaire sans y apporter aucun doute, aucune crainte » ! Malgré que cette monnaie fiduciaire n'eût, en fait, cours qu'à Constantinople, le montant des émissions alla toujours en augmentant. En 1858, on en trouvait encore pour 150 millions de francs environ en circulation. Un emprunt de 125 millions conclu la même année n'eut pour seul but que d'en débarrasser le pays. Il n'en fut rien d'ailleurs puisque, un an et demi après, un communiqué officiel du gouvernement, en date du 20 février 1860, indiquait qu'il s'en trouvait encore pour environ une quinzaine de millions en circulation qui s'étaient substitués à l'or.

En vertu d'une loi économique bien connue, à

chaque émission, cette mauvaise monnaie, se substituant en un temps relativement court à l'or en circulation, amenait de graves perturbations dans les transactions.

En 1861, la perte au change atteignait 300 o/o et il en résulta une panique. Le gouvernement, une fois de plus, fit machine en arrière et retira en trois mois pour près d'un milliard de piastres de kaïmés qu'il paya 40 o/o en espèces et 60 o/o en titres consolidés. Cependant la disparition du kaïmé, à cette époque, ne devait pas être définitive. Il réapparaît à l'occasion des insurrections de la Bosnie et de la guerre avec la Serbie et le Monténégro d'abord et la Russie ensuite. Durant cette période, qui va du mois d'août 1876 au mois de septembre de l'année suivante, il fut émis pour 16 millions de livres turques de kaïmés en quatre tranches :

2 millions	le 13 août 1876 ;
1 —	le 11 novembre 1876 ;
7 —	le 5 janvier 1877 ;
6 —	le 3 septembre 1877 ;

aux cours de 117, 135, 150 et 185 piastres la livre turque. Cette fois-ci, ils avaient été numérotés et portaient avec le sceau du ministère des Finances le cachet de la Banque Impériale ottomane. Malgré l'ordre qui avait été donné aux caisses publiques de recevoir ce papier-monnaie au pair, son cours varia de 130 dans les premiers jours, jusqu'à 1.200 peu avant sa disparition. C'est-à-dire que, pour avoir 100 piastres

or, il fallait donner 130 ou 1.200 piastres kaïmé suivant les époques.

Les raisons de cette dépréciation sont les suivantes :

1° Il était connu de tout le monde que cet amas de papier-monnaie n'était garanti par aucune contre-valeur de métal précieux. Sa valeur n'était donc basée que sur le crédit dont jouissait le gouvernement, crédit qui, comme on le sait, avait été bien atteint ;

2° La province n'ayant accueilli cette monnaie fiduciaire qu'avec une grande méfiance, elle avait afflué en totalité sur Constantinople ;

3° Les caisses de l'État mirent à l'origine une certaine hésitation à l'accepter en contre-valeur des dettes des particuliers

4° Enfin, cette monnaie de papier se trouvait en concurrence avec de la monnaie métallique ; il était donc naturel que cette dernière fit prime sur l'autre.

En vain le gouvernement crut-il pallier à la dépréciation du « kaïmé » en décrétant un amortissement de 500.000 livres turques par an et en affectant comme garantie pour cet amortissement des dîmes et taxes sur les moutons des sandjaks de Smyrne, d'Aydine et de Koniah ainsi que différents autres droits sur le sel, le tabac et les spiritueux, celui-ci n'en tombe pas moins, en mars 1879, au cours de 900 et 1.000. Il est vrai de dire cependant que cette dépréciation énorme provint de ce fait que le gouvernement avait décrété qu'il ne serait plus reçu par les caisses de l'État que jusqu'à $\frac{1}{5}$ des sommes dues

par les particuliers et au cours de 400 piastres kaïmé pour 100 piastres or.

Comme on le voit, les émissions de papier-monnaie ont eu des résultats lamentables. La fortune des particuliers et le crédit de l'État en ont désastreusement pâti.

CHAPITRE II

Les premiers emprunts ottomans

Les gouvernants de la Turquie ont, pendant longtemps, évité de recourir à l'emprunt pour subvenir aux nécessités les plus pressantes. Recourir à l'argent étranger et implorer l'aide financière des États dont les ambassadeurs n'étaient reçus par eux que comme des subordonnés, répugnait à la fierté des souverains ottomans. Puis la prohibition formelle du prêt à intérêt édictée par la loi religieuse musulmane constituait un empêchement moral à la conclusion de tout emprunt. Sans doute, dans la suite, on a tourné la difficulté en alléguant, pour apaiser les remords de la conscience publique, que la loi défendait de prêter et non d'emprunter, « mais la vérité est que le contrat de prêt est très illicite et qu'il n'est pas plus permis d'être partie passive que partie active dans une convention interdite par la loi » (1).

Il faut ajouter que la Turquie, isolée comme elle l'était durant le cours des xv^e, xvi^e, xvii^e et xviii^e

1. Houdas, *l'Islamisme*, p. 222.

siècles des autres États de l'Europe, ne jouissait pas non plus du crédit qui est nécessaire à tout emprunteur. Les relations internationales n'ayant pas à cette époque le développement qu'elles ont acquis depuis, on ne connaissait rien ou presque rien de la constitution de l'Empire. Seuls, les États voisins ou limitrophes avaient eu avec la Turquie des rapports de belligérants qui n'étaient précisément pas faits pour les inciter à leur accorder une assistance financière. Enfin n'oublions pas que les Sultans prenaient soin jusque vers le milieu du xviii^e siècle, de tenir en réserve un Trésor de guerre fort important qu'ils avaient créé et qu'ils alimentaient grâce aux butins rapportés de leurs guerres victorieuses.

Ce Trésor de réserve était déposé dans les fameuses Sept Tours bâties par Mehemed II. On ne l'entamait qu'à l'occasion des dons de joyeux avènement aux janissaires ou lorsque les nécessités d'une guerre l'exigeaient.

« On ne peut se faire une idée du trésor presque incommensurable du Sultan, disait en 1551 le grand vizir Roustem à Tévisiano, ambassadeur de Venise, il suffirait pour soutenir quatre-vingts ans durant une guerre continuelle avec la chrétienté.

Cependant en des moments de crise, l'idée d'emprunter de l'argent à l'extérieur fut émise différentes fois, et même des essais dans ce sens furent tentés.

Vers 1623, le Sultan Mourad IV s'adressa pour la première fois aux ambassadeurs de Venise, de France, d'Angleterre et de Hollande pour obtenir un emprunt.

Cette première tentative n'aboutit à aucun résultat.

Plus tard, en 1782, des difficultés ayant surgi à nouveau avec la Russie, le Sultan Abd-ul-Hamid, secondé du grand vizir Hamid-Halil pacha, voulait reconstituer les forces militaires de terre et de mer, mais le Trésor se trouvait vide par suite des dépenses faites depuis deux ans en matériel, personnel et approvisionnement. L'hôtel des monnaies avait non seulement épuisé ses ressources, mais les avait même dépassées de 1300 bourses et le déficit était à l'ordre du jour. Un Conseil d'État fut appelé à aviser. Cette haute assemblée discuta la première fois un projet d'emprunt à l'extérieur. Le Mouhacébéi ewel émit l'avis de souscrire un emprunt chez les puissances amies ou mieux peut-être à cause de l'uniformité des croyances religieuses, au Maroc. Le defter-emini, tout en appuyant la proposition, voulait que l'emprunt fut fait, soit en France, soit en Hollande ou même en Espagne. Il pensait qu'un montant de 5 à 10.000 kécé-aktché pourrait être facilement amorti en un petit nombre d'années. Ce fut toutefois la proposition d'un autre membre du Conseil qui fut adoptée. Elle consistait dans la vente en propriété (malikiane) et par lots moyennant une anticipation déterminée de certains revenus de l'eyalet (province) d'Aydine attribués aux grands vizirs. L'idée n'était pas mauvaise, d'autant plus qu'il y avait lieu de tenir compte dans le rendement de la mesure pro-

1. Morawitz, *les Finances de la Turquie*, p. 10.

posée du fait que l'État devait encore profiter successivement des vacances (mahloul) qui pourraient survenir. On y applaudit et la proposition fut adoptée et sanctionnée par hatti-humayoun (1).

Cinq ans après, la Turquie se trouvait en guerre avec la Russie. L'Allemagne profita de la circonstance pour envahir le territoire ottoman. Les armées turques essuyèrent des revers successifs et, par suite de l'interruption des arrivages par mer, Constantinople fut même réduite à la disette.

Le Trésor se trouvait de nouveau en détresse. C'est en cette occurrence extrême qu'on décréta qu'un emprunt de 2.000 bourses serait contracté dans chacune des régences d'Alger et de Tunis et qu'un second de 1.500 bourses serait conclu auprès des principaux négociants de Brousse, en Turquie d'Asie. Malheureusement les prêteurs ne se trouvèrent pas assez riches pour réaliser l'opération. Ils n'y mirent peut-être pas non plus, vu les circonstances, beaucoup de bonne volonté et l'on renonça une fois de plus à emprunter. Bientôt après, la question d'un emprunt dut de nouveau être agitée. Dans une réunion privée tenue chez le « kihaya » du grand vizir, il fut décidé de faire appel au crédit de l'étranger, en offrant de consigner, comme garantie du paiement en capital et intérêts de l'emprunt à contracter, des produits territoriaux tels que : blé, orge, soie, laine, etc. Cependant une pareille mesure, sans

1. Djevdet, t. II, p. 300. — Belin, *Histoire économique de la Turquie* (*Journal asiatique*, 1864, vi^e série, p. 521).

précédent dans l'histoire de la Turquie, ne pouvait être résolue dans une assemblée privée. L'adhésion du Cheik-ul-islam était au moins nécessaire. Elle fut obtenue et l'emprunt allait être contracté en Hollande quand le gouvernement, ayant déclaré que 1.500 bourses lui étaient indispensables à bref délai, pour les nécessités de la guerre, on dut renoncer aux négociations de l'emprunt qui exigeaient un temps relativement long et le gouvernement para au plus pressé en se créant les ressources nécessaires par une nouvelle altération des monnaies. Enfin, au commencement du xix^e siècle, le grand Sultan réformateur, Mahmoud II, essaya aussi de conclure un emprunt de 1 million de livres en Angleterre en offrant au gouvernement de George III de rembourser ladite somme par des livraisons de blé, de bois et de cuivre à la flotte anglaise stationnant à proximité des eaux turques. Le projet ne reçut cependant pas de réalisation par suite du trop long temps que mirent les fonctionnaires ottomans à établir le montant des ressources dans la limite desquelles on pouvait s'engager à faire les fournitures consenties.

En somme, de tous ces projets d'emprunt, aucun ne put être réalisé et il faut arriver juste à la moitié du siècle dernier pour trouver le premier emprunt de la Turquie. Il ne reçut d'ailleurs qu'un commencement de réalisation. C'est en 1850 que se place ce premier contrat d'emprunt qui fut une mésaventure. Le gouvernement, dans le but de rembourser les

avances de la Banque de Constantinople (1) décida en cette année, la conclusion d'un emprunt de 55 millions. Les négociations aboutirent à la signature, à Paris, d'un contrat avec les deux maisons de banque Bechet-Dethomas et C^{ie} et Deveaux et C^{ie}.

L'emprunt était conclu sous réserve de l'approbation du Sultan. Mais, sans attendre la promulgation de l'iradé ratificatif, les deux banques sus-mentionnées firent leur émission et recueillirent pour 20 millions de souscriptions. Malheureusement pour elles, avant même la clôture de la souscription ouverte, le grand vizir Réchid pacha, signataire du contrat, fut renversé et le Sultan, conseillé par son successeur et rival, refusa de le ratifier. L'effet de ce refus de ratification d'une convention, qui était à bon droit considérée comme définitive, fut déplorable. Le gouvernement dut, pour s'éviter un procès, verser aux contractants une indemnité de plus de 2 millions. Moyennant ce sacrifice et le remboursement des souscriptions, le contrat fut résilié.

1. Institution qui avait été créée avec le concours de l'État dans le but de veiller au maintien de la parité du change.

CHAPITRE III

Les Emprunts ottomans de 1854 à 1882.

Nous avons vu comment les Sultans ottomans, durant plusieurs siècles, n'eurent jamais recours à l'emprunt malgré de longues guerres qu'ils eurent à soutenir. Nous avons vu également que malgré de pressantes nécessités les différents projets d'emprunt n'aboutirent pas par suite de l'opposition de certains hommes d'État ou le manque de crédit de la Turquie provenant de son isolement parmi les puissances.

Mais, vers la moitié du xix^e siècle, bien des choses avaient changé. La Turquie n'était plus aussi isolée de l'Occident qu'antérieurement. Elle commençait à lui emprunter, avec ses idées, ses institutions et ses méthodes.

Les ministres réformateurs de l'époque crurent avoir découvert dans l'emprunt la panacée qui devait régénérer la Turquie.

Au cours d'un Divan fameux, réuni dans le courant de l'année 1854 et ayant pour but de discuter les moyens de se procurer les ressources nécessitées par la guerre engagée contre la Russie alors que

certain ministres de la vieille école essayaient de démontrer les fâcheuses conséquences d'un emprunt qui était proposé, les ministres, partisans d'un nouvel ordre de choses, leur répondirent par la « nécessité politique » (1). Ce qui voulait dire qu'en face d'un ennemi tel que la Russie, il était nécessaire de resserrer les relations avec l'Occident et que, pour l'attacher à la remorque des destinées de la Turquie, il était nécessaire qu'il y eût des capitaux occidentaux engagés.

Ainsi les ministres réformateurs pensaient faire habilement d'une pierre deux coups.

Certes, si l'État ottoman avait été mis en mesure de faire face à la nouvelle situation qui allait lui être créée par ses différents recours au crédit tant intérieur qu'extérieur ; s'il avait su, d'une part, faire un emploi judicieux des sommes empruntées et d'en payer, d'autre part, les arrérages avec ponctualité aux échéances fixées, le pays n'aurait pu qu'en profiter.

Malheureusement il était loin d'en être ainsi. Aucun pouvoir pondérateur à la prodigalité du souverain ou de ses ministres n'existait. L'administration financière ne constituait qu'une façade ayant pour but de donner le change et de procurer des emplois à des fonctionnaires incapables. Enfin, les ressources du budget étaient insuffisantes pour subvenir aux nécessités ordinaires. A telle enseigne que le recours à l'émission du papier-monnaie était

1. *Journal Hurriette*, p. 10. Londres, 1868.

devenue une des pratiques courantes du Trésor ottoman.

Ajoutons encore que les hommes d'État de l'époque étaient dans une ignorance complète des principes de l'économie politique et de la science des finances. Ils ne savaient rien ou presque rien des combinaisons de Banque et de Bourse.

De telle sorte que les banquiers, financiers et agioteurs tant étrangers qu'indigènes eurent beau jeu pour conclure de nombreuses opérations désastreuses pour l'État.

On en jugera quand nous aurons indiqué que l'intérêt minimum des emprunts de la période qui s'étend de 1854, date du premier emprunt ottoman, à 1876, oscille entre 7 et 12 o/o pour la dette extérieure et se monte jusqu'à 20 et 25 o/o pour la dette intérieure.

Challemel-Lacour, synthétisait spirituellement ces opérations quand il disait au grand vizir Fuad pacha :

« On n'a toujours que les banquiers que l'on mérite.

» On ne fait pas d'affaires avec vous, on fait de mauvais coups contre vous. » (1)

Le commerce de Banque, à Constantinople, connut son âge d'or durant une période de vingt-deux années. Jamais la capitale n'avait vu et ne verra un

1. *Conversation de Challemel-Lacour avec Fuad pacha (Revue des Deux-Mondes, 15 février 1869).*

aussi grand nombre de maisons de banque que celles qui se créèrent durant ce laps de temps.

Crédit Général ottoman, Banque de Finances et de Travaux publics, Banque ottomane de Travaux publics, Comptoir de Constantinople, Banque Nationale de Turquie, Banque de Crédit et de Commission, Société Générale de Change et de Valeurs, Crédit industriel, Société commerciale ottomane, Banque austro-levantine, Société Générale de l'Empire ottoman, — nous en passons et des meilleures — n'eurent pour objectif que des opérations de prêts à court ou long terme, avec le gouvernement.

Tous leurs bénéfices proviendront uniquement de cette source et toutes ou presque toutes devront liquider au lendemain de la débâcle de 1876.

Un seul établissement restera debout, puissant et fort : c'est la Banque d'État ou Banque Impériale, fondée en 1863, qui a joué un rôle considérable dans l'organisation financière de l'Empire et lui rend encore de très réels services.

Grâce à cette pléthore de banques qui fleurirent sous les deux règnes des Sultans Abd-ul-Medjid et Abd-ul-Aziz, les ministres ottomans trouvèrent non seulement de grandes facilités pour emprunter, mais encore ils y furent poussés avec complaisance. Un petit emprunt à court terme effectué à l'intérieur était suivi par un autre de même envergure, puis par un troisième ; mais l'accumulation des intérêts et des commissions avait vite fait de grossir le total. On recourait alors à un gros

emprunt extérieur de liquidation qui ne tardait pas à se volatiliser. La facilité même du procédé grisa peu à peu emprunteurs et prêteurs et ce fut pendant une vingtaine d'années une sarabande effrénée de millions. Les emprunts succédaient aux emprunts : peu importait le taux ; pour en payer les arrérages, n'avait-on pas toujours la ressource d'un nouvel emprunt. Constantinople, devenu un nouvel Eldorado, connut les jours fastueux de Byzance. La splendeur des fêtes qui y étaient données reste encore vivace dans l'esprit des survivants de l'époque. Les fêtes, cadeaux de prix et constructions de palais, dont les Sultans Abd-ul-Medjid et Aziz étaient prodiges, engloutirent à eux seuls le montant de plusieurs emprunts extérieurs. En dix ans, de 1854 à 1864, le budget ottoman, vierge de tous crédits pour arrérages d'emprunt extérieur, s'est alourdi environ d'une centaine de millions de francs destinés au paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette extérieure et intérieure ; et ce, sur un budget total de dépenses de 343 millions. Et ce n'est là qu'un commencement. Dix ans plus tard, à la veille de la suspension du service de la Dette, le budget est en complet déficit. Le service des intérêts et de l'amortissement des différents emprunts absorbe à lui seul le chiffre formidable de 300 millions : la Turquie a triplé le total de sa Dette. Malheureusement le budget des recettes n'a pas fait des progrès aussi rapides ; il ne s'élève, en réalité, qu'au total de 380 millions de francs. La faillite est inévitable. En effet, un an après la pro-

mulgation du budget de 1875, le gouvernement sera dans l'impossibilité d'effectuer le service de sa Dette (mars-avril 1876).

Ainsi vingt ans auront suffi à ruiner et le crédit naissant de la Turquie et ses finances.

L'édifice des réformes du *Tauzimât* sombrera avec elles, avec elles aussi l'indépendance financière de l'Empire. Et, ô ironie des choses d'ici-bas, les ministres réformateurs, ceux qui invoquaient la « nécessité politique » auront été les premiers artisans inconscients de cette œuvre de ruine. Nous ne ferons pas l'analyse détaillée des nombreux emprunts qui s'échelonnent de 1854 à 1877 ; nous les passerons en revue rapidement, pour mémoire. Ils n'offrent plus qu'un intérêt historique puisqu'ils ont été englobés, sauf les trois emprunts gagés sur le tribut d'Égypte, dans le règlement de 1882 qui les a fondus en de nouveaux titres.

Emprunt de 1854. — Comme nous l'avons vu un peu plus haut, cet emprunt qui est le premier de la Turquie, souleva au sein du conseil des ministres une vive opposition de la part des ministres conservateurs. Finalement leurs adversaires du parti de la réforme l'emportèrent et il fut conclu pour subvenir aux frais de la guerre de Crimée. Émis à Londres par la maison Dent-Palmer et C^o, au capital de 3 millions de livres sterling, avec 6 o/o d'intérêt, il fut gagé par le tribut d'Égypte (1).

1. Le tribut d'Égypte payé par le khédivé ou vice-roi au Sultan était fixé à la somme de 60.000 bourses ou 6.900.000 francs, par le traité de 1841.

Les sommes directement envoyées à la Banque d'Angleterre ne doivent être remises aux concessionnaires de l'emprunt que sur l'ordre de l'ambassadeur de Turquie à Londres. L'emprunt émis au taux de 80 o/o n'atteignit tous faux frais déduits que 2 millions et demi de livres sterling, alors que les frais de la guerre s'élevaient à près de 11 millions et demi de livres sterling.

Aussi, afin de sauver la Turquie de nouveaux embarras financiers, les deux gouvernements alliés de France et d'Angleterre offrirent leur garantie collective pour la conclusion d'un nouvel emprunt.

Emprunt de 1855. — Le tribut d'Égypte laissait encore un reliquat libre de 72.872 livres sterling. Ce fonds, ainsi que les revenus des douanes de Smyrne et de Syrie, servit à assurer les arrérages de cet emprunt de 5 millions de livres sterling destiné, comme le précédent, à faire face aux frais de la guerre de Crimée.

Cet emprunt qui est le seul conclu avec la garantie « conjointe et séparée » des deux gouvernements de France et d'Angleterre fut émis 2,5/8 o/o au-dessus du pair avec 4 o/o d'intérêt et 1 o/o d'amortissement. Il est à noter que la garantie anglo-française ne porte que sur le service des intérêts et non de l'amortissement.

Emprunt de 1858. — Les émissions répétées de papier-monnaie ou caymé que les besoins du Trésor rendaient nécessaires, entraînaient aussi sa dépréciation. Il y en avait en circulation pour environ

150 millions de francs. C'est pour en opérer le retrait que cet emprunt fut conclu. La maison Dent-Palmer and Co en prit les 3 millions ferme qu'elle émit à 85 o/o et le reliquat, soit 2 millions à option. Elle ne put émettre cette seconde tranche que l'année suivante et au taux de 62,50 o/o seulement, à cause du malaise causé sur les marchés par la crise américaine et la guerre franco autrichienne. L'emprunt de 1858 comportait 6 o/o d'intérêt et 1 o/o d'amortissement ; le tout garanti par les revenus des douanes et de l'octroi de Constantinople à percevoir « sous la surveillance de délégués choisis par les souscripteurs ».

Emprunt de 1860. — En septembre 1857, le gouvernement avait créé pour 150.000 bourses de titres de rente dits « eshami-mumtazé » à 8 o/o d'intérêt et remboursables dans trois ans ; faute de remboursement, le délai avait été prorogé.

Dans le cours de la même année, d'autres titres de rente virent le jour ; ce sont les « hazné-tahvili » ou bons du trésor à 6 o/o d'intérêt et remboursables le 1-13 mars 1861.

En septembre 1859, le règlement des dettes du Palais donne lieu à l'émission des nouveaux titres de rente dits « eshami-djedidé » ou vulgairement consolidés à 6 o/o d'intérêt, remboursables en vingt-quatre ans, pour un total de un million de bourses (1), à répartir par tiers pour une période de

1. La bourse valait 5 livres turques.

trois ans. Dans le cours de la même année, il fut émis encore des bons dits « serghis » de dix ans toujours, à 6 o/o d'intérêt et remboursables en cinq annuités à partir de la cinquième année à dater de l'émission.

Obligé de liquider coûte que coûte tout au moins une partie de la dette intérieure et de payer les arrérages de l'autre, le gouvernement avait besoin d'un montant d'au moins 200 à 250 millions de francs. Fuad pacha dépêcha à Paris et à Londres des agents chargés de la mission de négocier un emprunt. Mais le gouvernement anglais, pour permettre l'émission d'un emprunt eut des exigences telles, comme celles d'un contrôle international des finances ottomanes et de l'abolition du système des vakoufs ou biens consacrés aux édifices du culte, que les délégués ottomans renoncèrent au marché de Londres pour se rabattre sur celui de Paris. Malheureusement, là aussi, la haute banque se déroba. Seul, un banquier de second ordre, Mirès, qu'on peut comparer à un autre de nos jours, qui a, pendant de longs mois, défrayé la chronique parisienne (1), accepta de se charger de l'emprunt d'un nominal de 400 millions. Mirès, quoique toujours exclu de la haute banque, avait une nombreuse clientèle parmi les petits épargnants. Le traité signé par lui avec le gouvernement ottoman au sujet de l'emprunt de 400 millions stipulait : 6 o/o d'intérêt et la prise ferme à 53, 3/4 o/o,

1. Rochette, directeur du Crédit minier.

une commission de 1, 1/2 0/0, plus une redevance de 273.000 francs par an pendant trente-six ans à son profit.

Les versements devaient être échelonnés sur une période de dix-huit mois et les intérêts et amortissements courir à partir du premier versement. Le total de ces faux frais se montant à 51 millions, le montant net à toucher par le gouvernement en était réduit à 164 millions. L'État ottoman empruntait en d'autres termes à 13 0/0 ! Il fallait que le gouvernement fût dans une situation bien difficile pour accepter une pareille opération. Les organes dévoués à Mirès, en France, le *Constitutionnel* et la *Presse*, entre autres, préparèrent l'opinion par des articles savamment rédigés (1).

Le 11 décembre 1860, la souscription fut ouverte au public. Elle eut du succès les premiers jours et 102.000 obligations de 500 francs furent souscrites au prix de 312 francs ! Mais, d'une part, la « Caisse des Chemins de fer » (2) n'avait pas assez de crédit

1. Voici à titre de spécimen un extrait du *Morning Post* de Londres : « L'emprunt a été contracté au moment où le prix des fonds turcs est bien au-dessous de la valeur réelle. La dette turque, comparée aux revenus de l'Empire, est bien moindre que celle de tout autre pays au monde. Jamais la Turquie n'a manqué à ses engagements vis-à-vis de l'étranger et son revenu s'accroît chaque année. L'on peut cependant acheter du dernier emprunt à un prix qui donne à l'acheteur 110/0 de l'intérêt de son argent. Cette dépréciation provient de ce que l'on ignore que le gouvernement ottoman peut payer ses dettes. L'emprunt actuel est destiné à payer des emprunts faits à des taux extravagants : 15 et 20 0/0, et à retirer ce qui reste de papier-monnaie, enfin à établir les finances de l'Empire sur des bases solides. »

2. Nom de la Banque dirigée par Mirès.

pour pouvoir placer la totalité de l'emprunt et, d'autre part, Mirès avait commis une faute lourde en émettant à 312 francs ou 62,40 les obligations du nouvel emprunt, alors qu'aux Bourses de Londres et de Constantinople on pouvait se procurer de la rente turque 6 o/o à 58 et 56. Aussi, malgré le succès des premiers jours, l'émission échoua lamentablement. Bientôt après, Mirès, en butte à des rivalités professionnelles (était arrêté 18 février 1861). Plus tard, on sut que Bacchiochi, intendant et homme à tout faire de Napoléon III, avait reçu un million pour « services rendus » dans cette affaire (1).

L'arrestation de Mirès dissipant les derniers espoirs qui subsistaient dans le succès final de l'emprunt, une crise éclata sur le marché de Constantinople.

« Une vraie panique s'empara des banquiers et commerçants de Galata : on réalisait en toute hâte les valeurs que l'on possédait, jusqu'aux bijoux des femmes, pour se procurer de l'argent comptant. La monnaie d'or manquant, on massait des quantités colossales de monnaies d'argent et de cuivre qui furent chargées sur des bateaux et transportées par les Messageries à Marseille où elles étaient immédiatement engagées dans les banques de cette ville ou déposées dans les caves de la Banque de France (2).

Dans sa détresse, le gouvernement de Fuad pacha

1. *La Vie galante aux Tuileries sous le second Empire*, par Ch. Simon et M. C. Poinso, p. 124.

2. Du Velay, *Histoire financière de la Turquie*.

eut recours à l'amie des jours sombres, la France. Il adressa un long mémoire au gouvernement français, en dehors duquel il avait agi jusqu'alors, le suppliant de lui accorder son concours pour sortir de la fâcheuse situation où il se trouvait.

Ce dernier voulut bien intervenir. Il s'entendit avec celui de Londres pour prendre toutes les mesures susceptibles de remédier à la crise. Il accorda, pour les 102.000 titres déjà souscrits de l'emprunt, la faveur de la cote qu'il avait refusée à Mirès. L'emprunt était ainsi réduit à 50 millions, mais la Porte en touchait la contre-valeur, au taux de l'émission à 62 1/2 0/0.

Emprunt de 1862. — Le Sultan Abd-ul-Medjid était mort le 25 juin 1861, laissant l'Empire dans une situation fort difficile. Le Liban était en pleine anarchie et le Monténégro en état d'insurrection. Aux difficultés de cette situation était venue s'ajouter la crise financière. Pour faire face aux nécessités pécuniaires du moment et en attendant la conclusion d'un nouvel emprunt extérieur, le gouvernement d'Abd-ul-Aziz avait créé de nouveaux titres de rentes viagères, etc. (1) Enfin il avait été émis une forte quantité de papier-monnaie qui, joint à l'ancien stock en circulation, s'était, en peu de temps, déprécié de 50 0/0

1. Ces rentes n'étaient pas viagères dans le sens absolu du mot. Le détenteur pouvait en effectuer la vente ou la cession, même à son lit de mort. La rente viagère ne s'éteignait et ne faisait retour à l'État qu'au cas où le détenteur était mort sans en avoir disposé.

par rapport à la monnaie d'or. Dans les provinces, au contraire, où le papier-monnaie n'avait pas de circulation, l'or était payé 20 o/o au-dessus de sa valeur alors que les caisses publiques le recevaient pour sa valeur intrinsèque tout en payant le public au prorata de l'agio de l'or.

On évaluait à 230 millions de francs le total de papier-monnaie ou kaïmé en circulation (1).

Les perturbations apportées dans les transactions par cette monnaie sans valeur intrinsèque étaient telles qu'il y avait urgence à y remédier. L'emprunt de 1862 eut ce but. Il fut pris ferme à 68 o/o par « l'Ottoman Bank », aïeule de la Banque Impériale et la Maison Devaux et C^{ie}. Il comportait 6 o/o d'intérêts et 2 o/o d'amortissement garantis par les revenus du tabac, du sel, du timbre et des patentes.

Le papier-monnaie fut remboursé 40 o/o en espèces et 60 o/o en titres consolidés.

Emprunt 1863. — Le budget ottoman présentait, à l'avènement d'Abd-ul-Aziz, un déficit normal de 37 millions et demi de francs, la dette flottante dépassait 450 millions (2). En en déduisant le montant des « kaïmés » retirés de la circulation au moyen de l'emprunt précédent, il fallait encore plus de 200 millions pour la liquider. C'est ce qu'on fit au moyen d'un emprunt de 200 millions qui fut émis par la

1. *La Turquie en 1864*, par Collas (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1865).

2. *La Turquie en 1864*, par Collas (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1865).

Banque Ottomane nouvellement fondée et le Crédit mobilier, en deux fois : 150 millions à 72 o/o, en 1863 et 50 millions, à 64 o/o, l'année suivante, ce qui, au taux de 6 o/o, constituait un rendement effectif moyen de 9,64 o/o. Les intérêts et l'amortissement à 2 o/o en vingt-trois ans étaient garantis par les dimes et douanes de différentes villes de provinces.

Dettes générale de 1865. — Nous avons vu que la dette intérieure était composée de différents spécimens de titres qui étaient représentatifs des dettes contractées par le Trésor et remboursables ou amortissables à des époques relativement peu éloignées. En outre, ces titres de la dette intérieure étaient détenus en majeure partie par les capitalistes et banquiers indigènes. Fuad pacha, dès son arrivée au grand vizirat, avait préconisé un projet d'unification et de conversion qui avait pour but de transformer ces titres de la dette intérieure en des titres représentatifs d'une dette extérieure de façon à les exporter à l'étranger. Le projet de conversion comportait en même temps un emprunt ; il fut donc le bienvenu. Il fut réalisé au moyen de trois lois.

La première créait le grand-livre de la dette publique dans lequel devaient figurer toutes les dettes dont l'inscription serait ordonnée par une loi. La seconde ordonnait l'inscription au grand-livre d'une somme de 40 millions de livres turques garantis par tous les revenus de l'Empire et comportant 5 o/o d'intérêt et 1 o/o d'amortissement. La troisième réglait la proportion dans laquelle les

anciens titres seraient échangés contre les nouveaux.

Notons qu'on évaluait à un peu plus de 22 millions de livres turques le montant de la dette intérieure et qu'on faisait cependant une émission de près du double.

Toutefois, on n'émettait sur le moment même que pour 29 millions de livres turques de nouveaux titres (25 millions destinés à l'échange et 4 millions à la souscription), le surplus, soit 11 millions, devant constituer une réserve à émettre ultérieurement (1).

L'opération fut confiée au General Credit and Finance Co de Londres, qui s'adjoignit la Société Générale de Paris. L'émission eut lieu à 250 francs par titre de 500 francs : c'était du 10 o/o.

Voici, à propos de cet emprunt et de la création de la dette générale, l'appréciation qu'émettait le journal Jeune-turc *Huriette* de l'époque :

« Cette conversion fut un véritable pillage en règle de l'État, un partage éhonté de fonds turcs ; M. Merton (l'administrateur du General Credit et Finance) s'enrichit ; S. E. Fuad pacha reçut un pot-de-vin de six millions. » (2)

Emprunt 1865. — Malgré quelques vellétés d'économie qu'eut le gouvernement à cette époque, vellétés qui se traduisirent dans la pratique par la suppression d'un certain nombre de petits emplois, le

1. Deux ans après, les 11 millions de titres en réserve furent mis en circulation et on en vit d'offerts à 30 francs. « Personne, si ce n'est Aali et Fuad-pachas ne sut, dit le Journal *Hurriet*, à quoi ils ont servi (Journal *Hurriet*. Londres, 1868).

2. Journal *Hurriet*, p. 20. Londres, 1868.

désordre n'en continuait pas moins. Ainsi, on n'avait rien prévu pour faire face aux échéances de janvier 1866, alors qu'on était dans les derniers jours de 1865. On courut en toute hâte à la Banque Ottomane et un emprunt de 150 millions, à 6 o/o avec 2,44 d'amortissement, fut conclu. L'émission eut lieu tant par les soins de la Banque Impériale que du Crédit Mobilier et de la Société Générale de Paris à 66 o/o. En garantie, le gouvernement avait donné, entre autres, le minerai extrait des mines de cuivre d'Argana et la taxe des moutons de Roumélie et de l'Archipel (1).

Emprunt 1869. — Depuis le dernier emprunt de 65, malgré de sérieuses et importantes réformes qui avaient été adoptées par Ali et Fuad pachas, les deux grands hommes d'État de la Turquie moderne, les habitudes financières du gouvernement n'avaient pu, de par la nécessité même des choses, se modifier.

A la fin de 1866, le déficit avoué du budget se montait à près de 1.700.000 livres turques et la dette flottante qui, depuis l'extinction de l'ancienne dette, était, tel l'oiseau mythologique, née à nouveau de ses cendres, dépassait 4 millions de livres turques. Le découvert fut comblé par des avances temporaires gagées sur la majoration du Tribut d'Égypte porté à ce moment de 60 à 80.000 bourses. Ceci fait, on continua à dépenser sans compter, comme par le passé. Aussi, l'année suivante (1867), fallut-il conclure un emprunt temporaire de 55 millions à 9 o/o

1. D'où le nom « d'emprunt mouton » attaché à cette opération.

auprès de la Société Générale de Paris et quelques autres sur place, à 15 o/o.

Cependant, cette même année, éclatait l'insurrection de Crète qui obligeait la Sublime Porte à des dépenses considérables tant pour la combattre que pour augmenter ses armements. De plus, il fallait payer le coupon de la dette générale et ceux des différents autres emprunts précédents. Le « Crédit Général Ottoman » fournit le total nécessaire, soit une centaine de millions à 7 1/2 o/o effectifs.

Le budget de 1869-1870, publié peu après, comportait 8 millions de découvert, déficit et dette flottante totalisés. On se procura ces 8 millions par l'emprunt qui clôture l'année 1869. D'un montant nominal de 555.555.500 francs, il fut émis à 61 o/o par le Comptoir d'Escompte de Paris. Le taux nominal d'intérêt était de 6 o/o et l'amortissement de 1 o/o, mais le rendement effectif ressort à 10, 65 o/o. Quant aux affectations, elles consistaient dans les dîmes de plusieurs vilayets et provinces et l'excédent de la taxe des moutons.

Emprunt 1870-1872 (Lots turcs). — La conception et la réalisation de cette habile opération est due à un des financiers les plus hardis et les plus avisés du dernier siècle, le baron Hirsch. Depuis longtemps, Ali et Fuad pachas songeaient à relier la Roumélie et Constantinople à l'Europe Centrale par un réseau de voies ferrées lorsque, au cours d'un voyage à l'étranger, le ministre des Travaux publics ottoman, Davoud pacha, fit la connaissance du baron

Hirsch. Celui-ci lui soumit un projet de voies ferrées d'une étendue de 2 000 kilomètres qui reçut l'approbation du ministre et fut sanctionné par une convention, en date du 17 avril 1869. Aux termes de cette convention, le baron Hirsch s'engageait à construire un chemin de fer de 2.000 kilomètres en Turquie d'Europe moyennant le paiement d'une subvention annuelle, dite kilométrique, de 14.000 francs. Cela faisait une rente de 28 millions de francs. Elle servit à assurer les arrérages d'un emprunt nominal de 792 millions de francs, garanti par les revenus généraux de l'Empire. Le total des obligations (1.980.000) et d'un nominal de 400 francs rapportant 3 o/o d'intérêt et comportant des lots de 5, 10, 20, 50, 100, 300, et 600.000 francs, fut pris ferme par le baron Hirsch à 32 o/o ou 128 fr. 50 chaque. Il les rétrocéda au prix de 150 francs à un syndicat franco-autrichien à la tête duquel se trouvait la Société Générale de Paris. Ce dernier ne put émettre une première fois, le 10 mars 1870, que 750.000 obligations au prix de 180 francs, encore l'émission n'eut-elle qu'un demi-succès. Le reste, soit 1.230.000 titres, fut émis en septembre 1872 avec une réduction de 10 francs par titre sur le prix de la première émission. C'est le marché de Vienne qui fut le centre principal de la deuxième émission de cet emprunt. De cette opération, l'État ne retira que 254 millions tout en inscrivant à son budget une dette d'un montant triple. Quant au réseau de voies ferrées de 2.000 kilomètres, il fut réduit, entre la date

des deux émissions, à 1274 kilomètres. De plus, ces 1.274 kilomètres furent construits dans des conditions de défectuosité telles qu'une commission technique, formée par le gouvernement, constatait la nécessité d'affecter 27.000 francs par kilomètre pour corriger les malfaçons (1).

Emprunt 1871. — Nous avons vu précédemment que le Tribut d'Égypte avait été porté de 60 à 80.000 bourses ou 750.000 livres turques. Or, en janvier 1871, le gouvernement manquant de fonds ne parvient à payer que partiellement les coupons des emprunts précédents et ne satisfait à ses engagements qu'au mois de mai suivant seulement, au moyen d'avances à 15 o/o. Sitôt le moment jugé favorable, la Porte négocia un emprunt gagé sur l'excédent du Tribut égyptien laissé libre par les deux emprunts de 1854 et 1855, soit 433.695 livres turques. Il fut émis par la maison Dent-Palmer and C^o de Londres, et le Crédit Général ottoman de Constantinople à 73 o/o.

1. Cet emprunt est resté fameux dans l'histoire financière de la Turquie par le prix dérisoire auquel il fut cédé au baron Hirsch, ainsi que par les combinaisons fantastiques qu'imagina ce financier pour escamoter l'exécution d'une partie du réseau de voies ferrées dont il était le concessionnaire et pour construire l'autre partie de façon à ce que le prix de revient kilométrique lui laissât la plus large part de bénéfices. Si les bénéfices industriels gagnés par la construction furent énormes, les bénéfices retirés de l'opération financière ne furent pas moindres. Outre un boni de 21 fr. 50 par obligation il toucha 30 o/o sur le prix d'émission qui fut de 180 francs pour l'émission de 1870 et de 170 francs pour celle de 1872. Quant à l'État, il n'a cessé d'être en butte aux réclamations de la Société d'exploitation du chemin de fer qui lui a intenté procès sur procès, durant ces quarante dernières années.

L'emprunt était de 142 millions et demi de francs et les titres du même modèle que ceux des précédents emprunts, soit 6 o/o d'intérêts et 1 o/o d'amortissement, ce qui assurait aux souscripteurs un rendement effectif de 8,87 o/o. Mais, même à ce taux avantageux, la souscription n'eut pas de succès à Constantinople parce que les capitalistes indigènes trouvaient des placements encore plus rémunérateurs à leurs capitaux, le Ministère des Finances lui-même empruntant à 18 o/o.

Emprunt 1872. — Cet emprunt fut émis sous forme de bons du Trésor pour être converti l'année suivante en obligations de la dette générale. Comme les précédents, il fut destiné à payer les coupons de la série des emprunts extérieurs que nous venons de voir. En l'année 1872, avait eu lieu, comme en 1862, une nouvelle éclosion de banques qui avaient pour objectif l'industrie si rémunératrice des avances à l'État. Cette fois-ci, la finance de Vienne se mettait de la partie. Les deux plus importants des établissements qui se fondent sont : la Banque Austro-Turque et la Banque Austro-Ottomane. C'est cette dernière qui avance à 9 o/o avec l'aide du Crédit Général Ottoman les 278.155.000 francs nécessaires au Malié. Les bons devaient être remboursés par tiers les 1^{er}/13 juillet 1876, 1877 et 1878. Ils étaient gagés sur les revenus des vilayets d'Andrinople, du Danube et de Salonique et sur la taxe des moutons de l'Anatolie.

L'émission fut ouverte dans les premiers jours du

mois d'août à 98 o/o à Paris, Vienne, Berlin, Londres, Francfort, Amsterdam, Hambourg et Constantinople. Malheureusement différentes causes, parmi lesquelles l'émission d'un emprunt français de 3 milliards qui avait précédé de quelques jours et celle de l'emprunt des lots turcs qui suivit l'émission de ces bons, entravèrent le succès de la souscription.

Une année après, le gouvernement transformait ces bons en titres de la dette générale et évitait ainsi le remboursement stipulé pour les années 1876, 1877 et 1878. Une loi promulguée le 4 septembre 1873 édictait l'inscription au grand-livre de la dette générale d'une somme de 22.252.400 livres turques, et la création d'un certain nombre d'obligations dont l'échange contre les trois séries de bons du Trésor était prescrite à raison de 100 livres d'obligations contre 55 livres effectives de bons.

Emprunt 1873. — Une fois débarrassé, au moyen de l'opération qui précède, du cauchemar de nouvelles échéances redoutables, le gouvernement songea à se procurer encore et toujours le numéraire indispensable à ses besoins. Un mois après la conversion des bons du Trésor de 1872 en titres de la Dette générale, paraît, à la date du 2 septembre, le firman d'autorisation d'un emprunt de 694 millions et demi. Il est concédé à 56,50 o/o au Crédit Mobilier de Paris, à la tête duquel se trouvait le baron Haussmann, et au Crédit Général de Constantinople. Pris mi-partie (42 o/o) ferme et mi-partie (58 o/o) à option, il est émis à 59,50 o/o par ces deux établissements, ce qui

porte le rendement effectif de l'emprunt — l'intérêt nominal étant toujours de 6 o/o et l'amortissement de 1 o/o — à 12 o/o. Enfin, les dîmes des vilayets d'Angora et du Danube, la taxe sur les moutons de l'Anatolie (1) et l'excédent du produit de la régie des tabacs de Constantinople étaient affectés au service de l'emprunt. Malgré les efforts des deux établissements précités, l'émission échoua tant à Constantinople qu'à Londres et n'eut quelque succès qu'à Paris.

Une partie des obligations resta à la souche et le gouvernement, pour se procurer une quarantaine de millions qui lui étaient indispensables, dut mettre le nombre équivalent d'obligations en gage au Comptoir d'Escompte de Paris.

Dette générale 1874. — Voici le dernier de cette longue série d'emprunts qui se renouvellent d'année en année sans parvenir à combler le nouveau tonneau des Danaïdes qu'est le Trésor ottoman sous le Gouvernement d'Abd-ul-Aziz. La faillite est proche et pourtant le gouvernement trouve encore prêteur à 11 1/2 o/o. C'est la Banque Impériale qui, cette fois, se charge de l'émission du nouvel emprunt d'un milliard de francs, au nominal de 5 o/o. Elle a lieu à 43,50 o/o pour la partie prise ferme, soit 315 millions. Du reliquat, soit 625 millions, elle garde en nantissement de son compte-courant

1. Affectée au précédent emprunt ainsi que les dîmes du vilayet du Danube, mais libérée par la conversion des bons du Trésor en titres de la Dette générale.

statutaire pour 175 millions de titres et ne réalise le reste que dans le courant de l'année suivante.

Cet emprunt, qui ne comportait comme les autres titres de la Dette générale, aucune affectation spéciale, eut cependant un sort plus heureux que le précédent : la souscription était couverte trois fois.

Ce résultat semble d'autant plus extraordinaire qu'à ce moment même où l'on n'était qu'à une année seulement de la suspension du service de la Dette ottomane, certains esprits clairvoyants n'avaient pas manqué de prophétiser les tristes événements qui allaient suivre.

CHAPITRE IV

Suspension du service de la Dette

La longue série des emprunts que nous venons de passer en revue avait porté la dette extérieure de la Turquie, en 1875, à la somme de 230 millions de livres turques dont le service d'amortissement et d'intérêts exigeait une annuité de 13 millions de livres. Ce total considérable n'avait été utilisé pour aucune entreprise d'utilité publique, seul l'emprunt des chemins de fer avait servi à la construction d'un petit réseau de 1.200 kilomètres, en Turquie d'Europe ; le reste n'avait servi directement ou indirectement qu'aux dépenses courantes de la Cour ou de l'État.

Certes, les deux premiers emprunts de 1854 et 1855 avaient été nécessités par les frais de la guerre de Crimée, mais tous les autres auraient pu être évités : 1° Si la liste civile du souverain avait été limitée à une somme déterminée, ce qui eût évité la confusion des dettes du palais impérial avec celles de l'État ; 2° si les revenus de l'État avaient été judicieusement dépensés.

Si, à ce chiffre de près de 5 milliards et demi de francs, on ajoute le montant de la dette flottante, soit 400 millions, on aura le chiffre à peu près exact de la dette ottomane en 1875. Le service des arrérages de cette dette nécessitait une somme de 318 millions. Or, le budget de 1874-1875 indiquait bien une prévision de recettes de 570 millions, mais ce chiffre était loin de correspondre au chiffre réel des revenus de l'État. Ceux-ci ne dépassaient pas, en tenant compte des retards de rentrées des impôts, 380 à 400 millions. De telle sorte qu'il fallait, pour subvenir aux nécessités budgétaires, ou emprunter encore, ou cesser de payer ce montant de 300 millions d'arrérages.

La situation politique, en général, les troubles de Bosnie et d'Herzégovine qui avaient éclaté au printemps de 1875, la sourde hostilité du gouvernement russe, la situation précaire du Trésor, bien connue des initiés, rendaient tout nouvel appel au crédit extérieur impossible. D'autre part, le grand vizir Mahmoud pacha, surnommé par certains Mahmoudieff, était entièrement acquis au célèbre ambassadeur de Russie Ignatieff, à qui il devait d'avoir accédé au grand vizirat. C'est auprès de lui qu'il puisait toutes ses inspirations. Ignatieff, qui poursuivait par tous les moyens l'abaissement de la Turquie, vit dans l'occasion qui se présentait un admirable moyen d'atteindre son but. Toute suspension de service d'une dette constitue évidemment une faillite pour l'État qui y a recours. Pour la Turquie, les

conséquences d'une pareille mesure ne pouvaient qu'être plus graves encore. C'est en effet, à partir de la suspension du service de la Dette que nous allons voir tout à l'heure que la Turquie n'a plus été considérée que « comme un pays d'exception ».

Le grand vizir Mahmoud pacha, conscient de l'accablante responsabilité, de la décision qui semble s'imposer, hésite à la prendre.

Mais la situation est grave ; une solution s'impose. Le 3 octobre commencent à circuler à Constantinople des rumeurs de conflit avec la Serbie et de réduction du coupon de la rente. Des cercles politiques ces nouvelles se propagent en Bourse et y provoquent une forte baisse sur les fonds ottomans. L'émotion est telle que l'agent du gouvernement serbe près la Porte, aussi bien que le grand vizir Mahmoud pacha se voient obligés de démentir officiellement ces nouvelles. Pour empêcher la panique de s'étendre aux marchés de l'Occident, le représentant des agences Havas et Reuter est autorisé à expédier le même jour une assurance identique à ses correspondants. Quelques heures après, les principaux journaux des grandes capitales peuvent publier la dépêche suivante :

« L'agence Reuter-Havas est autorisée par Son Altesse le grand vizir à démentir formellement le bruit qui prête au gouvernement l'intention de réduire l'intérêt de la Dette publique. »

Le directeur général de la Banque Ottomane, reçoit de la bouche du grand vizir la même

déclaration péremptoire qu'il n'est pas porté atteinte aux droits des obligataires (1).

Tout ceci se passe le 3 et le 4 octobre, mais la déplorable situation financière du Trésor, les difficultés politiques intérieures et extérieures et les conseils d'Ignatieff déterminent finalement la décision du grand vizir. Le 6 octobre, le bureau de la presse de la Sublime Porte fait parvenir aux journaux de la capitale un avis officiel non daté qui s'exprimait comme suit :

« Il est à la connaissance de tout le monde que le dernier budget présente un déficit de 5 millions de livres. Comme il a été procédé chaque fois à un emprunt pour le paiement des intérêts et que l'usage s'est ainsi introduit de payer une dette en en contractant une nouvelle, le déficit s'est accru de jour en jour tandis que la confiance des porteurs s'ébranlait à tel point que les cours des emprunts de l'État variaient et même d'heure en heure. On comprend à quelles pertes les porteurs des titres étaient ainsi exposés. Ne pouvant, dans la scrupuleuse honnêteté, admettre que les capitalistes qui consacrent leur argent au service de la patrie subissent un dommage, la Sublime Porte a considéré comme son devoir de faire cesser cet état d'incertitude en donnant au public une véritable et solide garantie. La Sublime Porte cédera donc aux syndicats à désigner par la banque les revenus des douanes, du sel, du tabac et du tribut d'Égypte ; et si cela ne suffisait pas, la taxe sur les

1. *La Banqueroute turque*, par Benoit-Brunswick. Paris, 1875.

moutons. Le maintien des privilèges de la Banque Impériale et l'obtention de telles garanties feront disparaître l'incertitude qui règne dans le public. La Porte, ayant donc pris la résolution irrévocable de rétablir l'équilibre du budget, ne paiera, durant cinq ans, que la moitié des intérêts en espèces et délivrera pour l'autre moitié des valeurs rapportant 5 o/o d'intérêts. »

En même temps, l'iradé suivant prescrivait l'opération annoncée :

« A dater de ce jour et pendant une période de cinq ans, le paiement de la moitié des intérêts et de l'amortissement de la dette intérieure et de la dette extérieure, dont le service annuel s'élève ensemble à environ 14 millions, est et demeure supprimé.

» Comme compensation à l'ajournement à cinq ans du paiement de ces 7 millions annuels, les détenteurs des titres actuels auront droit à une somme calculée à raison de 5 o/o sur ces 7 millions, soit à une somme annuelle de 350 000 livres. En représentation de ces cinq annuités de 350.000 livres, des titres provisoires seront délivrés. Ils n'auront cours que pendant cinq ans et serviront exclusivement de garantie au paiement de chacune des cinq annuités de 350.000 livres (1). »

Enfin, par une dépêche adressée aux représentants de la Turquie près des différentes puissances, Savfet pacha, ministre des Affaires étrangères, portait offi-

1. Iradé du 6 octobre 1875.

ciellement la mesure précitée à la connaissance des gouvernements des six puissances :

» L'expérience a prouvé, disait-il, l'inefficacité d'une taxe d'un quart des dîmes en sus des dîmes proprement dites et du prélèvement en bloc des arriérés qui a été essayé l'année dernière.

» L'insuffisance relative des ressources actuelles de l'agriculture, destinées à acquérir prochainement un développement progressif, n'a pas permis le prélèvement de ce quart des dîmes, ce qui a non seulement nui au Trésor, mais encore a amené un état de choses pire qu'auparavant, en épuisant de plus en plus l'agriculture au détriment des populations. Les arriérés n'ont pu être perçus non plus ; les exigences du Trésor n'ont pas été satisfaites ; des vexations ont eu lieu à l'occasion des tentatives de perception, et la détresse des contribuables, déjà embarrassée par le paiement des autres taxes, a augmenté.

» Justement ému de ces faits, Sa Majesté Impériale, notre auguste maître, a désiré, par grandeur d'âme et par sollicitude pour ses sujets, que les charges de ces derniers fussent allégées. Par son ordre souverain, l'abolition de la taxe des dîmes a été prononcée comme en Crète, ainsi que la remise de tous les arriérés d'impôts dus dans l'Empire jusqu'en 1873.

» Une preuve si frappante et si spontanée des généreux sentiments de Sa Majesté Impériale est au-dessus de tout commentaire ; elle sera dûment et hautement appréciée, nous en sommes convaincus,

par le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

» Ceci ne constitue toutefois qu'une des améliorations qui ont été jugées nécessaires, et au nombre desquelles figurent la transformation du système des dîmes en une taxe sur les terres, l'envoi de missi dominici dans les provinces, un système plus équitable d'élection des membres des conseils provinciaux, réformes qui seront introduites successivement et à bref délai dans toutes les branches de l'administration.

» Ainsi les fidèles et loyaux sujets du Sultan, immédiatement affranchis de leurs plus lourdes charges et délivrés des obstacles qui auraient paralysé la production de l'agriculture, auront devant eux un large champ pour l'extension de leurs ressources, et pour donner, par suite, de l'activité au mouvement général de prospérité du pays.

» Mais, d'un autre côté, les sommes considérables destinées au coupon de notre dette intérieure et extérieure, détruisant l'équilibre du budget, et l'accumulation des intérêts des différents emprunts contractés jusqu'à présent, ayant accru au delà de toute attente le chapitre des dépenses, ces faits, en même temps que la diminution d'une partie des recettes par suite des mesures plus haut énoncées, ne peuvent manquer de porter atteinte à l'économie du budget d'une manière très appréciable au point de vue fiscal.

» Par une conséquence inévitable de ces nouvelles améliorations, les recettes générales s'élèveront de

toute nécessité progressivement en proportion du développement à venir des ressources de l'Empire. Mais il ne reste pas moins vrai que les embarras primitifs, qui ont augmenté chaque jour, pèseront lourdement sur le Trésor, qui se voit, il est vrai, en face de la séduisante perspective d'une augmentation de recettes, causée par les réformes déjà décrétées et par celles à décréter, mais qui, d'un autre côté, se voit soumis à l'impérieuse nécessité de satisfaire aux engagements du gouvernement et aux exigences de la situation actuelle.

» La loyauté traditionnelle de la Sublime Porte, principalement en ce qui concerne l'accomplissement ponctuel de ses obligations envers ses créanciers publics, influera plus puissamment que jamais sur tous ses actes, sur toutes ses résolutions à l'égard de ces engagements sacrés. Le gouvernement impérial préférerait, nous n'hésitons pas à le dire, succomber sous le poids des sacrifices les plus durs, plutôt que de se prêter à un acte de nature à lui faire perdre sa dignité et sa haute réputation.

« Mû par ces sentiments et ayant égard, en outre, aux considérations primordiales qui nous ont guidés dans la question de l'établissement d'un équilibre réel du budget de l'État, en face de l'impossibilité pour ainsi dire absolue de créer de nouvelles sources de revenus pour remplir le gouffre existant sans aggraver gratuitement et sans utilité pratique la position déjà pénible de tous les contribuables de l'Empire, en présence enfin du laps de temps con-

sidérable nécessaire à l'adoption et à la mise à exécution pour l'avenir, comme il a été dit plus haut, de toutes les mesures d'utilité publique ayant pour objet l'augmentation des revenus du Trésor, nous n'avons, après mûre délibération et après avoir pesé toutes les conséquences qui pourraient en résulter, pu découvrir d'autre moyen que d'exposer notre situation en toute franchise, comme nous le faisons ici, et d'adopter une mesure radicale qui, sans doute, lésa momentanément certains intérêts et produira même un certain dérangement dans la cote de nos fonds, mais qui, vu les considérations pressantes de salut public dans l'Empire ottoman, et même le maintien de l'équilibre européen qui, dans notre opinion, y est essentiellement connexe, est destinée à affermir une fois pour toutes le crédit de l'État et à mesurer le fonctionnement régulier de l'administration.

« Le budget de cette année, chose de notoriété publique, se solde par un déficit de plus de 5 millions de livres sterling. Dans l'état actuel des choses, ce déficit, on ne saurait le nier, ne peut aller qu'en grandissant ; car chaque fois qu'un coupon va échoir, le gouvernement se trouve obligé de recourir à des emprunts plus ou moins onéreux, afin de payer les intérêts et l'amortissement, procédé qui, à un moment donné, ne peut manquer d'ébranler sérieusement la confiance des actionnaires et autres capitalistes qui voient déjà leurs intérêts lésés par les variations brusques dans la cote et les spéculations hasardeuses de la Bourse.

» Un état de choses aussi anormal ne peut évidemment disparaître qu'autant que les détenteurs de nos fonds, aussi bien que les souscripteurs de nos emprunts, obtiendront des garanties réelles et sérieuses.

» La mesure radicale que nous venons de mentionner, et qui a été portée à votre connaissance par ma dépêche du 6 octobre, consiste, comme vous avez pu le voir, en la réduction de moitié, à partir de ce jour, du paiement du coupon qui vient d'échoir, lequel paiement, réduit de moitié, sera garanti par la totalité des recettes fournies par les douanes, l'impôt sur le sel et le tabac, et le Tribut égyptien.

» Ce mode de paiement, comme vous l'avez vu, s'opérera pendant cinq ans, moitié en espèces, moitié en bons portant 5 o/o d'intérêts. Dans le cas où les garanties énumérées ci-dessus seraient insuffisantes, le gouvernement s'empressera de les compléter au moyen du revenu de la taxe sur les moutons.

» Toutes ces recettes seront mises, à partir d'aujourd'hui, à la disposition des syndicats qui pourront se former à cette intention, à la condition, bien entendu, du maintien des droits et privilèges de la Banque Impériale Ottomane.

» Par ces moyens, le crédit public sera affermi, le budget s'équilibrera par des garanties solides, et la méfiance et le malaise général disparaîtront pour toujours » (1).

1. Dépêche de Savfet pacha aux ambassadeurs ottomans près les différents gouvernements, 7 octobre 1875.

Grande fut l'émotion soulevée par ces communications, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Personne ne s'attendait à un pareil dénouement malgré qu'on en parlât depuis fort longtemps. Les titres ottomans donnaient une moyenne de 10 o/o d'intérêts et un revenu aussi élevé avait tenté nombre de bourses. D'opulents rentiers, comme d'humbles gens du peuple, avaient placé, les uns, une partie de leur fortune, les autres, tout leur avoir en rentes turques. Une partie du denier de Saint-Pierre, même, dit-on, avait reçu cette destination. L'Angleterre, la France et l'Italie, en détenaient la plus grosse part.

Trois semaines environ après la publication du 6 octobre un iradé (1) du 30 ramazan (30 octobre) 1875, prescrivait la création de 35 millions de livres turques de titres à émettre en contre-valeur du montant des coupons à payer et des titres à amortir durant une période de cinq ans.

L'article II de l'iradé stipulait : les titres ainsi créés seront remboursés au pair et en or au moyen d'un amortissement annuel de 10 o/o qui fonctionnera à partir du 1^{er} janvier 1887, par voie de tirage au sort. »

Le monde de la Bourse et de la Banque fit grise mine aux nouveaux titres émis. En somme, c'était un emprunt déguisé et forcé fait auprès des détenteurs de fonds tures qu'on privait sans leur consentement de la moitié des arrérages auxquels ils avaient droit. Comment pouvait-on faire confiance

1. Loi, Ordonnance.

à des titres qui constituaient par eux-mêmes une preuve du manque de crédit de l'État émetteur. Leur amortissement seulement était différé de douze ans, mais les esprits clairvoyants apercevaient bien l'ordre fatal et logique des choses.

Toutes les Bourses, écrit un publiciste contemporain, d'un commun accord, pour ainsi dire, n'ont admis jusqu'ici le nouveau 5 o/o turc que comme une valeur dont la première annuité est différée de douze ans. Est-ce juste ? Je ne le pense pas ; mais il en est ainsi. Et, devant ce fait, tout commentaire devient superflu. Depuis l'apparition du nouveau 5 o/o dans les différentes Bourses, les coupons argent et papier ensemble n'ont valu jusqu'ici que 60 o/o au plus bas et 65 o/o au plus haut de leur montant respectif (1).

Et ce résultat était inévitable. Le gouvernement était, certes, de bonne foi dans ses déclarations et peut-être espérait-il réellement esquiver la banqueroute qui allait suivre. Mais l'exemple du gouvernement espagnol qui, après avoir capitalisé le tiers du coupon de la rente due, sept mois après, en juillet 1875, suspendre tout paiement, était trop récent et peu fait pour ne pas amener un parallèle fâcheux, dans les esprits même les plus optimistes et ne pas les inciter à une légitime méfiance.

Si une suspension momentanée des paiements du numéraire peut, quand elle est sincère, sauvegarder les intérêts même des porteurs en évitant par une

1. Georges Court, *Deux mots sur les fonds turcs*, 1876.

mesure temporaire qu'un embarras financier ne devienne la cause de la banqueroute définitive, encore faut-il que ces porteurs aient au préalable donné leur adhésion à la mesure projetée. Le gouvernement n'ayant pas cru devoir ou pouvoir prendre cette adhésion s'était, en décrétant de sa seule autorité la réduction du coupon, dérobé à ses engagements.

« Le procédé employé par la seule volonté du débiteur, constitue, dit M. Politis, certainement une violation des engagements pris, puisque au lieu du numéraire qu'on a promis de donner, on délivre un nouveau titre de créance portant intérêt, il est vrai, mais non susceptible de réalisation immédiate sans perte dans la plupart des cas.

» C'est une *datio in solutum* qui, comme dans le droit privé, ne doit être possible sans le consentement du créancier. Ce principe, qu'émet l'article 1243 du Code Napoléon, est une règle d'équité et de justice universelle qui doit, par conséquent, être appliquée même dans les rapports internationaux ! (1).

Quoiqu'il en soit d'ailleurs, le système de la capitalisation partielle des intérêts pendant cinq ans, conformément à la déclaration du 6 octobre, n'eut qu'une vie éphémère. Il ne fonctionna qu'un semestre seulement, c'est-à-dire jusqu'au mois de mars 1876. Les événements politiques qui se précipitèrent à partir de cette date, guerre avec le Monténégro et

1. Politis, *les Emprunts d'État*, Paris, 1894.

la Serbie, soulèvement de la Bulgarie, guerre avec la Russie, et qui menaçaient l'existence même de l'Empire, enlevaient au gouvernement toute possibilité de continuer le service même réduit des emprunts. De mars 1876 à janvier 1882, tout service, tant d'intérêts que d'amortissement, des fonds tures, reste suspendu. C'est en vain que les porteurs constituent, tant en France qu'en Angleterre, des groupements et envoient à Constantinople différents délégués, tels que : MM. Hammond, membre de la Chambre des Communes, Bourée, ancien ambassadeur, conclure un arrangement, le gouvernement n'a pas le loisir de s'occuper de tractations financières ; bien d'autres soucis l'absorbent.

Emprunt 1877 (defense loan). — Si cette période est désastreuse pour les porteurs de fonds ottomans, elle ne l'est pas moins pour le gouvernement lui-même.

C'est la période des jours sombres de la guerre turco-russe. A aucune époque, la Turquie ne s'était trouvée dans une situation aussi critique. Au-dedans la misère et le désordre sont partout. Le Trésor est vide et le gouvernement aux abois essaye de tous les moyens de battre monnaie. C'est dans ces circonstances que le « kaïmé » ou papier-monnaie fait sa réapparition. En plusieurs tranches successives, on en émet pour un total de 16 millions de livres turques. En même temps, on frappe aux guichets des banques et banquiers de Galata. Mais les ressources de ces derniers ne sont pas non plus illi-

mitées ; il faut, en dernière analyse, recourir encore à l'emprunt extérieur qui peut seul pourvoir aux besoins de la situation. Toutefois, le crédit du gouvernement ayant sombré, une garantie de premier ordre est nécessaire pour inspirer confiance aux capitalistes. Cette garantie, on la trouve dans le Tribut d'Égypte versé directement à la Banque d'Angleterre. Par une conversion qui réduisait l'intérêt des deux emprunts de 1854 et 1871 à 5 et 4 $\frac{1}{4}$ o/o et l'amortissement à $\frac{1}{2}$ o/o, le gouvernement parvint à dégager une annuité de 280.000 livres sterling qui servit de gage à l'emprunt projeté 5 o/o de 5 millions de livres sterling ; c'est l'emprunt de 1877 dit « defense loan ». Mais hélas ! la souscription ouverte à Paris et à Londres ne produisit que 5.000 livres sterling provenant des Indes. La Banque Impériale, qui avait ouvert la souscription avec le concours d'une maison de banque anglaise, s'offrit alors à prendre la totalité de l'emprunt à 52 o/o, ce qui eut lieu le 9 juillet de l'année suivante.

CHAPITRE V

Reprise du service de la Dette

Les manies dispendieuses des deux Sultans Medjid et Aziz avaient conduit la Turquie à la suspension du service de la dette nationale, mais la série des conséquences de leur folle gestion des deniers publics n'était pas épuisée par cette mesure. Le Congrès de Berlin, qui consacra un premier partage de la Turquie entre différentes puissances, consacra également la mise sous tutelle de la majeure partie de son administration financière et l'aliénation au profit des créanciers étrangers de ses revenus les meilleurs.

A la suite des démarches faites par les délégués des porteurs anglo-français (1) de fonds ottomans réunis en syndicat (2), le Congrès prit leurs intérêts sous sa protection officielle. Il inséra dans le traité même une clause stipulant :

Qu'une partie des revenus de la Roumélie orien-

1. M. de Kératry, au nom des porteurs français, MM. Hammond et James Landon, au nom des bondholders anglais.

2. Sous le nom de « Comité anglo-français des porteurs de la dette turque », avec siège social à Paris.

tale serait affectée au paiement de la dette publique ottomane. Qu'une quote-part contributive de la dette publique serait attribuée à la principauté de Bulgarie, à la Serbie et au Monténégro en proportion des territoires perdus par la Turquie et annexés à ces divers pays.

Que les droits et obligations de la Sublime Porte, en ce qui concerne les chemins de fer de la Roumélie orientale, seraient maintenus intégralement.

Enfin, dans le protocole n° 18, la déclaration du délégué italien (1) à laquelle adhèrent les autres plénipotentiaires ;

« Que les puissances représentées au Congrès sont d'avis de recommander à la Sublime-Porte l'institution à Constantinople d'une *Commission financière* composée d'hommes spéciaux nommés par leurs gouvernements respectifs et qui serait chargée d'examiner les réclamations des porteurs de titres de la dette ottomane et de proposer les moyens les plus efficaces pour leur donner la satisfaction compatible avec la situation financière de la Sublime Porte. »

Quoique la motion fût sans grande portée pratique, elle comportait sous une forme courtoise et anodine la menace d'une ingérence étrangère dans l'administration financière de l'Empire.

Dans le but d'éviter une éventualité aussi fâcheuse, le Sultan Abd-ul-Hamid, qui avait, depuis le 31 août 1876, succédé à son frère Mourad, instituait par iradé

1. Comte Corti.

une commission internationale dont les membres étaient choisis par différentes personnalités (1) de la capitale, d'une compétence reconnue et avec lesquels devaient collaborer les délégués des porteurs anglo-français de la Dette.

La Commission, qui était investie des pouvoirs de recherche et d'examen les plus étendus, avait pour mission d'élaborer un budget général, d'indiquer les économies à faire et les améliorations à apporter dans l'organisation financière et administrative de l'Empire, enfin de fixer le montant qui pourrait être affecté au service tant de la dette générale que de la dette flottante. Nommée le 1^{er} novembre 1878, la Commission publia au mois de juin de l'année suivante un rapport très sincère et très courageux dans lequel elle indiquait tous les maux et les abus dont souffrait l'Empire et les remèdes qu'elle jugeait bon d'y apporter.

Cependant si le rapport indiquait des remèdes et des mesures, tous les résultats ne pouvaient se produire qu'à longue échéance. Entre temps, il fallait vivre et le Trésor se trouvait dans une situation exceptionnellement précaire. On sortait d'une guerre et d'une longue période de crise. Le gouvernement avait gagé les meilleurs et les plus liquides de ses revenus, comme les recettes des douanes, en garantie des avances

1. Ces personnalités étaient : Haïreddine pacha, ancien grand vizir ; Hassan-Fehmi bey, président de la Chambre des députés ; Ouhannès-Effendi-Allahverdi, vice-président de la même Chambre ; M. Forster, directeur général de la Banque Ottomane ; M. Mercet, directeur du Crédit Lyonnais à Constantinople.

faites par les banquiers de Galata (1). Il fallait à tout prix liquider cette dette flottante, rentrer dans la libre disposition de ces recettes et régler la question de la dette extérieure afin de pouvoir contracter un emprunt qui devenait de jour en jour plus indispensable.

De leur côté, les banquiers locaux, qui avaient à leur tête la Banque Ottomane, n'avaient cessé de faire des démarches auprès du gouvernement dans le but légitime d'obtenir le remboursement de leurs créances.

C'est dans ces conditions qu'une entente intervint et que fut conclue la convention du 10/22 novembre 1879.

Le gouvernement s'y reconnaissait débiteur envers la Banque Ottomane et les différents banquiers de Galata, d'une somme totale de 9 millions 108.000 livres turques.

Il leur cédait à bail pour une durée de dix ans la perception des impôts : du timbre, des spiritueux dans certaines provinces, de pêche à Constantinople et dans sa banlieue, enfin de la dime des soies dans les mêmes limites et aussi dans la banlieue d'Andrinople, de Brousse et de Samsoun.

Enfin il leur confiait également l'administration des monopoles du tabac et du sel, produits ou con-

1. Un des faubourgs, centres de la Banque et de la Bourse, de Constantinople.

La plupart des grands banquiers de la place, tels que : MM. Zarifi, Mavrocordato, Tubini, Eugenidi, Vlasto, Coronio, Stefanovitch. etc...

sommés dans un nombre de provinces déterminées.

Sur le produit de ces six contributions concédées, 1.100.000 livres devaient être prélevées annuellement pour paiement en capital et intérêts des créances susmentionnées. Un décret en date du même jour affectait le surplus jusqu'à concurrence de 1.350.000 livres aux porteurs de la dette extérieure. En prévision d'une insuffisance de ces revenus et pour atteindre la somme précitée, le gouvernement affectait en outre :

a) Le revenu de l'île de Chypre et de la Roumélie orientale ;

b) Pour éventualité où ces revenus ne seraient pas suffisants, le tribut de la principauté de Bulgarie et les parts contributives de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro dans la Dette publique de l'Empire ;

c) Le tiers du produit net de tout nouvel impôt ;

d) Le tiers de la majoration des droits de douane pouvant résulter de la revision des traités de commerce ;

e) Enfin le montant de la différence entre le produit de l'impôt « temettu » et celui de la loi sur les patentes lorsque cette loi serait mise en vigueur.

Les effets du décret étaient limités à une période de dix années au bout desquelles un nouvel arrangement devait intervenir. De même le gouvernement s'était réservé le droit d'annuler à toute époque la convention passée avec les banquiers de Galata en leur remboursant en capital et intérêts les créances faisant l'objet de la convention.

Ainsi, alors que les créanciers intérieurs recevaient 1.100.000 livres turques par an, les créanciers extérieurs ne devaient toucher qu'une somme infime par rapport au total formidable de leur créance (1).

Ce fut, de la part de ces derniers un tolle général. Leur mécontentement se manifesta d'abord par une baisse de trois points de la rente turque sur les marchés étrangers. Puis, deux protêts contre la convention du 22 novembre furent signifiés à la Sublime Porte par les porteurs anglais. En même temps, ils essayaient d'intéresser à leur cause les deux gouvernements d'Angleterre et de France. Un moment, ils purent espérer que la mise à exécution du décret serait suspendue.

Cependant les banquiers concessionnaires ne se laissèrent pas intimider par ces récriminations et entreprirent immédiatement l'organisation de « l'Administration des six contributions indirectes » (Idarei-roussoumi-sitté). Ils ne négligèrent rien de ce qui pouvait assurer le succès de leur difficile entreprise à la tête de laquelle ils appelèrent un financier expérimenté (2). La nouvelle administration inaugura ses services le 1^{er}/13 janvier 1880, et six mois après, son directeur pouvait publier son premier rapport duquel il ressortait que, malgré les difficultés et les tâtonnements inévitables du début, les recettes nettes

1. Par une contre-lettre portant la même date que la convention, le Syndicat des banquiers s'était engagé à faire au gouvernement une avance immédiate de 120.000 livres turques.

2. Hamilton Lang.

de ce premier semestre s'élevaient déjà à 465.000 livres turques. C'était là réellement un brillant résultat qui fit impression. Il prouvait aux créanciers étrangers qu'il était possible d'arriver au but qu'ils souhaitaient au moyen d'une administration ottomane gérée par des sujets ottomans et sans l'ingérence d'aucune « Commission internationale » dans l'administration et la perception des revenus que la Porte consentait à céder. Fort de ce résultat, qui lui permettait d'espérer que les porteurs renonceraient à leur intransigeance sur ce point, le gouvernement, désireux d'arriver à une entente, invita les porteurs de titres de la Dette ottomane, par sa note circulaire du 3 octobre 1880 et sa communication du 23 (1) qui

1. Voici le texte de ce document : « L'Ambassade impériale à fait officiellement savoir à tous les porteurs de titres de la dette publique ottomane que la Sublime Porte, voulant, sans plus de retard, arriver à une entente directe avec eux en vue d'arrêter un mode de solution équitable et pratique pour la reprise du paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette précitée, invite ces porteurs à choisir parmi eux-mêmes un certain nombre de délégués qui, dûment munis de leurs pleins pouvoirs, devront se rendre au plus tôt à Constantinople à l'effet de se mettre directement en rapport avec le gouvernement impérial pour l'arrangement qui vient d'être mentionné et qui devra être basé sur les conditions et affectations ci-dessous :

1° Une fois l'entente établie entre le gouvernement ottoman et les délégués des porteurs, ceux-ci désigneront une banque qui fonctionnera au lieu et place de « l'Administration des six contributions indirectes dont les contractants actuels seront remboursés intégralement de leurs créances aux termes de l'article 13 de leur contrat. La banque ainsi choisie par les porteurs devra administrer les six contributions précitées et sera chargée du mode de paiement des revenus de cette administration pour le service de la dette publique de l'empire. Le gouvernement ottoman se réserve le droit de contrôle général ;

2° En cas de modification des traités de commerce dans le sens

en était la conséquence, à nommer les délégués « chargés de se rendre à Constantinople, pour s'entendre avec lui, *sans aucune ingérence de la part des puissances*, sur le service de la dette susdite et pour délibérer sur les conditions d'un arrangement équitable à cet égard. »

Pour répondre à l'invitation du gouvernement, il fallait que les porteurs qui s'ignoraient se réunissent dans chaque pays. La chose n'était pas aisée. La Banque ottomane à Paris, prit l'initiative de la formation de ce groupement et constitua le syndicat des porteurs français qui réunissait neuf établissements financiers français.

Le même travail se fit en Angleterre, en Allemagne et en Italie, où établissements de crédit, banquiers et capitalistes s'assemblèrent et choisirent leurs délégués. Ce ne fut néanmoins que dix mois plus tard, le 1^{er} septembre 1881, que les délégués des créanciers

de l'augmentation des droits de douane actuels de 8 o/o, la différence entre ces 8 o/o et le chiffre de l'augmentation future sera également affectée au paiement des intérêts et à l'amortissement de la dette publique de l'Empire;

3° Seront aussi affectés à ce même paiement :

a) L'excédent des revenus qui devra résulter de l'application générale de la loi sur les patentes, comparativement aux recettes de l'impôt actuel du (temettu) (income tax) ;

b) Les redevances de la Roumélie orientale ;

c) Les revenus de Chypre ;

d) Le tribut de Bulgarie ;

e) Une partie de l'excédent qui se produira au fur et à mesure de l'augmentation des revenus actuels de l'État.

La question de la dette flottante et celle de l'indemnité de guerre russe seront prises en considération à l'occasion de ce nouvel arrangement.

purent se réunir à Constantinople et se mettre au travail de concert avec les commissaires du gouvernement (1). Leur collaboration commune aboutit à un accord qui fut sanctionné par le décret du 8/20 décembre 1881, connu dans l'histoire financière de la Turquie sous le nom de « décret de Mouharrem ». Il constitue la charte du « Conseil d'administration de la dette publique ottomane. »

Huit jours plus tard, le 28 décembre, le gouvernement signait avec les banquiers concessionnaires des six contributions indirectes une convention qui fixait à 8. 169.986 livres turques le montant de leurs créances et ramenait l'annuité de 1.100.000 livres à 590.000 livres qui devaient être prélevés en premier lieu sur le produit net des revenus concédés « au conseil d'administration de la Dette » par le décret précité. La Banque Ottomane se substituait, en les

1. Cette commission qui avait reçu pour titre officiel : « Commission pour délibérer sur un mode de règlement de la dette publique intérieure et extérieure de l'Empire ottoman », était composée de S. E. Server pacha, président du conseil d'État ; Munir-bey, ministre des Finances ; Ohannès-Effendi Tchamitch, président de la Cour des Comptes ; Wettendorf bey, sous-secrétaire d'État au ministère des Finances ; Gescher-Effendi, conseiller légiste du ministère des Affaires étrangères ; Bertram Effendi, secrétaire général de l'Administration des contributions indirectes, commissaires du gouvernement ; et de M. Valfrey, ancien sous-directeur politique du ministère des Affaires étrangères de France ; Sir Robert Bourke, ancien sous-secrétaire d'État au Foreign Office ; Baron de Meyr, ancien ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie à Washington ; M. Primker, conseiller de Justice ; commandant Mancardi, ancien député et ancien directeur général de la dette publique italienne, délégués respectivement des porteurs français, anglais, néerlandais, austro-hongrois, allemands et italiens.

remboursant, à tous les autres créanciers et devenait seule détentrice des obligations de priorité de 5 o/o créées en représentation du montant sus-indiqué. Enfin, son représentant devait être admis au « conseil de la dette publique » comme délégué des porteurs de ces priorités.

Aux termes de l'accord intervenu et sanctionné par l'iradé du 8/20 décembre 1881, le montant des emprunts extérieurs, qui, à cette date, se chiffrait par 219.938.559 livres turques et exigeait une annuité de 14.054.507 livres, fut réduit au taux moyen d'émission des divers emprunts majorés de 10 o/o en représentation des intérêts non payés depuis 1876, soit 117.080.957 livres turques. En ajoutant à ce chiffre le montant des obligations de priorité 5 o/o, soit 8.169.986 livres, nous atteignons un total de 125.250.943 livres turques, duquel toutefois il fut défalqué ultérieurement 345.849 livres en contre-valeur des titres prescrits pour n'avoir pas été représentés à l'enregistrement dans les délais fixés (1).

Dans ce total ne figuraient pas :

- | | |
|---|-----------------------|
| 1° Les emprunts garantis par le tribut d'Égypte, | |
| soit..... | 17.200.260 liv. turq. |
| 2° a) L'indemnité de guerre russe, soit. | 35.310.000 — |
| b) Les indemnités privées aux sujets russes établis en Turquie pour les pertes par eux subies lors de la guerre (2), soit... .. | 268.000 — |
| 3° La dette flottante, soit..... | 19.000.000 (3) — |

1. Par iradé du 1^{er}/13 mai 1888.

2. Traité du 8 février 1879.

3. Selon M. E. Théry, elle n'aurait été que de 16 447.370 livres turques (Théry, *les Finances ottomanes*, Paris, 1901).

Ces chiffres ajoutés à celui du capital précité de la Dette convertie, admis par le décret de Mouharrem, nous donnent le total de 197.029.203 livres turques, soit moins de 4 milliards et demi de francs, montant de la Dette réduite turque en 1881.

Afin d'assurer l'amortissement des différents emprunts, compris dans le décret, ceux-ci furent répartis en quatre séries :

La série A réunissait les emprunts de 1858 et 1862 ;

La série B réunissait les emprunts de 1860-1863-1864 et 1872 ;

La série C réunissait les emprunts de 1865-1869 et 1873 ;

La série D réunissait les emprunts de la Dette générale et les lots tures.

Cette classification déterminait l'ordre dans lequel les différents emprunts seraient successivement appelés à bénéficier de l'amortissement. Elle fut la source de longues discussions qui faillirent compromettre le succès des négociations, car les mandataires des différents groupes de porteurs voulaient assurer, chacun pour son groupe, un droit de priorité en ce qui concerne l'amortissement.

Finalement, on parvint à une entente en prenant pour base de la classification la qualité des gages affectés à chaque emprunt.

Défalcation faite des 590.000 livres turques nécessaires au service des obligations de priorité créées en exécution de la convention du 16/28 décembre

1881, on prévoyait un revenu net de 1.870.000 livres dont l'attribution au service des titres était fait comme suit par les articles 11 et 12 du décret :

a) Quatre cinquièmes pour le service de l'intérêt, déduction faite des sommes représentant l'intérêt sur les titres amortis. Ce prélèvement devant se faire en premier lieu pour acquitter un minimum de 1 o/o d'intérêt calculé sur le capital réduit sans que l'intérêt puisse toutefois jamais dépasser 4 o/o dudit capital. S'il dépassait cette limite, le surplus devrait être versé au Trésor.

b) Un cinquième du produit net des revenus concédés, accru du montant représentant les intérêts sur les titres amortis était attribué chaque année à l'amortissement, à condition que les $\frac{4}{5}$ pussent servir 1 o/o d'intérêt aux séries. Il ne pouvait toutefois dépasser 1 o/o du capital réduit ; en pareil cas, le surplus doit, comme pour les intérêts, être versé au Trésor.

Voilà pour le service de l'intérêt et de l'amortissement *in globo*.

Mais un système particulier réglait (1) également l'amortissement successif de chaque série, attendu que le $\frac{1}{5}$ des revenus ne pouvait suffire à fournir $\frac{1}{4}$ o/o du capital réduit pour l'amortissement de tous les titres.

L'article 12 du décret stipule : « Si la somme disponible annuellement pour l'amortissement dépasse

1. Le décret-annexe de 1903 a supprimé les séries en créant un type unique de rente turque 4 o/o.

$1/4$ o/o dudit capital réduit, le surplus, jusqu'à concurrence de $1/2$ o/o dudit capital sera appliqué à l'amortissement du groupe B, à moins que ce groupe B ne soit déjà en possession du premier $1/4$ ci-dessus mentionné. Dans ce cas, la somme dépassant $1/4$ o/o jusqu'à $1/2$ o/o du capital passe au groupe C, à moins que le groupe C ne soit déjà en possession du premier $1/4$ ci-dessus mentionné. Dans ce cas, la somme dépassant $1/4$ o/o jusqu'à $1/2$ o/o passe au groupe D. »

Après l'amortissement complet de la série A, la somme disponible pour l'amortissement était appliquée jusqu'à concurrence de $1/4$ o/o du capital réduit à la série B et ainsi de suite en augmentant toujours de $1/4$ o/o.

Après extinction des séries A et B, le premier quart appartenait à la série C. La dernière série bénéficiait de toute la somme disponible pour l'amortissement, après extinction des trois premiers groupes.

L'amortissement se fait par tirage au sort ou rachat en Bourse. Vu le cours des titres, ce dernier procédé a toujours été pratiqué.

Enfin, le décret stipulait (1) : « que l'amortissement aurait lieu à des taux qui ne dépasseraient pas les chiffres suivants :

1^o 66,66 o/o du capital quand l'intérêt servi sera de 1 o/o ;

2^o 75 o/o du capital quand l'intérêt supérieur à 1 o/o sera inférieur à 3 o/o ;

1. Article 12 *in fine*.

3° 100 o/o du capital quand l'intérêt servi s'élèvera à 3 o/o ou plus.

Quoique les lots turcs soient compris dans la série D des titres classés, l'article 13 du décret les soumet à un régime particulier.

On se rappelle que cet emprunt, dénommé emprunt à primes des chemins de fer de la Turquie d'Europe, créé en 1869, comprenait 1.980.000 obligations 3 o/o au nominal de 400 francs amortissables en cent quatre ans par des tirages périodiques. Les primes variaient de 1.000 à 600.000 francs, et 28 millions, répartis au service de l'intérêt et de l'amortissement, étaient partagés comme suit par périodes trentenaires :

De 1870 à 1900:	23.920.000 francs pour les intérêt et
	40.80.000 — l'amortissement;
De 1900 à 1930:	22.660.000 francs pour les intérêts et
	5.340.000 — l'amortissement;
De 1930 à 1960:	20.195.000 francs pour les intérêts et
	7.805.000 — l'amortissement;
De 1960 à 1974:	9.315.000 francs pour les intérêts et
	18.685.000 — l'amortissement.

Tout d'abord, l'article 13 du paragraphe C du décret de Mouharrem stipule que : « Le paiement des intérêts de cet emprunt est suspendu et ne sera repris que lors et tant qu'il restera un surplus sur la somme nécessaire pour faire face au service intégral des primes ».

Puis, pour assurer aux détenteurs des obligations sorties aux tirages effectués depuis la suspension du

service de la Dette jusqu'à fin décembre 1881 mais non payés, une indemnité partielle, le décret attribuait 25 o/o des sommes totales revenant à ces obligations jusqu'à ce que le tiers du montant établi au tirage leur ait été payé.

Quoique la part devant revenir aux lots turcs sur le produit net des revenus concédés fût de 13,46 o/o, puisque tel était le taux de leur montant par rapport à la totalité de la dette convertie, cependant ils ne reçurent ce pourcentage que sur les quatre cinquièmes de ce produit net et non sur la totalité.

Cette interprétation du conseil de la Dette ne tient évidemment pas compte du fait que le décret soumet ces obligations à un régime indépendant de celui des autres emprunts.

Les 25 o/o prévus par le décret pour servir une indemnité de 20 o/o aux lots et aux primes, sortis aux tirages de 1876 à 1882, se montèrent, durant le premier exercice, à 45.595 livres turques; le surplus de la part, revenant aux lots turcs dans les revenus concédés, servit à payer 58 o/o du montant des primes et des titres sortis sans prime. Le taux de 58 o/o fut maintenu pour les tirages ultérieurs et les excédents furent employés à des rachats en Bourse.

Trois cents obligations avec primes et un chiffre de beaucoup supérieur d'obligations sans primes sont remboursées tous les ans en conformité du tableau d'amortissement initial de l'emprunt (1).

1. Conf. aux modifications apportées par le décret-annexe de 1903.

Pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement dont nous venons d'indiquer le mécanisme, le décret de Mouharrem cède d'une manière absolue et irrévocable, à partir du 1/13 janvier 1882 et jusqu'à extinction de la dette réduite, les revenus suivants (1) :

- 1° Les monopoles du sel et du tabac ;
- 2° Les impôts du timbre, des spiritueux, de la pêche et de la dîme des soies ;
- 3° La redevance de la Roumanie orientale ;
- 4° Le tribut de la principauté de Bulgarie remplacé tant qu'il n'aura pas été fixé par les puissances signataires du traité de Berlin par un prélèvement de 100.000 livres turques sur la dîme des tabacs ;
- 5° L'excédent des revenus de Chypre par des traites sur la douane pour 130.000 livres turques ;
- 6° Le produit des droits sur le tumbéki (tabac à fumer dans le « narguilé ») jusqu'à concurrence de 50.000 livres turques ;
- 7° L'augmentation de recettes des douanes résultant de la modification des taxes en cas de révision des traités de commerce ;
- 8° L'excédent des revenus à provenir de l'application générale de la loi sur les patentes comparativement aux recettes de l'impôt « temettu » ;
- 9° Les sommes devant revenir au gouvernement comme parts contributives de la Serbie, du Monté-

1. Art. 8 du décret de Mouharrem.

négro, de la Bulgarie et de la Grèce dans la Dette turque.

La gestion et l'administration de ces revenus sont confiés à un conseil de sept membres représentant les différents syndicats ou groupements de porteurs des titres mentionnés dans le décret. Ce conseil a pour mission de veiller à la bonne exploitation des revenus qui lui ont été concédés et d'en répartir les bénéfices entre les porteurs. Les membres de ce conseil représentent respectivement les porteurs anglais et néerlandais, français, allemands, austro-hongrois, italiens et ottomans. Enfin, le septième membre représente les porteurs des obligations de priorité et est nommé par la Banque impériale ottomane. Leur mandat est d'une durée de cinq années mais ils sont indéfiniment rééligibles.

Récemment, à la suite de négociations qui durèrent de janvier à fin avril 1914, un accord de principe, subordonné à l'approbation des autres puissances intéressées, est intervenu entre la Russie et le gouvernement ottoman pour l'entrée d'un délégué russe dans le conseil d'administration de la Dette (1).

Le délégué anglais doit être élu par le « Council of foreign bondholders » à Londres et à son défaut, soit par le gouverneur de la Banque d'Angleterre, soit par une résolution adoptée en assemblée

1. Cette concession du gouvernement ottoman a eu pour contrepartie le consentement du gouvernement russe à l'augmentation de 4 o/o sur les droits de douane demandée par le premier pour augmenter les revenus de son budget.

publique des porteurs anglais et néerlandais à Londres » (1).

Le délégué italien doit être nommé par le « Syndicat des Chambres de commerce du royaume que représente la Chambre de commerce de Rome » (2).

Enfin, le représentant des porteurs ottomans est élu par l'assemblée générale des porteurs réunis à Constantinople sur la convocation du préfet de la ville (3).

En fait, il est nommé par la Banque Ottomane et quelques autres banques de Constantinople qui détiennent une très grosse partie des titres et agissent de concert. Si la formalité de la convocation de l'assemblée des porteurs par le préfet de la ville a été respectée depuis la proclamation de la Constitution, en 1908, auparavant, c'était la volonté d'Abd-ul-Hamid seul qui maintenait le délégué des porteurs ottomans dans ses fonctions. Quant aux délégués des porteurs français, allemands et autrichiens, ils sont également nommés par les trois ou quatre maisons de banque qui, en France, en Allemagne et en Autriche, détiennent la majeure partie des titres et s'entendent entre elles en vue de cette nomination. C'est ainsi qu'en France, le délégué des porteurs français tient son mandat du syndicat des cinq établissements de crédit suivants :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir Natio-

1. Article 14 du décret.

2. Article 15, *ibidem*.

3. Même article.

nal d'Escompte, Banque Impériale Ottomane et Banque de Paris et des Pays-Bas.

En Allemagne, le représentant des porteurs allemands fut d'abord choisi par la maison Bleichröder seule, mais, depuis quelque temps, il est nommé par un comité composé des représentants de celle-ci, de la Deutsche Bank et d'un établissement gouvernemental.

Les fonctions de délégué au conseil de la Dette ottomane sont incompatibles avec toutes fonctions diplomatiques ou consulaires et avec toutes fonctions dans l'administration ottomane.

Un commissaire du gouvernement ottoman sert d'intermédiaire entre le gouvernement et le conseil de la Dette et assiste à ses délibérations avec voix consultative.

Quant à la présidence du conseil, elle est dévolue alternativement au délégué français et anglais, eu égard au nombre de titres ottomans plus considérable détenus en France et en Angleterre (1).

C'est qu'en effet, en 1881, près de 75 0/0 du total de la Dette ottomane était placé en France et en Angleterre. Cependant le nombre des titres détenus par les Anglais ayant beaucoup diminué dans la suite, le délégué allemand prétendit, en 1898, que la présidence ne devait plus revenir de droit aux délégués des porteurs français et anglais, conformément à l'article 15 du décret qui stipule *in fine* : « Dans le cas où cette situation viendrait à se *modifier essen-*

1. Article 15 du décret.

tiellement après une période de cinq ans, le conseil élira son président. »

Y avait-il là modification essentielle ? Le délégué allemand prétendait que oui, les délégués français et anglais affirmaient le contraire. On dut faire une enquête et porter la question devant un arbitre.

L'enquête démontra que le pourcentage des titres ottomans détenus par les différents groupes de porteurs s'était modifié comme suit, en 1898 :

En plus pour les porteurs français. . .	5	0/0
— belges . . .	11	0/0
— allemands . .	7,50	0/0
— autrichiens .	1	0/0
En moins pour les porteurs anglais . . .	10	0/0
— ottomans . .	1,50	0/0
— néerlandais .	3	0/0
— italiens . . .	1	0/0

L'arbitre, M. Ador, vice-président du Conseil national helvétique, décida :

Qu'on ne devrait estimer qu'il y avait « modification essentielle » de la situation initiale que dans deux cas :

a) Au cas où le nombre et l'importance des titres détenus en Angleterre et en France seraient moins considérables que le nombre et l'importance des titres détenus par d'autres pays représentés par le conseil d'administration de la dette publique ottomane ;

b) Si un autre pays que l'Angleterre ou la France

venait à avoir une situation analogue à celle qu'avait l'un de ces deux pays en 1881.

Il ajoutait qu'en pareille occurrence il y aurait lieu de tenir compte du fait que le délégué anglais a toujours représenté les porteurs néerlandais, mais que, par contre, les titres ottomans détenus par des Belges ne devraient pas, pour cette question de la présidence, être ajoutés aux titres détenus par des Anglais.

Le conseil d'administration de la dette publique ottomane créé par le décret de Mouharrem est chargé d'administrer et d'encaisser, pour le montant en être appliqué au paiement de l'intérêt et au service de l'amortissement des emprunts, les différents revenus indiqués ci-dessus (p. 80).

Il a le droit sous sa propre responsabilité de les donner à bail en tout ou en partie.

Chaque année, deux mois avant le commencement de l'année financière (1), il doit présenter un budget des recettes et des dépenses, lequel, après approbation sera, dit l'article 17, incorporé au budget général de l'Empire. Il doit également fournir tous les mois au ministre des Finances un état des encaissements et des paiements effectués dans le mois ; puis, publier ledit état le mois suivant dans les principales capitales.

A condition de ne pas créer de charges nouvelles, pour les contribuables ottomans, il a toute latitude,

1. L'année financière ottomane commence le 1^{er} mars et finit le 28 février.

dans les limites toutefois des lois et règlements établis, pour gérer et percevoir les revenus concédés.

Enfin, le conseil a le droit de nommer et de révoquer sans avoir à consulter aucun ministre, tous les employés et agents qui, quoique nommés par lui, sont considérés cependant comme fonctionnaires de l'État. L'administration centrale à Constantinople est confiée à un directeur général. Dans les différentes provinces, il existe des agences principales et secondaires. Leur contrôle est fait par un corps d'inspecteurs. Pour la répression de la contrebande et la sécurité de ses services, le gouvernement est tenu de lui accorder aide et protection.

L'administration de la dette publique ottomane doit durer jusqu'à l'entière extinction de la dette réduite ; toutefois le cas de suspension du décret a été prévu et l'article 20 de cet acte stipule qu'en ce cas, les porteurs rentreraient dans la plénitude de leurs droits établis par les contrats originaux d'emprunts. En d'autres termes, la réduction du capital consentie serait annulée, l'intérêt ramené au taux initial et gagé par les garanties affectées primitivement.

Notons toutefois que ce retour à l'ancien état de choses est sinon impossible, du moins fort difficile, attendu que, depuis la création du conseil de la Dette, une grande quantité de titres a été amortie et une autre a changé de mains ; enfin, une conversion a été faite avec l'adhésion des porteurs, en 1903.

Aussi, c'est en prévision de ces difficultés prévues,

— dans le cas improbable d'ailleurs, — d'une suspension du décret, que le conseil a, lors des différentes conversions, conservé les anciens titres échangés, pour se ménager la possibilité de les remettre en circulation.

L'éventualité est, nous le répétons, improbable. Les différents gouvernements qui se sont succédé en Turquie, depuis la promulgation du décret de Mouharrem, ont, non seulement scrupuleusement respecté les engagements pris, mais encore ont, *proprio motu*, confié à l'administration de la Dette, la perception et la gestion de différentes taxes et revenus.

Il ne faut pas confondre l'organisation créée par le décret de Mouharrem avec deux autres organismes analogues : La « Caisse de la dette égyptienne » et la « Commission internationale de la dette publique hellénique. »

La Caisse de la dette égyptienne a été instituée sur la réclamation des puissances mêmes, en 1876 (1). La loi du 11 juillet 1880 en a fait une institution internationale comprenant un représentant de chacune de six grandes puissances. Ceux-ci sont nommés par leur gouvernement respectif et présentés à l'agrément du vice-roi d'Égypte. Leur révocation nécessite également un accord entre ce dernier et le gouvernement duquel chaque délégué détient ses

1. La loi de liquidation de mai 1876 fixait à 2.273 millions de francs le chiffre de la dette égyptienne. Elle en prescrivait l'amortissement en une période de soixante-cinq ans et en fixait l'intérêt au taux de 7 0/0.

pouvoirs. Le conseil d'administration de la Caisse de la dette égyptienne tient pour ainsi dire les finances de l'Égypte sous sa tutelle. Celles-ci sont placées sous son contrôle. Aucun emprunt à court ou à long terme ne peut être contracté sans son consentement, de même aucun impôt ne peut être modifié en dehors d'elle. Enfin, si elle est chargée de la gestion des revenus concédés, tels que ceux des chemins de fer, du télégraphe, des douanes, etc., en garantie de la dette extérieure, les porteurs de la dite dette qu'elle représente d'office, ne peuvent influencer sur sa composition. Il en est de même de la Commission internationale de la dette hellénique dont les six membres sont nommés également par les six grandes puissances en vertu du traité du 18 septembre 1897.

Ils administrent et contrôlent les revenus monopolisés du sel, du pétrole, des allumettes, des cartes à jouer, des papiers à cigarettes ; les droits sur les tabacs ainsi que ceux du timbre et des douanes du Pirée (1).

Comme leurs collègues d'Égypte, ils tiennent leurs pouvoirs du gouvernement dont ils ressortissent et jouissent des immunités diplomatiques conférées aux représentants des États étrangers. Leur nomination

1. Quoique le contrôle des finances helléniques ne date que de la guerre gréco-turque de 1897, la suspension du service de la Dette remonte cependant à l'année 1893. La dette non amortie s'élevait, lors de la création de la Commission internationale, à 760.307.388 francs.

est simplement notifiée au gouvernement grec qui ne peut qu'en prendre acte.

A l'encontre de ces deux institutions internationales, l'administration de la dette publique ottomane n'est qu'une émanation directe des porteurs de ladite dette, desquels ils tiennent leur mandat. Les puissances n'ont aucun droit d'immixtion dans leur choix. Leur nomination échet uniquement aux différents syndicats de porteurs. Ils ne jouissent d'aucune immunité diplomatique. Le décret constitutif de l'administration de la dette ottomane n'est pas un acte diplomatique passé entre les États étrangers et l'État ottoman ; c'est une transaction, une convention consentie *proprio motu* par ce dernier à ses créanciers. Aussi, l'administration de la dette ottomane est totalement indépendante, en droit, des différents gouvernements. Aucun texte ne leur confère le droit d'intervenir d'une manière quelconque dans son fonctionnement, et, théoriquement, tout au moins, la Sublime Porte pourrait soit modifier le régime en vigueur, soit même supprimer l'organisme qu'elle a créé, sans avoir besoin de l'assentiment des puissances, d'accord seulement avec ses créanciers ou leurs représentants.

En fait, cependant, des essais d'intervention se sent parfois produits. La plus notoire est celle de la Russie, en 1896. Par une note, en date du 19 décembre, son ambassadeur à Constantinople déclarait au gouvernement ottoman : « Que, s'il portait atteinte aux droits du conseil de la dette publique ottomane

ou touchait aux revenus qui ont été concédés aux porteurs de fonds turcs, la Russie se verrait obligée de réclamer à l'égal des autres puissances l'institution d'une commission financière internationale prévue par le protocole XVIII^e du Congrès de Berlin. »

Or, à supposer même que les États aient le devoir ou le droit d'intervenir pour protéger les intérêts financiers de leurs ressortissants — ce qui est fort contestable d'ailleurs, de l'avis même de jurisconsultes notoires (1) — il est de toute évidence que, quand ces intérêts financiers font défaut, le droit d'intervention disparaît. Il nous est donc permis de trouver dénuée de toute base juridique la note et l'intervention russes, vu l'inexistence de délégué de porteurs russes de fonds ottomans.

§ 2.

L'administration de la dette publique ottomane fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1882 et doit durer aussi longtemps que l'amortissement des différents emprunts. Composée en majeure partie de fonctionnaires ottomans (5.584 sur un total de 5.752 fonctionnaires), elle pourrait, par son organisation, ses habitudes d'ordre, de régularité et de rigoureuse probité, servir de modèle à nombre d'administrations de l'Occident. Non seulement, elle a été un excellent auxiliaire du fisc ottoman, mais elle s'est encore acquise la confiance des capitalistes et les

1. F. de Martens, Politis, Luis, M. Drago, etc...

titres de rente créés en suite de sa fondation purent facilement se classer dans les portefeuilles de ces derniers. Aussi a-t-elle été la cause principale du relèvement du crédit ottoman depuis 1882. Depuis cette date, nombre d'emprunts, dont le service d'intérêts et d'amortissement lui a été confié, ont pu être contractés à des taux inconnus auparavant. C'est que les résultats de sa gestion ont été particulièrement brillants.

Nous allons rapidement les examiner en passant en revue chacun des revenus concédés.

En ce qui concerne les cinq revenus placés sous la gestion directe du conseil, les encaissements, qui étaient de 983.000 de livres turques en 1883, ont dépassé 2 millions et demi de livres turques durant le dernier exercice (1913-1914); ils ont triplé pour le seul monopole du sel.

Même résultat pour l'impôt du timbre, surtout depuis les lois du 11/23 mars 1894 et 20 février 1907, cette dernière assujettissant à cet impôt les étrangers.

Moins brillants sont les résultats de l'impôt des spiritueux qui comprend :

a) Un droit spécial sur les vins, bières et eaux-de-vie de 15 o/o *ad valorem* sur la quantité de vin produite à chaque vendange ;

b) Un droit sur les alcools étrangers ou indigènes de 48 paras ou 20 centimes par oke (1) ;

c) Un droit de « beiyé » ou, permis de vente, délivré aux débitants moyennant paiement d'une taxe égale au quart du loyer.

L'ensemble de ces droits a atteint 357.146 livres turques en 1911-1912 et 240.478 livres turques en 1913-1914 contre 178.861 en 1882.

Quant à la dime des soies, le produit en a quintuplé en trente ans. La dime des soies consiste en une part de 11 1/2 0/0 prélevée auprès de chaque producteur.

Le conseil s'est appliqué à donner un nouvel essor à l'industrie de la soie qui a de tous temps existé en Turquie. Grâce à ses efforts, cette industrie a prospéré d'une façon remarquable et les recettes ont passé de 18.952 livres turques en 1882 à 128.945 livres en 1909 (1).

Enfin les droits de pêche consistant dans un droit de 23 0/0 prélevé sur la vente et d'une autre taxe perçue pour la délivrance des permis de pêche, de circulation et d'exportation, ont quadruplé dans le même laps de temps.

Outre le monopole du sel, le décret de Mouharrem cède également celui du tabac à l'administration de la Dette. Mais, celle-ci, au lieu de l'exploiter directement l'a affermé en 1883 à une Société anonyme (2) : « la Régie co-intéressée des tabacs de l'Em-

1. Une forte diminution est à noter pour l'exercice 1913-1914 au cours duquel les encaissements de ce chef n'ont atteint que 82.497 livres.

2. Cette société a été fondée par la Banque Ottomane, le Crédit Anstadt, de Vienne, et la maison S. Bleichroeder, de

pire », au capital de 4.400.000 livres turques, moyennant :

a) Une redevance annuelle fixe de 750.000 livres turques ;

b) Une quote-part dans les bénéfices nets de la société (8 o/o au capital-action et 5 o/o aux parts de fondateurs, et frais déduits), ainsi réglée :

Sur les premières 500.000 Ltq. : 35 o/o à la Dette, 30 o/o au gouvernement, 35 o/o à la Société.

Sur les deuxièmes 500.000 Ltq. : 34 o/o à la Dette, 39 o/o au gouvernement, 27 o/o à la Société.

Sur les troisièmes 500.000 Ltq. : 30 o/o à la Dette, 52 o/o au gouvernement, 18 o/o à la Société.

Sur les quatrièmes 500.000 Ltq. : 20 o/o à la Dette, 70 o/o au gouvernement, 10 o/o à la Société.

c) 250 parts de fondateurs.

d) Une part dans le droit de sortie (refthiyé) sur le tabac exporté.

En dehors de la somme forfaitaire de 750.000 livres (1), ce revenu a rapporté également à la Dette

Berlin. Quoique au capital de 4.400.000 livres turques ou 100 millions de francs, elle n'a émis que pour 40 millions de francs d'actions, — 200.000 actions libérées de 200 francs. La durée de la Société qui était de trente années a expiré au 31 décembre 1913, mais elle a été prorogée par décision du gouvernement pour quinze années encore.

1. La Dette fait à la Société de la Régie des Tabacs une bonification annuelle de 50.000 livres appelée rétrocession du refthieh qui réduit la redevance à 700.000 livres. Le refthieh est un droit de sortie imposé par le gouvernement ottoman aux tabacs exportés dans certains pays ayant fait partie du territoire de l'Empire : Égypte, Bulgarie, Monténégro, etc... et qui entrave la vente des tabacs ottomans concurrencés par les tabacs grecs sur

certaines années un supplément de plus d'une centaine de mille livres comme quote-part dans les bénéfices.

Les deux autres impôts concédés : l'excédent des revenus des douanes résultant du relèvement des droits d'entrée fixés à 8 o/o *ad valorem* lors de la promulgation du décret de Mouharrem et l'excédent des recettes devant résulter d'une transformation de la loi du temettu en loi des patentes n'ont pas été une grande source de revenus pour elle. Les droits de douane ont bien été portés de 8 à 11 o/o en 1907 (1) mais le conseil de la Dette a dû, conformément aux stipulations du décret-annexe du 14 septembre 1903 prévoyant le partage des excédents de recettes nettes de la Dette au-dessus du chiffre de 2.157.375 livres turques mais attribuant 75 o/o de ces excédents au gouvernement et 25 o/o à la Dette, abandonner les trois quarts du revenu de la surtaxe douanière qui ont été appliqués aux dépenses nécessitées par les réformes entreprises en Macédoine alors provinces ottomanes.

Quant à l'excédent des revenus devant résulter de la transformation de l'impôt temettu en loi des patentes, le gouvernement n'ayant pu en étendre l'application aux commerçants et industriels étran-

lesquels ne pèse aucun droit.¹ La Régie subissant, de ce chef, un préjudice, la somme forfaitaire précitée lui est versée en dédommagement.

1. En septembre 1914, le gouvernement a, par une loi provisoire, confirmée par iradé du Sultan, porté à 15 o/o *ad valorem* le droit de 11 o/o.

gers établis en Turquie, l'administration de la Dette n'a pu profiter de ce revenu (1).

Si le conseil de la Dette a pu, par des mesures adéquates et une sage administration, influencer sur le rendement de cette première catégorie de revenus, par contre, elle n'a pu avoir une action efficace pour le versement des assignations fixes qui lui sont attribuées par le même article 8 du décret de Mouharrem. Tout d'abord, les parts contributives dans la dette ottomane des pays détachés de l'Empire, Bulgarie, Serbie, Monténégro et Grèce n'ayant pas été fixées par les puissances faute d'une entente, le conseil n'a pu rien toucher de ce chef.

En second lieu, le tribut de la Bulgarie subit le même sort par suite de l'indifférence de la Russie, nullement intéressée à augmenter les revenus du conseil de la Dette. Aussi ce dernier a-t-il dû se contenter de la somme de 100.000 livres turques prévue par le décret pour remplacer ledit tribut et prélevée sur la dime des tabacs. Cette dime est gérée par la société co-intéressée des tabacs ottomans pour compte de l'administration de la Dette. Mais le produit de la dime n'atteignait pas toujours, du moins jusqu'en 1901, les 100.000 livres stipulées. Ce n'est qu'à partir de cette date que ce chiffre a été dépassé et même doublé depuis 1908.

1. Par une loi provisoire, en date du mois de septembre 1914, le gouvernement y a assujéti récemment les étrangers mais sans l'assentiment des puissances intéressées qui ont élevé des protestations.

Au nombre des assignations fixes se trouvait également le tribut de la Roumélie orientale dont le montant était fixé aux $3/10^e$ de ses revenus totaux ou 240.000 livres turques par le statut organique de 1879. On y ajoutait les augmentations ultérieures et le montant des droits de douane, soit 25.000 livres turques. Or, dès le mois de décembre 1882, l'assemblée rouméliote réduisait, de sa propre initiative, ce chiffre de 265.000 livres à 180.000. Puis, trois ans après, lors de la proclamation de l'annexion de la Roumélie orientale à la Bulgarie, ce paiement, même réduit, fut suspendu. Ce n'est qu'en 1887, à la suite d'un accord entre le conseil de la Dette et le gouvernement princier qu'il fut repris avec une nouvelle réduction de 50.000 livres par an. Après une nouvelle suspension des paiements en 1896, par suite de la question du chemin de fer Varna-Roustchouk qui s'était élevée entre les gouvernements ottoman et bulgare, ils furent repris un an plus tard avec une nouvelle diminution de 38.000 livres. Enfin, en 1908, ils furent définitivement supprimés à la suite de la proclamation de l'indépendance bulgare et des accords turco-russe et turco-bulgare des 16 mars et 19 avril 1909 aux termes desquels la Turquie renonce :

- a) Au tribut bulgare ;
- b) A la redevance rouméliote ;
- c) A la part contributive de la Bulgarie dans la dette turque, moyennant une indemnité de 125 millions de francs que la Russie a prise à sa charge en

bonifiant à la Turquie 40 annuités de l'indemnité de guerre due par cette dernière et qui furent capitalisées à raison de 5 o/o d'intérêt.

En remplacement de la redevance rouméliote, le conseil de la Dette a obtenu, par convention sanctionnée par la loi du 3 juillet 1910, l'abandon à son profit, par le gouvernement des plus-values des dîmes et revenus divers qui lui sont confiés jusqu'à concurrence de 114.000 livres turques.

Enfin, au nombre des assignations fixes cédées aux créanciers de l'État ottoman, figure l'excédent des revenus de l'île de Chypre.

On sait que cette île, occupée et administrée par l'Angleterre en vertu de la Convention du 4 juin 1878, appartenait en droit à la Turquie (1). Le gouvernement anglais emploie donc aux dépenses locales le produit des impôts et contributions qu'il lève dans l'île et doit verser l'excédent au gouvernement ottoman, cet excédent étant fixé à forfait à 114.680 livres turques. Mais le gouvernement anglais retenait cette somme pour le service de l'emprunt de 1855 garanti par lui. L'article 8 du décret stipule que tant que cet excédent ne serait pas remis au conseil de la Dette, il devrait être remplacé par 130.000 livres turques prises sur l'excédent de la dîme des tabacs et, en cas d'insuffisance, par des traites sur la douane.

C'est en effet par des traites sur la douane que le gouvernement règle ce montant de 130.000 livres,

1. Au mois de novembre 1914, l'Angleterre a proclamé l'annexion de Chypre.

le produit de la dime des tabacs servant à solder les 100.000 livres turques qui remplacent le tribut de la Bulgarie. Toutefois, en 1890, le gouvernement anglais ayant déclaré que l'excédent réel des revenus de Chypre n'était que de 102.596 livres, à son tour, la Sublime Porte réduisit ses versements au même chiffre. Le conseil de la Dette comble d'ailleurs la différence avec le produit de la dime des tabacs qui, nous l'avons ci-dessus, a atteint 200.000 livres turques ces dernières années. N'oublions pas de mentionner en dernier lieu, au nombre des assignations fixes, le produit des droits de douane sur le tumbeki jusqu'à concurrence de 50.000 livres. C'est la seule assignation fixe que le conseil de la Dette a pu encaisser régulièrement depuis 1882. Ce droit est perçu par les préposés du fisc et le montant de l'assignation est réglé en traites sur la douane.

Comme on vient de le voir, la perception des assignations fixes ne s'est pas toujours faites très régulièrement et leur montant, du fait des circonstances, a plutôt diminué.

Toutefois, grâce à l'accroissement du produit des impôts et monopoles concédés, le conseil de la Dette a vu, d'année en année, augmenter le chiffre de ses encaissements. Ci-contre, nous donnons le tableau complet de ces encaissements pour les cinq revenus concédés depuis la fondation de cette administration jusqu'au dernier exercice dont les résultats sont connus. Aussi, en un laps de temps relativement court d'une vingtaine d'années, l'amortissement avait-il

complètement éteint la première série des titres représentatifs de la dette réduite, 62 o/o de la deuxième série, 18 o/o de la troisième et 7 1/2 o/o de la dernière.

Peu à peu cette administration a vu grandir son importance, grossir son budget et augmenter le nombre de ses fonctionnaires.

Elle constitue aujourd'hui une des administrations les plus importantes de la Turquie. L'État a utilisé ses services en lui confiant, depuis 1886, la perception de différentes taxes ou revenus non compris dans le décret du 8/20 décembre. Ces revenus, « gérés » (1) sont soumis à une comptabilité distincte des revenus « concédés » en 1881. On peut les diviser en quatre catégories qui comprennent :

a) Les dîmes affectées au paiement de la garantie kilométrique des concessions de chemins de fer d'Anatolie ou de Roumélie ;

b) Les dîmes secondaires : vallonées, opium, gomme adragante, etc., des sandjacks dont les dîmes principales (céréales) sont affectées aux garanties kilométriques des mêmes compagnies ;

c) Les surtaxes de 1 1/2 o/o (hisséi-iané) sur les dîmes des céréales et autres gérées par l'administration de la Dette, ainsi que sur les dîmes du tabac et de la soie ;

d) Enfin, les dîmes, contributions ou taxes quelconques affectées à la garantie du service d'un cer-

1. Le conseil de la Dette perçoit une commission de 5 o/o sur ces encaissements.

tain nombre d'emprunts que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

*Produit des cinq revenus concédés, administrés par le
Conseil de la Dette publique.*

Exercices	Produit total des cinq revenus
1882-1883	Ltq. 983.240
1883-1884.	— 1.041.883
1884-1885.	— 1.051.792
1885-1886.	— 1.058.819
1886-1887.	— 1.136.490
1887-1888.	— 1.114.841
1888-1889.	— 1.155.242
1889-1890.	— 1.212.578
1890-1891.	— 1.231.081
1891-1892.	— 1.290.485
1892-1893.	— 1.370.182
1893-1894.	— 1.421.842
1894-1895.	— 1.377.514
1895-1896.	— 1.346.697
1896-1897.	— 1.411.438
1897-1898.	— 1.425.943
1898-1899.	— 1.482.628
1899-1900.	— 1.458.492
1900-1901.	— 1.556.729
1901-1902.	— 1.539.678
1902-1903.	— 1.550.533
1903-1904.	— 1.621.136
1904-1905.	— 1.700.616
1905-1906.	— 1.934.854
1906-1907.	— 1.875.714
1907-1908.	— 1.874.203
1908-1909.	— 1.894.499
1909-1910.	— 2.072.621

1910-1911.	—	2.085.277
1911-1912.	—	2.293.328
1912-1913.	—	2.055.418
1913-1914.	—	2.525.645 (1)

1. Y compris, durant ces trois derniers exercices, les surtaxes sur le sel et les spiritueux dont la perception a commencé en août 1912.

CHAPITRE V

Les Emprunts de 1882 à 1908

§ 1

De 1854 à 1882, soit une période de vingt-huit ans, le total nominal des quinze emprunts émis avait atteint le chiffre de 235.768.544 livres turques; en y ajoutant le montant des titres dits « ramazan », soit 35 millions de livres turques qui constituaient également un emprunt fait directement auprès des porteurs auxquels on avait imposé un paiement en titres de leurs coupons et le total de la dette flottante, soit 20 millions de livres, on atteint le chiffre respectable de 290.768.544 Ltq.

Mais, sur ce chiffre nominal, il n'était rentré effectivement dans les caisses de l'État qu'environ 131 millions de livres ou 3 milliards de francs. Depuis la liquidation opérée par le décret de Mouharrem, c'est-à-dire depuis le 20 décembre 1881 jusqu'à l'avènement du nouveau régime en 1908, seize contrats d'emprunts et de conversions ont été passés. Le montant nominal des sommes empruntées, durant cette période, s'élève à 48.970.005 livres

turques (1) ; en y ajoutant la dette flottante enregistrée, évaluée à 19.531.089 (2), on arrive au chiffre de 68.491.094 liv. turques, montant de la dette nouvelle.

Cette dette nouvelle s'échelonne sur un nombre d'années à peu près égal à celui de la première période ; l'une compte, en effet, vingt-huit et l'autre vingt-six années. Le nombre d'opérations d'emprunt ou de conversion est à peu près le même ; la diffé-

1. Voici le tableau des emprunts conclus de 1882 à 1908.

Emprunts	Capital nominal	Intérêt
Douanes 1886..... Ltq.	6.500 000	5 0/0
Pêcheries 1888.....	1.650 000	5 —
Osmanié 1890.....	4.999.500	4 —
Conversion defense loan 1891.....	6.948.612	4 —
Priorité tombac 1893.....	1.000.010	4 —
Conversion des emprunts de 1854-1871 en 1894	9.033.574	3,25 —
Chemins de fer orientaux 1894.....	1.760.000	4 —
Obligations ottomanes 1896.....	3.272.720	5 —
Conversion douanes (1886) 1902.....	8 600.020	4 —
Conversion pêcheurie (1888) 1903.....	2.640.000	4 —
Bagdad 1 ^{re} série 1903.....	2 376.000	4 —
Excédent 75 0/0 D. P. O.....	2.750.000	4 —
Surtaxes 4 0/0 1901-1905.....	5.306.664	4 —
Tedjhzat-Askérié 1905.....	2.640 000	4 —
Bagdad 2 ^e série 1908.....	4.752.000	4 —
Bagdad 3 ^e série 1908.....	5 236.000	4 —
Total..... Ltq.	69.465.100	

De ce total, il y a lieu de déduire le montant des emprunts convertis :

Douanes 1886..... Ltq.	6 500.000
Pêcheries 1888.....	1.650.000
Defense loan 1877.....	4.714.000
Emprunts tribut d'Égypte 1854-1871.....	7.641 095
Ltq.	20.505.095

2. Chiffre officiel.

rence provient uniquement de l'importance du montant de chaque emprunt.

Vers la fin du règne d'Abd-ul-Aziz, le service des emprunts absorbait un peu plus de 13 millions de livres turques sur un budget total de 25 millions (1).

Vers la fin du règne d'Abd-ul-Hamid, le service de la Dette absorbe 6.026.419 livres non-compris : l'annuité de 358.000 livres de l'indemnité de guerre russe, les garanties des compagnies de chemin de fer (814.323 Ltq.), ni les emprunts à court terme et les intérêts de ces emprunts (1.143.200 Ltq.), soit en tout près de 8 millions et demi de livres sur un budget de recettes de 25 millions (2).

Il y a donc là une diminution notable dans le montant des arrérages servis qu'il faut attribuer pour une part à la réduction opérée par l'arrangement de Mouharrem du capital et de l'intérêt de la dette ancienne et pour une autre à une amélioration incontestable du crédit de l'Etat.

Cette amélioration provient-elle d'une réforme radicale du système financier et d'un nouveau mode de gouvernement qui aurait inspiré plus de confiance aux capitalistes ? Non pas. Le système financier, sous Abd-ul-Hamid, malgré des semblants de réformes, ne s'est pas modifié, non plus que le mode de gouvernement. Loin de s'améliorer, le mauvais état des finances publiques n'a cessé, au contraire, de s'aggraver sous son règne. Quoique, en

1. Chiffre officiel du budget de 1874-1875.

2. Chiffre inscrit dans le premier budget constitutionnel.

principe, l'administration financière incombât au ministère des Finances, une grande fantaisie présidait cependant dans la gestion de ce rouage administratif. Aucune concentration des revenus et des dépenses de l'Empire n'y existait. Chaque Ministère disposait de ses revenus propres. Et la plupart des gouverneurs ou valis, ainsi d'ailleurs que le Ministre des Finances, étaient obligés, sous peine de destitution, de faire parvenir, chaque fois qu'ils en étaient requis, le montant des revenus encaissés, au palais du souverain.

Avant toute autre dépense, le Sultan entendait que les revenus de l'État servissent à liquider les siennes propres. Et l'on sait quel était le luxe de sa maison où vivait tout un monde de fonctionnaires civils et militaires, de courtisans, de femmes et de domestiques. Le chiffre de sa liste civile, fixée officiellement à 18 millions de francs, fut, en réalité, indéterminé ; il atteignait souvent et dépassait le double de cette somme. Abd ul-Hamid puisait à sa convenance dans les caisses de l'État. Toutes les affaires et tous les revenus aboutissaient au palais, la Porte n'ayant plus la disposition de rien. « Il n'y avait de Trésor qu'au palais, de fonctionnaires régulièrement payés qu'au palais, d'armée entretenue que pour la garde du Palais, de souci gouvernemental que la sûreté et l'approvisionnement du palais ». Comme il était en outre assoiffé de richesses, il n'a cessé, durant les trente-trois ans de son règne, de se constituer une fortune colossale,

Enfin une armée d'espions était grassement rétribuée pour informer le souverain des opinions ou des actes de ses sujets et des sommes énormes étaient dépensées à acheter le silence de la presse (1).

D'autre part, un fonctionnarisme excessif n'avait pour résultat que d'obérer le Trésor sans assurer la bonne marche des services publics, et des fortunes scandaleuses s'édifiaient au détriment de l'État et du pays. On comprend que, dans ces conditions, il ne pouvait être question ni de budget, ni de contrôle.

« Un état des prévisions des dépenses était bien soumis chaque année à l'approbation du souverain, mais il avait à peine la valeur d'une indication. On y ajoutait, en cours d'exercice, toutes les dépenses que pouvaient réclamer les nécessités plus ou moins justifiées des services ou même les caprices du souverain.

» Quant aux recettes, les évaluations établies sans règle ni méthode, n'avaient d'ordinaire que des rapports très lointains avec les constatations réelles et surtout avec les recouvrements. Une bonne partie de ces recettes, d'ailleurs, ne venait pas jusqu'aux caisses du Trésor, chaque ministère, chaque service avait les siennes qu'il effectuait lui-même et qu'il appliquait directement à ses propres dépenses (2). »

1. Le grand vizir Saïd pacha, ayant recherché ce qu'en six mois les massacres de 1895-1896 avaient coûté au Trésor en allocations à certains journaux étrangers, a évalué à 235.000 livres turques, soit cinq millions et demi de francs environ, le total des sommes distribuées.

2. Ch. Laurent, *Conférence 1910* (École des Sciences politiques),

En réalité, le budget était considéré comme un redoutable secret d'État qu'on s'ingéniait à ne pas dévoiler. Il est vrai de dire qu'en le dévoilant, du même coup aurait apparu le chiffre du déficit chronique, déficit qu'on est parvenu à dissimuler d'ailleurs par des chiffres fantaisistes chaque fois que le besoin de contracter un emprunt et, par suite, la nécessité de rassurer l'opinion publique a amené le gouvernement à publier un état des recettes et des dépenses (1).

Certes, de même qu'il existait différentes administrations chargées des services civils ou judiciaires, de même il existait une administration financière avec des rouages complets. Ainsi le Ministère des Finances avait été créé en 1839 et réorganisé par la loi du 7 sefer 1297 (1879). Une Cour des Comptes avait été instituée en 1880. Enfin, l'on sait qu'Abd-ul-Hamid, inaugura le régime parlementaire en Turquie. Mais, des députés qui demandaient des comptes à ses ministres, il se débarrassa en prorogeant la Chambre *sine die*. La Cour des Comptes fonctionna bien durant tout son règne, mais elle ne comptait pas. Quant au Ministère des Finances, son rôle consistait en celui d'un « trésorier payeur pour la capi-

1. En 1913 (1896-1897), le directeur général de la Banque Impériale, alors sir Edgard Vincent, fit imprimer un projet de recettes et de dépenses équilibrées. Ce projet établi sur des bases assez fragiles avait cependant belle apparence. L'auteur était parvenu à équilibrer les dépenses et les recettes en supposant une réduction considérable des charges militaires. Aussitôt, le Sultan, par une promotion de généraux, s'empessa de montrer le cas qu'il faisait du conseil discret qui lui était ainsi donné.

taie ». Il n'était qu'un « décor fort délabré destiné à couvrir l'arbitraire et l'imprévu d'une certaine décence administrative, mais dépourvu de toute autorité sur la gestion des finances. Il ne centralisait pas les recettes, n'avait aucun contrôle sur les dépenses et n'essayait même pas d'équilibrer les unes avec les autres. En effet, l'une des particularités les plus frappantes de ce régime était sa suprême incohérence, son manque absolu d'unité. La totalité des dépenses n'était point gagée par la totalité des recettes, mais telle recette appartenait à tel service spécial. Par suite de ce système bizarre, des affectations spéciales qui ouvraient la porte à tous les abus, les revenus — ceux-ci non administrés par le conseil de la Dette — furent éparpillés entre les divers départements administratifs qui en disposèrent à leur gré pour assurer leurs dépenses, sans subir l'influence régulatrice du Ministre des Finances qui, le plus souvent, était même impuissant à pénétrer les mystères de leur comptabilité (1). »

En réalité, derrière une façade empruntée aux pays d'Occident, se sont continués le même désordre tant financier qu'administratif, les mêmes abus et les mêmes dilapidations que sous les deux règnes précédents. Des revenus, le maître avait fait trois parts fort inégales d'ailleurs : « Il en gardait la plus grosse pour ses besoins personnels, qui remplaçaient tous les besoins de l'État ; il abandonnait la plus faible à l'Islam, sous la forme de subventions directes ou

1. Heidborn, *les Finances ottomanes*, 1912.

indirectes à toutes les œuvres islamiques du dedans et du dehors ; la troisième, qu'il fit souvent égale à la sienne propre, il la versait régulièrement à l'Europe en achats militaires ou traitements à des fonctionnaires étrangers, en largesses et menues faveurs à la gent de Bourse, de presse ou de chancellerie, en garanties d'intérêts aux entreprises de la finance sans compter la corruption proprement dite de la gent parlementaire et politicienne en tous pays (1). »

A quoi donc est due l'amélioration du crédit ottoman que nous constatons durant cette période ? A deux causes principalement :

La première réside dans la baisse générale du loyer de l'argent qui a eu lieu dans le dernier quart du siècle dernier. Cette baisse, nous n'avons pas ici à en examiner les causes, mais nous nous contentons de la constater.

Quant à la seconde, elle est due à la création de l'administration de la dette publique ottomane. Cette administration dont nous avons parlé dans le chapitre précédent s'est rapidement développée et, par sa bonne organisation, son parfait fonctionnement, s'est attiré la confiance des porteurs de rentes ottomanes. Le gouvernement d'Abd-ul-Hamid sut immédiatement tirer parti de la confiance qu'inspirait cette institution en prenant l'engagement, dans la plupart des contrats d'emprunts passés sous son règne, de lui confier la perception des revenus affectés au service desdits emprunts.

1. Victor Bérard, *la Mort de Stamboul*, p. 219.

Lorsque ce service n'est pas confié à l'administration de la Dette, c'est pour l'être à la Banque Impériale Ottomane.

S'il'on se rappelle que les gouvernements d'Abd-ul-Medjid et d'Abd-ul-Aziz avaient, malgré les affectations stipulées, détourné ces revenus de leur destination, on comprendra l'importance de cette garantie.

Ce sont là les deux raisons essentielles qui ont permis aux ministres d'Abd-ul-Hamid d'emprunter, après la faillite de 1875, à des taux sensiblement inférieurs à ceux des emprunts précédents.

Emprunt « douanes » 1886. — D'un montant total de 6.500.000 livres turques, il avait pour but de rembourser différents créanciers parmi lesquels la Banque Impériale qui réclamait en capitaux et intérêts, au 28 février 1886, du chef de son compte courant et des allocations à elle dues, une somme de 7 millions et demi. Cette somme fut ramenée d'un commun accord à 4 millions et demi et un nombre de titres d'une valeur nominale équivalente fut cédée à la Banque en règlement de comptes. Quant aux 2 millions de valeurs restant, moins de la moitié. — 889 780 Ltq. — fut remise à différents créanciers et le reste fut cédé à 82 o/o à la Banque. Ils servirent, trois ans plus tard, à un second règlement de comptes. Les revenus affectés étaient :

a) Les revenus des contributions indirectes des cinq vilayets de : Aydine, Hudavindighiar, Beyrouth, Andrinople et Salonique ;

7° b) La part revenant au gouvernement dans les bénéfices de la société concessionnaire du monopole des tabacs. Cet emprunt a été converti en novembre 1902.

Emprunt « pêcheries » 1888. — Sept sortes de revenus furent assignés et affectés au service de ce petit emprunt de 50 millions de marks ou 1.650.000 livres turques, conclu au taux de 5 o/o d'intérêt plus 2 o/o d'amortissement.

Ces revenus étaient :

- | | |
|---|---|
| 1° Les droits de pêche ; | } des localités autres que celles déjà cédées à l'Administration de la Dette ottomane en vertu du décret du 8/20 décembre 1881. |
| 2° Les droits sur les permis de chasse ; | |
| 3° Les droits sur les permis de pêche ; | |
| 4° Les droits sur les permis de vente du tum-béki ; | |
| 5° Les dîmes sur les soies. | |

6° La quote-part du gouvernement ottoman dans les recettes à provenir des nouveaux actes soumis au timbre d'après le décret y afférent, promulgué en date du 17 zilcadé 1305 (14 juillet 1888) ;

7° Une affectation privilégiée sur la dîme des céréales du sandjak de Smyrne, pour la somme de 30.000 liv. turques.

Malgré la garantie qu'offraient ces revenus, dont l'encaissement et la gestion étaient confiés à l'Administration de la dette ottomane, l'emprunt ne fut pris ferme qu'au taux fort bas de 70 o/o par la « Deutsche Bank » et émis à 77 o/o en Allemagne. Il n'a jamais été coté en France.

L'on peut dire sans exagération que, de toute cette

seconde période, l'emprunt de 1888 est celui qui a été conclu au taux le plus onéreux, puisqu'il revenait à plus de 7 o/o. Aussi, a-t-il été converti en 4 o/o en 1903. Cet emprunt servit à régler diverses commandes d'armes faites en Allemagne.

Emprunt « osmanie » du 18-30 avril 1890. — Le contrat d'emprunt de 1890 avait pour but, d'une part, de convertir les titres du type 5 o/o de « priorité » créés conformément au décret de Mouharrem et qui se trouvaient en circulation à cette date pour un montant total de 5.841.260 livres sterlings et d'autre part, d'émettre un nouvel emprunt à 4 o/o.

La Banque ottomane qui assumait ces deux opérations prit ferme, à 75 o/o, les nouvelles obligations 4 o/o de priorité d'un montant nominal de 8.609.964 livres turques et appela les anciennes à la conversion. Le boni de 159.500 livres turques résultant de la différence entre l'annuité ancienne de 590.000 livres turques et l'annuité moindre de 430.500 livres nécessaire au service des nouvelles obligations fut affecté à un amortissement extraordinaire des quatre séries de la dette unifiée existant à cette époque. L'opération de conversion était accompagnée de l'émission d'un emprunt de 4.999.000 livres turques à 4 o/o mais le gouvernement n'en céda que la moitié environ. Elle fit l'objet d'une émission publique ; il se servit de l'autre moitié pour appeler à la conversion différents titres de la dette intérieure dénommés : Séhim, Dahiliés, etc., contractée à des taux d'intérêt extraordinairement élevés.

Les dîmes des céréales des sandjaks : de Brousse, Carahissar, Carassi dans le vilayet de Brousse et de Kir-Chéhîr, Caïssarié, Yozgat dans le vilayet d'Angora, ainsi qu'une affectation spéciale de 80.000 liv. à prélever annuellement sur le produit des douanes, furent assignés au service de cet emprunt qui nécessite, intérêts et amortissement compris, 240.975 liv. turques.

Cette opération, conçue et exécutée par Agop pacha Ministre des Finances, procura au Trésor une économie d'une trentaine de mille livres par an.

Conversion de l'emprunt « defense loan », 1891.
— L'emprunt « defense loan » avait été conclu en 1877 aux heures sombres de la guerre avec la Russie alors que le crédit de l'État était fort compromis. En 1891, le Ministre des Finances Agop pacha jugea le moment opportun pour une conversion de cet emprunt.

Les Maisons Rothschild frères, de Londres et de Paris prirent, avec la participation de la Banque Ottomane, l'opération à leur charge. Comme fort souvent, en pareil cas, la conversion comprit en même temps une émission. Il fut émis un nominal de 6.948.000 livres turques, ou 6.316.920 livres sterlings, alors que la valeur des titres en circulation ne dépassait pas 4.714.000 Ltq. ou 4.285.360 £. La cession ayant eu lieu à 90 o/o, il resta au gouvernement un boni brut de 1.399.598 £.

Les contractants chargés du service de l'emprunt reçoivent directement du gouvernement égyptien la

somme de 280.622 livres sterling prélevées sur le montant total du tribut égyptien.

Emprunt priorité tombac 4 o/o, 1893. — Les obligations de cet emprunt portent ce nom par suite de l'affectation au service de l'emprunt de la redevance fixe annuelle de la Société du tombac pour son monopole. Il fut cédé à 70 o/o à l'administrateur-délégué de ladite Société, M. G. de Zogheb, qui agissait au nom d'un groupe de banques et de banquiers. Son taux réel ressortait donc à près de 6 o/o. Outre la redevance dont nous venons de parler et s'élevant à 40.000 livres turques, la Société du tombac verse encore, pour parfaire le montant nécessaire au service en intérêts et amortissement de cet emprunt d'un million de livres turques, une seconde redevance uniforme de 11.500 livres turques (1). Comme le monopole de la Société expire en 1917, et que l'amortissement complet de l'emprunt ne peut avoir lieu qu'en une période de quarante et un ans en cas de non renouvellement de la concession, l'annuité précitée doit constituer la première charge de la concession future ou un premier prélèvement sur les recettes si l'État se chargeait de l'exploitation du monopole.

Emprunt de 40 millions de francs 1894. — Le gouvernement, ayant remboursé une avance de 21 millions de la Compagnie d'exploitation des chemins de fer orientaux portant intérêt à 5 o/o, conclut

1. En cas d'insuffisance, une délégation sur les douanes doit parfaire le versement.

avec un groupe de banques allemandes comprenant : la Deutsche Bank, la Wurtembergische Vereinsbank de Stuttgart, la Deutsche Vereinsbank de Francfort, la Wiener Bankverein, la Dresdener Bank de Berlin, et la Banque Internationale de Paris, un emprunt dont le montant ne dépassait pas 29.400.000 francs, le nominal de 1.760.000 livres turques, ou 40 millions de francs, ayant été cédé à 73 1/2 o/o. De telle sorte que le Trésor ne retira de l'opération que 325.198 livres turques. Le taux de 73 1/2 o/o auquel a été cédé cet emprunt paraît d'autant plus bas que le revenu affecté au service de l'intérêt (4 o/o), et de l'amortissement (0,35 o/o), ne le cède en rien à tout autre. Il consiste en la redevance de 1.500 fr., par kilomètre exploité et par an, soit 1.895.674 fr., qui forme le revenu minimum garanti au gouvernement par la Compagnie d'exploitation des chemins de fer orientaux sur le réseau composé des lignes suivantes et entièrement exploitées par elle :

Constantinople à Andrinople	—	Dedéagatch à Andrinople
Andrinople à Bellova	—	Salonique à Uskub
Tirnova à Yamboli	—	Mitrovitza (1).

Le succès de cet emprunt sur le marché parisien où il fut émis fut extraordinaire.

Conversion des emprunts de 1854 et 1871. — A la date de la conversion (4/16 mai 1894), les titres encore en circulation s'élevaient à la valeur de :

1. Conf. Art. 4 de la Convention en date du 10/22 décembre 1885, devant rester en vigueur jusqu'en 1958. L'amortissement est calculé de telle façon qu'il prend fin en même temps qu'expire la concession.

1.567.750 liv. sterl., pour le premier de ces deux emprunts et 5.378.700 liv. sterl., pour le second. Soit un total de £. 6.946.450 Mais le gouvernement ayant besoin, pour ses nécessités courantes, d'un minimum d'un demi-million de livres sterling, on ajouta au montant précité une somme de 1.265.890 livres qui porta le chiffre de l'emprunt à 8.212.340 liv. sterl. ou 9.033.574 liv. turques. Il fut cédé à 91 o/o au même groupe qui avait converti l'emprunt de 1877 gagé également sur le tribut d'Égypte : Maisons Rothschild frères de Paris et de Londres, pour une moitié et Banque Ottomane pour l'autre moitié. Émis à 94 o/o, cet emprunt est le premier et le seul conclu par le gouvernement ottoman au taux de 3 1/2 o/o. La chose est d'autant plus digne de remarque que ces deux emprunts conclus primitivement à 6 o/o avaient été une première fois convertis, l'un en 5 o/o et l'autre en 4 1/2 o/o en 1877.

Cette différence de taux doit être attribuée à la confiance inspirée par la solidité de l'affectation. Le tribut d'Égypte, a en effet, toujours été très régulièrement versé directement, selon les clauses du contrat, à la Banque d'Angleterre, chargée du service de l'emprunt.

Emprunt 5 o/o 1896. — Malgré l'amélioration du crédit de la Turquie, l'emprunt de 1896 n'a été conclu, deux ans plus tard, qu'à un taux réel de près de 6 o/o (exactement 5,88 o/o). C'est que, dans l'inter-

valle, de graves événements politiques (massacres d'Arménie, soulèvement crétois) avaient gravement compromis le crédit du gouvernement hamidien.

De cet emprunt de 3.272.720 livres turques, le Trésor ne retira, au taux de 85 o/o auquel la Banque Ottomane l'avait pris ferme, qu'un peu plus du tiers (1.170.351 Ltq.), le reste fut affecté comme suit :

1° 828.733 livres turques furent versées à la Société des raccordements de chemins de fer de Roumélie pour solde à elle dû par le gouvernement, en capital et intérêts, à la date du 1/13 février 1311 (1896).

2° 750.000 livres turques furent retenues par la Banque pour remboursement partiel des sommes dont elle se trouvait créancière ;

3° 32.727 livres turques ou 1 o/o du montant nominal de l'emprunt servirent à solder les différents frais d'émission et d'impression des titres.

L'annuité nécessaire au service des intérêts et de l'amortissement (1/2 o/o) s'élève à 180.000 livres turques.

Le gouvernement a affecté en garantie de cette somme les revenus suivants dont l'encaissement est confié à l'Administration de la dette ottomane :

1° 40.000 livres turques sur les revenus de la taxe des moutons du vilayet d'Aydine ;

40.000 Ltq. sur les revenus de la taxe des moutons du vilayet de Hudavendighiar ;

40.000 Ltq. sur les revenus de la taxe des moutons du vilayet de Salonique ;

80.000 Ltq. sur les dîmes de la Vallonée, des opiums et des huiles d'olive des sandjaks de Brousse, Karahissar et Karassi (vilayet de Hudavendighiar), des sandjaks de Smyrne, Saroukhan, Mentéchès et Denizli et du Muttessariflik de Bigha (Dardanelles).

2° Le droit de première hypothèque sur les lignes de chemin de fer construites par la Société de construction des lignes de raccordement des chemins de fer de Roumélie ;

3° La part revenant à l'État sur le produit net des recettes de l'exploitation de ces lignes.

Cet emprunt fut contracté pour couvrir les dépenses extraordinaires nécessitées par les événements d'Arménie. Il est amortissable en quarante-neuf ans, par voie de tirages semestriels, mais le gouvernement s'est réservé la faculté de le rembourser à partir de la dixième année.

Emprunt 5 o/o 1901. — Un intervalle de près de cinq ans sépare cet emprunt du précédent. Et malgré les avances faites au gouvernement par les différents établissements de crédit, il est clair qu'il n'aurait pu se passer, durant ce laps de temps, de contracter un emprunt extérieur sans l'indemnité de guerre de 4.000.000 de livres (91.200.000 fr.) versée par le Grèce en conséquence du traité du 18 septembre 1898 qui mit fin à la guerre turco-grecque.

L'emprunt de 1901, d'un nominal de 1.254.000 liv. turques n'a pas été émis à cette date, mais seulement quatre ans plus tard, après avoir été converti une

première fois en 4 o/o (1) et porté à la somme de 2.666.664 livres turques. En 1905, son montant fut joint à celui du nouvel emprunt qui fit l'objet d'une émission. C'est ce qui explique que, lorsqu'on examine un cote des valeurs ottomanes, on trouve l'emprunt de 1901 relié par un trait d'union à celui de 1905.

Les titres créés par le contrat de 1901, au nombre de 57.000, servirent, mi-partie (36.000) à dégager un nombre égal d'obligations de l'emprunt de 1896, remis conformément à une convention du 17/29 août 1899 à la Banque Ottomane pour servir de gage à une avance de un million de livres turques, et mi-partie (21.000) à rembourser différentes créances de la Banque, telles que : avances, allocations statutaires et intérêts de quatre années (1314 à 1317). Enfin, le gouvernement en retira aussi, indirectement, une somme de 14.400.000 francs, sous forme d'avance à valoir sur le montant des susdites obligations de l'emprunt de 1896, rétrocédées à la Banque au prix de 450 francs l'une. Les revenus affectés sont les suivants :

1° Une surtaxe de 1/2 o/o supplémentaire prélevée pour le compte du gouvernement par l'administration de la dette publique ottomane sur toutes les dîmes dont elle a la gestion.

2° Les affectations suivantes sur les dîmes des sandjaks et kazas ci-après désignés :

1. En novembre 1903.

Sandjak de Mentéché (Aydine)	Liq.	32.000
Caza d'Ayntab (sandjak d'Alep).	—	20.000
— de Djouma (sandjak de Serfidjé).	—	9.500
— de Serfidjé (sandjak de Serfidjé).	—	3.600
— de Rikka (sandjka d'Alep).	—	3.500
Soit.		68.600

Leur encaissement est confié à l'Administration de la Dette qui doit les verser à la Banque Impériale chargée du service de l'emprunt.

Conversion de l'emprunt douanes 5 o/o 1886. —

Le contrat de conversion du 28 septembre/11 octobre 1902 porte émission d'un emprunt de 8.600.000 livres turques (195.455.000 fr.) à 4 o/o. Les titres encore en circulation de l'emprunt 1883 ne s'élevant qu'à la somme de 5.132.666 livres turques, il restait au gouvernement, sur le produit de la vente ferme à 80 o/o, et tous frais de timbre et d'émission déduits, un reliquat de 1.618.350 livres turques auxquels s'ajoutèrent 322.834 livres turques provenant du fonds de rachat pour l'amortissement de l'emprunt primitif et non employées.

Soit un total de près de 2 millions de livres turques. La garantie des intérêts et de l'amortissement, ramenée de 1 à 1/2 o/o, s'élevant à 390.000 livres turques, est toujours constituée par une assignation sur les mêmes revenus que pour l'emprunt converti (v. p. 106).

Contrat de conversion de l'emprunt pêcheries 5 o/o (1903). — La conversion de l'emprunt pêcheries de 1888 servit de prétexte à l'émission d'un emprunt

de plus du double du montant des titres en circulation qui s'élevaient à 18.042.400 marks. L'émission totale comprenait, en effet, 120.000 obligations de 408 marks, soit 48.960.000 marks que la Deutsche Bank prit ferme à 81 1/2 0/0. Le gouvernement réalisait donc une opération avantageuse au point de vue du taux auquel il contractait le nouvel emprunt. Alors que le premier, de 1888, avait été contracté à un taux réel de 7, 14 0/0, le gouvernement empruntait cette fois-ci à 4, 90 0/0. En treize ans, son crédit s'était amélioré de 2,24 0/0.

Les affectations de cet emprunt de conversion restaient les mêmes que dans le contrat de 1888. Mais, vu le chiffre total du nouvel emprunt, qui atteignait 2.640.000 livres turques, l'amortissement fut échelonné sur une période de cinquante-cinq ans au lieu de vingt-cinq, avec un taux de 1/2 0/0 seulement.

Emprunt de 4 0/0 1903, du chemin de fer de Bagdad (1). — PREMIÈRE SÉRIE. — Cet emprunt fut conclu pour fournir à la Société du chemin de fer de Bagdad le moyen de se procurer le capital indispensable et de commencer les travaux de construction du premier tronçon de 200 kilomètres de la ligne Konia-Bagdad. A cet effet, la totalité des titres, d'un mon-

1. Le chemin de fer de Bagdad est la continuation et le prolongement jusqu'à Bagdad de la ligne Constantinople-Konia en pleine exploitation depuis nombre d'années. La première convention passée au sujet de sa construction entre le gouvernement ottoman et le Président du Conseil d'Administration des chemins de fer d'Anatolie, Dr Siemens, est du 27 novembre 1899. Toutefois l'iradé définitif du Sultan approuvant la convention ne date que du 16 janvier 1902.

tant de 2.376.000 livres turques ou 54 millions de francs, fut remise à la Société en paiement de la subvention kilométrique annuelle de 11.000 francs consentie par le gouvernement, subvention qui se trouvait ainsi garantie par les arrérages des titres susdits.

L'emprunt fut pris ferme par la Deutsche Bank, et l'administration de la dette publique ottomane chargée de la perception et du versement à cette banque du montant des revenus affectés au paiement régulier de l'intérêt et de l'amortissement (0,087 0/0) s'élevant à un total de 97.120 livres turques. Ces revenus sont les suivants :

1 ^o Dîmes du caza de Tcheshmé, dans le vilayet d'Aydine.	12.000 liv. turq.
Dîmes du caza de Hillé, dans le vilayet de Bagdad.	12.000 —
Dîmes du caza de Mossoul, dans le vilayet de Mossoul . . . ,	6.000 —
Dîmes du caza de Mardine, dans le vilayet de Diarbekir.	6.000 —
Sur les dîmes des sandjaks d'Ourfa et d'Alep, l'affectation d'un minimum de . .	70.000 —

2^o Le gouvernement affecte en second lieu sa part dans les recettes brutes de la section de 200 kilomètres Konia-Boulgourlou, en conformité des articles 35 et 40 de la convention concessionnaire (1).

3^o Enfin, de son côté, la Société du chemin de fer de Bagdad affecte également à l'emprunt :

1. Art. 35 et 40 de l'acte de concession du 20 février 1318 (5 mars 1903) de la Société du chemin de fer ottoman d'Anatolie :

Art. 35. — Le gouvernement impérial ottoman affecte encore d'une façon irrévocable et inaliénable aux porteurs des titres

a) La première section de 200 kilomètres Konia-Eregli de la ligne ainsi que le matériel roulant y afférent ;

b) Sa part dans les recettes de la section après le paiement des frais d'exploitation.

Les garanties qui précèdent furent jugées bonnes, puisque l'emprunt reçut un accueil satisfaisant et put être placé sur les marchés allemands, le 14 octobre 1904, à 86, 40 0/0.

d'État précités la part lui revenant dans les recettes brutes de ladite ligne (Konja-Bagdad-Golfe Persique).

Si la recette kilométrique brute de la ligne dépasse 4.000 francs, mais sans dépasser 10.000 francs, l'excédent au delà de 4.500 francs reviendra entièrement au gouvernement impérial.

Si la recette kilométrique brute dépasse 10.000 francs, la partie jusqu'à 10.000 francs, devant toujours être partagée comme il est dit plus haut, les 60 0/0 de l'excédent, au delà de ces 10.000 francs, reviendront au gouvernement impérial et les 40 0/0 à la Société. Pour les divers emprunts à émettre pour l'exécution des différentes sections de chemin de fer, la masse commune sera faite des recettes revenant au gouvernement de façon à ce que le montant disponible reste affecté à la communauté des titres de ces mêmes emprunts dans la proportion du montant primitif nominal de chaque emprunt. Aussitôt après le paiement des coupons et de l'amortissement des titres d'État émis, le surplus des recettes appartenant au gouvernement impérial ottoman sera versé à celui-ci chaque année après accomplissement des formalités prévues à l'article 40 de la présente convention.

Art. 40. — Le concessionnaire remettra au ministère des Travaux publics, dans le courant du mois de janvier de chaque année, les comptes des recettes préalablement vérifiés et approuvés par le commissaire impérial sur la base desquels les sommes revenant au gouvernement impérial ottoman et à la Société seront déterminés en conformité de l'article 35 de la présente convention.

Aussitôt que le montant de la part du gouvernement dans ces recettes sera établi, la Société impériale ottomane du chemin de fer de Bagdad en fera le versement pour le compte du service de l'emprunt ou des emprunts d'État à l'Administration de la Dette publique ottomane et celle-ci remettra en effectif au gouvernement impérial ottoman tout surplus qui restera disponible au delà des sommes exigées pour le paiement du coupon échéant le 1^{er} septembre de l'exercice en cours.

§ 2

Le décret-anneve d'unification et de conversion du 1/14 septembre 1904. — Nous avons vu qu'à la suite de l'arrangement intervenu en 1881 entre les porteurs de fonds ottomans et le gouvernement, arrangement sanctionné par le décret dit de Mouharrem, il avait été institué une Administration de la Dette ottomane, avec, à sa tête, un Conseil chargé de l'administration et de l'encaissement des revenus concédés par le dit décret. Cependant, le concordat entre l'état et ses créanciers avait été signé à la suite d'une faillite financière, en d'autres termes, dans des circonstances fort défavorables pour l'État. De telle sorte que les créanciers avaient pu s'assurer les plus grands avantages. Ainsi non seulement ils avaient obtenu la cession d'une manière définitive et irrévocable jusqu'à complète extinction du capital réduit de la Dette des meilleurs de ses revenus et même ses ressources futures pouvant provenir de réformes législatives (douanes, patentes), mais s'étaient en outre attachés son concours en lui faisant prendre, dans le décret, l'engagement « de donner au conseil toutes les assistances générales » et d'aider efficacement à la répression de la contrebande. Comme un semblant de compensation, en échange de cette assistance, il avait été stipulé que l'État aurait également sa part dans les excédents de revenus. Malheureusement ce quantum avait été fixé de telle sorte que le gouvernement ne

pouvait jamais participer, et l'expérience le démontra, aux plus-values pouvant résulter de son concours. En effet, l'article 12, § 4 du décret de Mouharrem stipule qu'au cas où le produit desdits revenus (concedés) dépasse 4 o/o dudit capital pour intérêt et 1 o/o du même capital pour amortissement, soit en tout 5 o/o, le surplus sera versé au Trésor. Or, le capital réduit de la Dette s'élevant à 117 millions de livres turques, les 5 o/o de cette somme représentent 5. 850. 000 livres turques. Il fallait donc que le montant des revenus concedés dépassât ce chiffre pour que le gouvernement pût recueillir sa part.

A la veille de l'unification, le rendement des revenus concedés ne dépassait pas 2.126.000 livres turques et c'était déjà là un maximum.

La raison de cette énorme différence entre les prévisions des rédacteurs de l'acte de 1882 et les revenus réels encaissés par la suite réside en partie dans ce fait, que d'une part, le montant de la contribution à la dette turque des différents pays balkaniques détachés de l'Empire et érigés en royaumes ou principautés ne fut pas fixé par la suite et que, d'autre part, les puissances se refusèrent de soumettre leurs ressortissants à de nouvelles lois fiscales. Nous croyons cependant que, quand bien même les parts contributives de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro eussent été fixées, quand bien même les puissances eussent consenti à l'application de la loi des patentes à leurs ressortissants, le montant des revenus concedés ne pouvait pas atteindre le total

susdit de près de six millions de livres turques.

Quoi qu'il en soit, le décret n'intéressant pas le gouvernement dans les plus-values en deça de ce chiffre, il était naturel qu'il ne témoignât que de l'indifférence pour la gestion du conseil. Et cependant, il est clair qu'une collaboration étroite avec les délégués des porteurs ne pouvait avoir qu'une influence des plus heureuses sur le rendement des revenus concédés qui, par suite des dispositions de l'article 12 § 4, du décret de Mouharrem, souffraient de stagnation.

La stagnation des revenus n'était pas la seule conséquence de l'état de choses créé par l'acte de 1882, il y avait encore pour les porteurs de rente turque un autre inconvénient.

Les créanciers de 1881, après les dures épreuves qu'ils avaient traversées, n'avaient eu qu'une idée : sauver le plus possible de leur capital et rentrer le plus tôt possible dans leur avoir. C'est ce qui explique les interminables querelles des différents groupes de porteurs de rentes et finalement le classement des divers types d'obligations en quatre séries, classement qui avait eu pour base essentielle la valeur des affectations respectives de chaque emprunt. Cependant, depuis 1881, les choses avaient complètement changé de face. Le respect de ses engagements par la Porte, l'excellente administration du conseil qui était parvenu en une période de dix ans, de 1882 à 1892, à doubler, tripler et même quintupler le rendement des revenus à lui confiés,

avaient opéré un revirement profond dans les esprits. La méfiance à l'endroit des valeurs ottomanes provoquée par le krach de 1876 s'était peu à peu dissipée. D'année en année, le crédit ottoman s'était amélioré. Alors qu'aux environs de 1881 le gouvernement trouvait difficilement à emprunter à des taux de 6 et 7 o/o, ultérieurement il lui avait été aisé de se procurer de l'argent à des taux plus modérés. Insensiblement les valeurs ottomanes, tant les séries que les différentes autres émissions, considérées généralement comme valeurs de second ordre et de spéculation s'étaient transformées en titres d'épargne que les capitalistes tenaient à garder en portefeuille.

Or, le décret de Mouharrem avait eu pour principal objectif de mettre à la disposition du Conseil de la Dette les moyens d'amortir successivement et en un laps de temps relativement court les différentes séries d'obligations. Même l'intérêt avait été sacrifié à l'amortissement ; au bout de vingt ans, alors que l'intérêt servi aux porteurs n'avait jamais dépassé 1 o/o, l'amortissement atteignait déjà 0,65 o/o du capital réduit de la Dette. C'est ainsi que le conseil avait pu, durant cette période, amortir toute la série A, les deux tiers de la série B et une grande partie des deux autres séries en ne servant toujours aux porteurs qu'un intérêt minime de 1 o/o. Dans ces conditions, toute mesure pouvant amener un ralentissement de l'amortissement et une augmentation du taux de l'intérêt ne pouvait être que favorablement accueilli par les porteurs.

Ainsi donc, le gouvernement, aussi bien que les mandataires des porteurs avaient, pour des raisons opposées, intérêt à une modification de l'état de choses créé par le décret de Mouharrem.

Par ailleurs, notons que le gouvernement avait un pressant besoin de conclure un emprunt ; il cherchait en outre de nouvelles ressources susceptibles d'être affectées au service de la garantie kilométrique du chemin de fer Konia-Bagdad-Golfe Persique.

Au début de 1901, il invita un financier français notoire, feu M. Rouvier, à étudier et à présenter un projet de conversion et d'unification des titres des séries.

Le plan général du projet que ce dernier soumit peu après, comportait l'émission de 32.175.000 livres turques de titres nouveaux productifs d'un intérêt de 4 o/o avec 0,75 o/o d'amortissement. L'échange avec les titres anciens devait se faire d'après un taux fixé à 66, 37 et 35 o/o respectivement de la valeur nominale des séries B C et D.

Le projet comportait en outre la garantie du gouvernement pour le service des arrérages jusqu'à la somme de 2.289.000 livres turques, au delà desquelles les excédents de revenus devaient être attribués : 75 o/o, au Trésor et 25 o/o à l'administration de la Dette.

Mais le gouvernement qui n'avait aucune part dans l'administration des revenus concédés ne pouvait évidemment accepter de garantir un montant

quelconque de revenus. Aussi, malgré que le projet eût son agrément dans ses lignes essentielles, il fut, — et avec raison — intransigeant sur la question de la garantie.

D'ailleurs, l'auteur du projet ayant été bientôt après nommé ministre des Finances, les choses en restèrent là.

Deux ans plus tard, la direction de la Banque Ottomane, mandatée par la Banque Française pour le commerce et l'industrie, et le Comptoir National d'Escompte reprit les négociations à Constantinople, sur la base du projet Rouvier remanié.

Le nouveau projet, conformément aux vœux du gouvernement, ne comportait plus la garantie. Mais, comme l'annuité de 2.289.000 livres turques était supérieure à la moyenne des recettes du Conseil, pour permettre de maintenir l'intérêt à 4 o/o, le taux de l'amortissement y était abaissé à 0,45 o/o. Pour toutes éventualités d'insuffisance de recettes, il y était institué un important fonds de réserve. Malgré ces modifications, le gouvernement formulait toujours contre le projet certaines objections et avant tout, désirait tirer de la conversion d'importantes ressources immédiates.

Le conseil de la Dette réussit à forcer la main au gouvernement d'ingénieuse façon :

L'article 10 §§ 12 et 13 du décret de Mouharrem stipulait :

« Le Conseil de la Dette déterminera dans les délais voulus, conformément aux principes établis

ci-dessus, les taux d'intérêt et d'amortissement payables chaque semestre, de façon à ce que les échéances du 1/13 septembre et du 1/13 mars soient toujours ponctuellement satisfaites. Il aura le droit de réserver sur les sommes disponibles pour le service de l'intérêt les fractions nécessaires pour égaliser le montant de l'intérêt dans les semestres suivants. »

Or, depuis plusieurs années, le total des revenus encaissés par le conseil, non seulement suffisait à servir un intérêt de 1 0/0 sur le montant réduit de la Dette, mais laissait en outre un excédent. Ces excédents totalisés dépassaient, en 1903, 800.000 livres turques, somme qui était évidemment suffisante pour permettre d'attribuer en sus de 1 0/0 un intérêt supplémentaire de 0,25 0/0. Le conseil se basant sur le dernier paragraphe précité de l'article 10, avait, jusqu'alors, ajourné la distribution de ce supplément d'intérêt. Mais il savait que le gouvernement était opposé à toute distribution d'un intérêt supplémentaire. Il fit donc connaître son intention en février 1903, de distribuer aux porteurs des séries 1/4 0/0 d'intérêt en plus. Le gouvernement opposa son veto. Un conflit surgit. C'est ce que voulait le Conseil. Conformément à l'article 14 (1) du décret,

1. « Toute contestation qui viendrait à surgir entre le Gouvernement impérial et le Conseil au sujet de l'interprétation et de l'exécution du présent décret, sera soumise au jugement de quatre arbitres nommés de part et d'autres, lesquels arbitres éliront un sur-arbitre pour les départager le cas échéant.

« Le jugement arbitral sera souverain et sans appel. »

de Mouharrem, toute contestation ne peut être tranchée que par un tribunal arbitral. Lord Alverstone, lord chief Justice d'Angleterre, fut désigné sur-arbitre pour départager les arbitres des deux parties.

La sentence favorable à l'augmentation de l'intérêt allait rendre l'unification impossible en provoquant la hausse des titres et en nécessitant ainsi l'émission d'un emprunt fort supérieur au chiffre prévu. Devant cette éventualité, le gouvernement dut se montrer conciliant.

Il se contenta d'une avance immédiate de 300.000 livres turques à valoir sur une avance totale de un million et un emprunt de deux millions et demi de livres sterlings garanti par la part de 50 0/0 lui revenant dans les excédents.

L'accord entre le consortium des banques et le gouvernement fut sanctionné le 2 juin 1903 par décret impérial approuvant le projet d'unification. Tout n'était pas fini cependant. L'article 5 du décret de Mouharrem stipulait :

« Le Conseil d'administration aura le droit, d'accord avec le Gouvernement impérial ottoman de procéder à la conversion de la totalité ou d'une partie de la Dette fixée à l'article 3. Toutefois, cette opération est subordonnée : En Angleterre, au consentement d'une majorité représentant les trois quarts de la valeur de chaque emprunt à convertir ou, à son défaut, au consentement de la majorité simple desdits porteurs, avec la sanction du « Council of Foreign Bondholders » ;

» En France, en Allemagne et en Autriche-Hongrie, au consentement des syndicats des établissements financiers qui ont adhéré à la communication du gouvernement impérial du 23 octobre 1880 et, s'il y a lieu, à la sanction de la majorité des porteurs donnée en assemblées publiques ;

» En Italie, au consentement des Chambres de commerce du Royaume et, s'il y a lieu, à la sanction de la majorité des porteurs donnée en assemblées publiques. »

Les porteurs français, allemands, austro-hongrois et italiens acceptèrent sans difficulté les conditions de la conversion.

Alors qu'ils n'avaient jamais touché plus de 1 franc d'intérêt pour 100 francs de leur capital nominal et qu'ils allaient toucher désormais tout au plus que 1,25 0/0 de ce même capital, l'unification leur assurait un revenu fixe de 4 0/0. C'est-à-dire qu'aux taux d'échange de 70, 40 et 37 1/2 0/0 fixé pour chacune des séries B C et D, par le projet définitif de conversion, chaque 100 francs de capital nominal en séries allait respectivement recevoir 2 fr. 80, 1 fr. 60 et 1 fr. 50 d'intérêt au lieu de 1 franc ou de 1 fr. 25.

Cependant, les porteurs anglais, hostiles dès le début au projet d'unification, élevèrent différentes objections.

Détenteurs surtout des titres de la série C, ils exigeaient que le taux d'échange des titres de cette série avec les titres nouveaux ne fût pas inférieur à 42 1/2 0/0. Ils demandaient, en outre, que la somme

annuelle nécessaire au service de la dette unifiée fût garantie par le gouvernement. On fit droit à la première de leurs réclamations et le taux d'échange de la série C fut élevé à 42 o/o. Quant à leur seconde demande, le gouvernement, tout en la rejetant, promit comme compensation, afin d'augmenter les recettes du Conseil, une nouvelle loi du timbre. Les porteurs anglais acquiescèrent. L'entente ayant pu être ainsi obtenue de toutes les parties intéressées, les délégués du gouvernement, Fêrid pacha, grand vizir et Réchad pacha, ministre des Finances, et le délégué du Conseil d'administration de la dette ottomane, Sir Babington Smith, signèrent l'acte du 1/14 septembre 1319 (1903) intitulé décret-annexe.

Aux termes de l'article premier de cet acte, il est créé, en représentation des titres des séries B C et D en circulation au 1/14 septembre 1903, 1.488.126 obligations nouvelles formant ensemble un montant nominal de 32.738.772 livres turques ou 29.762.520 livres sterlings. Ces obligations rapportent un intérêt de 4 o/o et sont dotées d'un fonds d'amortissement de 0,45 o/o. Elles jouissent entre elles de droits et privilèges identiques et les anciennes distinctions existant entre les trois séries sont abrogées.

L'échange des séries étant fixé par le décret dans les proportions suivantes :

Pour 100 liv. nominales série B, 70 liv. nominales en titres nouveaux ;

Pour 100 liv. nominales série C, 42 liv. nominales en titres nouveaux ;

Pour 100 livres nominales série D, 27 1/2 livres nominales en titres nouveaux ; le nouveau capital à émettre se montait à la somme de 31 051.565 livres turques.

Voici, en effet, le montant détaillé des trois séries en circulation :

Série B.	4.158.023	livres turques
Série C.	27.354.470	—
Série D.	<u>44.405.527</u>	—
Total. . .	75.918.020	livres turques

lesquelles, converties aux taux ci-dessus indiqués, nécessitaient respectivement :

La série B. . .	2.910.616	livres turques
La série C. . .	11.488.877	—
La série D. . .	<u>16.652.072</u>	—
Total. .	31.051.565	livres turques

Or, le total des titres émis représente la somme de 32.738.772 livres turques ; la différence : 1.687.206 livres, moins 300.000 livres turques à déduire pour être versées au fonds de réserve, représente suivant les termes de l'article 2 du décret-annexe *les frais de l'opération*. Enfin, le même article stipule à la charge du gouvernement l'obligation de verser à la dette ottomane « une somme de 100.000 livres sterlings ». Il reste entendu que « les nouvelles obligations jouiront de tous les droits, et privilèges et garanties concédés par le décret de Mouharrem. » Leur service (intérêt à 4 0/0 et amortissement à 0, 45 0/0) néces-

site une somme annuelle de 1.456.875 livres turques. Il faut y ajouter l'annuité des « obligations de priorité 4 o/o », soit 430.500 livres turques et celle des lots turcs fixée par le décret annexe à 270.000 livres, ce qui fait un total de 2.157.375 livres turques nécessaire au service de la dette convertie unifiée.

Quant aux excédents de recettes nettes, au-dessus de ce chiffre, ils doivent être partagés conformément à l'article 7 du décret entre le gouvernement et la dette publique ottomane dans les proportions suivantes :

75 o/o au Gouvernement ;

25 o/o à la Dette publique ottomane. 60 o/o de cette dernière part est appliqué à un amortissement extraordinaire des obligations de la dette convertie unifiée et 40 o/o à un amortissement extraordinaire des lots turcs.

Comme compensation au refus du gouvernement de garantir le minimum de recettes de 2.157.375 liv. turques, le décret institue un fonds de réserve auquel, dit l'article 7, seront versés :

a) Toute somme existant au 1/14 septembre 1903 au compte appelé « fonds de réserve pour augmentation du taux de l'intérêt » conformément aux comptes à rendre par ledit conseil ;

b) Une somme de 300.000 livres turques au moins à prélever sur le produit des nouveaux titres ;

c) La somme de 150.000 livres turques à verser par

le gouvernement ottoman à raison de 15.000 livres turques par an, à partir de 1319 (1904) (1).

d) Les intérêts même du fonds.

Si, au cours d'un exercice, il venait à se produire une moins-value dans les recettes au-dessous du chiffre de 2.157.375 livres turques, toute insuffisance devra être prélevée sur les intérêts et, au besoin, sur le principal fonds de réserve ; puis, ces prélèvements seront remboursés au moyen de la part de 25 o/o échéant à l'Administration de la Dette, sur le montant des excédents et destinée aux amortissements extraordinaires prévus.

Hâtons-nous d'ajouter que cette éventualité prévue par le décret annexe, ne s'est pas réalisée. Tout au contraire, le conseil n'a eut à enregistrer que d'importantes plus-values de recettes, bien au-dessus du minimum de 2.157.375 livres turques, fixé pour le service de la Dette.

Sitôt que le fonds de réserve aura atteint le total de 2 millions de livres turques, ses intérêts entreront dans les recettes générales de l'Administration de la Dette (2). La réserve sera ramenée au chiffre de 1 million de livres turques et l'excédent sera tenu à la disposition du gouvernement lorsque la dette unifiée sera réduite à 16 millions livres turques. Enfin, à l'extinction de la dette convertie unifiée et

1. Depuis 1911, le gouvernement a le bénéfice de la somme annuelle de 15.000 livres turques, le fonds de réserve ayant atteint, à cette date, le maximum de 2 millions prévus par le décret.

2. C'est ce qui a eu lieu en 1910.

des lots turcs, le montant de la réserve fera retour à l'État.

Voilà pour les titres des séries. Le décret d'unification s'occupe également des deux autres titres d'emprunts compris dans le décret de Mouharrem : les « lots turcs » et les « obligations de priorité ».

En ce qui concerne les premiers, il leur assigne :

1^o Une annuité de 250.00 livres turques ;

2^o Les montants des primes et amortissements des lots rachetés ou à racheter par le Conseil de la Dette ;

3^o 40 0/0 de la part revenant à la dette publique sur les excédents des recettes.

Ces sommes totalisées serviront :

D'abord, à rembourser à chaque tirage les titres sortis sans prime à raison de 60 0/0 de leur valeur nominale, soit 240 francs l'un et, pour les titres primés, à raison de 100 0/0 de la valeur de la prime.

En second lieu, à effectuer des amortissements par des rachats en Bourse. Ces rachats devant s'effectuer à un prix maximum fixe de 240 francs ; au cas où les cours seraient supérieurs à ce chiffre, « les sommes disponibles seront placées par le Conseil de la Dette jusqu'à ce que les dites sommes permettent au conseil de procéder avec le consentement du Gouvernement à un tirage extraordinaire. »

Quant aux « obligations de priorité », le droit de conversion du gouvernement ayant été réservé lors de la première conversion de ces obligations, en 1890 (1), conformément à ce droit, le décret-aunexe

1. Art. 35 de la Convention du 18/30 avril 1890.

prévoyait une nouvelle conversion de ces obligations en obligations de la dette convertie unifiée, conversion qui a eu lieu en juin 1906.

L'arrangement sanctionné par le décret-annexe a mis fin, d'une façon heureuse, à une période de tension entre le gouvernement et le Conseil de la Dette. Par cet acte, l'État est devenu un véritable associé des porteurs de rentes ottomanes. Il est désormais intéressé à la plus-value des recettes qui sont administrées par le Conseil de la Dette.

Alors que sous le régime du décret de Mouharrem l'État ne devait rentrer en possession des revenus aliénés qu'à l'extinction totale de sa dette, par suite des dispositions du décret-annexe, il doit reprendre progressivement possession de ces mêmes revenus. Il profitera des disponibilités plus importantes résultant chaque année du remboursement de sa dette. Les porteurs des séries acceptèrent deux sacrifices :

En premier lieu, l'abandon au Trésor ottoman des $\frac{3}{4}$ des excédents pouvant se produire dans les revenus une fois leur coupon payé et, par ailleurs, une réduction notable sur le montant *nominal* de leur créance. En effet, depuis 1881, date de la promulgation du décret de Mouharrem, il avait été amorti ou prescrit pour 25.530.389 livres de séries. Il en restait donc en circulation pour 75.918.020 livres (1). Or, au taux d'échange fixé, le capital converti ne s'élève qu'à la somme de 31.051.566 livres. C'est

1. Le décret de Mouharrem ayant fixé le chiffre de la dette consolidée à 101.448.409 livres turques (Voir *Supra.*)

donc 44.866.453 livres turques ou 59 0/0 de ce qui leur était dû, dont les porteurs de séries ont fait remise gracieuse à l'État.

Par contre, leur situation au point de vue placement est devenue bien meilleure qu'elle n'était avant l'unification, puisqu'ils touchent 5 0/0 au cours de 80, alors que les anciennes séries à la parité de :

56	pour la série B.	
33,60	—	C.
et 30	—	D.

correspondant à l'unifié à 80, ne rapportaient respectivement à 1 0/0 sur le nominal, que :

1,78	1/2 0/0	pour la série B.	
2,97	1/2 0/0	—	C.
3,33	0/0	—	D.

Emprunt 4 0/0 de 2.750.000 livres turques. — Complémentairement à l'opération de conversion des séries B. C. D., et le jour même (4/17 sept. 1903), où paraissait l'iradé sanctionnant le projet de décret de conversion, était signé le contrat d'emprunt de 2 1/2 millions de livres sterling. L'emprunt cédé à option, à 82 1/2 0/0, lequel taux fut ultérieurement abaissé à 80 0/0 (non compris 1 1/2 0/0 pour commission et frais), au consortium de l'unification, Banque Ottomane, Comptoir d'Escompte et banque Rouvier, ne fit pas l'objet d'une émission publique. Une partie des titres (66.000), furent donnés en nantissement d'une avance immédiate de 1 million de livres sterling laquelle, un an et demi après fut portée à 1.100.000. Une autre partie (50.000), servit, le 8 mai 1905 —

lors de l'émission de l'emprunt 1901 — 1905 — à remplacer 45.000 obligations de l'emprunt de 1901 remis à la Banque Ottomane en nantissement du compte-courant statutaire du Trésor.

Le montant de la part de 75 0/0 sur les excédents de recettes revenant au gouvernement conformément au nouveau décret-annexe fut affecté, en garantie du service des intérêts et de l'amortissement (1/2 0/0), s'élevant à 123.750 livres turques.

Contrat de conversion du 6/19 novembre 1903. — Cette conversion des titres de l'emprunt 5 0/0 de 1901, ne donna également lieu à aucune émission, et l'emprunt de 1905 ci-dessous englobe les nouveaux titres qui furent créés en vertu de ce contrat. Les obligations de l'emprunt de 1901, furent annulées et remplacées par de nouvelles rapportant, 4 0/0 d'intérêt, d'un montant de plus du double, soit : 2.666.664 livres turques.

Sur les 121.212 nouvelles obligations créées, 71.250 furent remises à la Banque Impériale en nantissement du compte-courant du Trésor et échangées contre 57.000 titres de l'emprunt de 1901. Le reste, soit 49.962 obligations furent cédées ferme à la même Banque, près du tiers à 82 1/2 0/0, et les deux autres tiers à 90 0/0 à valoir sur les sommes dues par l'État.

Quant aux affectations, elles restèrent les mêmes ; mais le nombre des sandjaks et cazas dont les dîmes étaient affectées à la garantie des arrérages de l'emprunt de 1901, fut augmenté de façon à couvrir le nouveau montant (120.000 liv. turq.), de l'annuité

pour intérêt et amortissement, des titres convertis.

Emprunts de 1905. — Emprunt Tedjizat-Askérié et 1901-1905. — Ces deux emprunts donnèrent lieu à de longues négociations entre le Gouvernement et les deux ambassades de France et d'Allemagne. Le gouvernement d'Abd-ul-Hamid, désirait contracter un emprunt de 100 à 120 millions de francs qu'il destinait, en majeure partie, à des dépenses d'armement, et entendait faire ses commandes d'armes et de munitions en Allemagne.

Le Gouvernement français n'entendait, au contraire, autoriser la cote officielle de l'emprunt que si un tiers au moins des fournitures, soit 30 à 40 millions allait aux usines françaises.

Enfin, il réclamait également le règlement de différentes questions pendantes intéressant deux sociétés françaises : la Société des Quais de Constantinople et la Compagnie des chemins de fer de Syrie.

Le principal obstacle à une entente provenait du fait que le Sultan avait promis à l'empereur d'Allemagne de commander tous les canons auxquels on destinait l'emprunt projeté aux usines allemandes.

Mieux encore, dans le courant du mois de mars, la commande d'armes promise avait été signée avec l'usine Krupp, et une entente était intervenue entre le gouvernement et la Deutsche Bank. Les négociations avec l'ambassadeur de France commencées en janvier avaient été rompues et reprises plusieurs fois. Enfin, en avril 1905, de ces longues et laborieuses négociations, sortit un arrangement aux

termes duquel la moitié seulement de l'emprunt projeté de 120 millions devait être émis en France ; l'autre moitié devant l'être en Allemagne. Un tiers de l'emprunt à émettre sur le marché français devait servir à l'achat de matériel d'artillerie en France.

D'autre part, 1° le gouvernement ottoman consentait à payer une indemnité forfaitaire et unique de 15.000 livres turques à la Compagnie des chemins de fer de Syrie en réparation du tort créé à ladite compagnie par l'établissement d'une ligne construite par souscription nationale et aboutissant à la ville sainte de La Mecque (1), ligne qui constituait une concurrence fâcheuse pour la compagnie française ;

2° Il autorisait le prolongement de la ligne garantie de Rayak-Hama jusqu'à Alep, point de jonction des chemins de fer syriens avec la ligne de « Bagdad » ;

3° Enfin, il accordait une indemnité de 50 à 75.000 livres, suivant décision d'une commission *ad hoc*, à la Société des Quais de Constantinople. Cette Société française, par ses capitaux et ceux qui se trouvent à sa tête, était en conflit avec le gouvernement au sujet de la mise à exécution des clauses de son acte de concession. Le gouvernement, désirant la racheter, retardait l'octroi à la société de la plénitude de ses droits. Celle-ci avait réclamé et obtenu du gouvernement la promesse d'une indemnité de

1. Le chemin de fer du Hedjaz pour la construction duquel il n'a été constitué aucune société. Ce chemin de fer dépend d'une administration spéciale « la direction générale du chemin de fer du Hedjaz », dont le budget est inséré tous les ans au budget général de l'Empire.

retard payable annuellement. C'est cette indemnité dont le montant devait être déterminé pour le passé. Pour l'avenir, la société obtenait également l'entrée en possession des terrains gagnés sur la mer et lui appartenant, aux termes de son firman ainsi que la construction des magasins généraux et des bacs à vapeur également prévus par cet acte.

S'il était ainsi donné satisfaction aux exigences françaises, la finance et la diplomatie allemandes n'en remportaient pas moins un éclatant succès, car, non seulement, il était entendu que l'autre moitié de l'emprunt devait être concédé à la Deutsche Bank, mais encore la majeure partie des sommes à provenir de l'opération devait être consacrée aux commandes de matériel d'artillerie faites en Allemagne.

En conséquence de l'accord intervenu, furent signés les deux contrats d'emprunt ; le premier, à la date du 17 avril, avec la Deutsche Bank et le second, le 25 du même mois, avec la Banque Impériale Ottomane.

a) *Emprunt Tedjhizat-Askérié*, 4 o/o. -- Il fut contracté pour régler les frais d'équipements militaires et fournir au Trésor de nouvelles ressources. Il en avait besoin, non seulement pour subvenir aux dépenses courantes, mais aussi pour rembourser près d'un demi-million de livres turques de créances de la Société du chemin de fer d'Anatolie et de la Deutsche Bank. D'un montant nominal de 2 millions 640.000 livres, il fut cédé ferme à ce dernier établissement au taux de 81 o/o. Pour assurer le paiement

régulier de l'intérêt et de l'amortissement (1/2 0/0), il fut affecté la totalité du produit de la surtaxe de 6 0/0 dénommée « Tedjhizat-Askérié » applicable aux revenus gérés par l'administration de la dette ottomane pour le service des garanties kilométriques et des cinq emprunts suivants :

Emprunt osmanié.	1890
Emprunt 5 0/0 de.	1896
Emprunt 4 0/0 de.	1901
Emprunt 4 0/0 de.	1903
Emprunt 4 0/0 du ch. de fer de Bagdad	1903

Mais le service de l'annuité exigeant environ 120.000 livres turques et la surtaxe précitée n'en produisant que 90.000, il a été en outre affecté une assignation de 30.000 livres par an sur les droits que l'administration des douanes de l'empire perçoit pour le compte de la caisse du « Tedjhizat-Askérié » en vertu de l'ordonnance du 18 décembre 1316 (1901). Celle-ci, tout en abolissant le droit de 5 0/0 *ad valorem* sur les marchandises transportées d'un port à l'autre de l'empire, a créé un nouveau droit *ad valorem* sur ces mêmes marchandises au profit de la caisse du « Tedjhizart-Askérié ».

L'encaissement du premier de ces deux revenus est confié à l'Administration de la Dette. Quant au second, encaissé par l'administration des douanes, il est versé à l'Administration de la Dette.

b) *Emprunt 1901-1905 40/0.* — L'emprunt de 1901, converti en 1903, n'avait pas fait l'objet d'une émission publique et restait entre les mains de la Banque

Ottomane. D'autre part, la cession à la Deutsche Bank de la moitié de l'emprunt projeté ayant réduit d'autant le nouvel emprunt l'occasion sembla propice de réunir le nouvel emprunt, de 60 millions de francs ou 2.640.000 livres turques à celui de 1901, porté, comme nous l'avons vu, à 2.666.664 livres turques en 1903. Cette addition porta la nouvelle émission au nominal de 5.306.664 livres turques et l'emprunt prit la dénomination d'emprunt 1901-1905. Il fut cédé à la Banque Ottomane également à 81 o/o. Le gouvernement en retira net environ 2 millions et demi de livres turques dont il appliqua le tiers aux commandes d'armements et les deux tiers à ses besoins. La souscription eut un tel succès que les souscripteurs n'obtinrent à la répartition que 2 o/o de leurs demandes.

Les revenus affectés au service des intérêts et de l'amortissement ($1/2$ o/o) sont les mêmes que pour l'emprunt de 1901, mais, vu le chiffre presque double du montant de l'annuité totale (238.800 livres) aux affectations du contrat de 1901, il fut ajouté :

L'excédent, jusqu'à concurrence de Ltq. 122.000 des revenus des douanes des cinq vilayets de Salonique, de Smyrne, d'Andrinople, de Brousse et de Beyrouth, après prélèvement de l'annuité de 390.000 liv. turques affectée à l'emprunt douanes 4 o/o 1902.

Ces derniers revenus sont perçus par la Banque alors que la surtaxe de $1/2$ o/o et les dîmes le sont par l'administration de la Dette.

Conversion des priorités 4 o/o. — C'est le 25 juin 1906 que fut décidée cette opération prévue par le décret-annexe (1). Le gouvernement, d'accord avec le Conseil de la Dette, décréta la conversion, avec faculté de remboursement, des titres de priorité 4 o/o de 1890, en titres de la dette unifiée. Il y en avait pour 6.786.000 livres turques en circulation. Il émit pour 9.537.000 livres turques de nouveaux titres « unifiés 4 o/o » qui furent englobés dans la dette convertie unifiée. Ce capital, ajouté à celui de 32.738.772 livres de la dette convertie, l'a portée à la somme totale de 42.275.772 livres turques. Quant à l'annuité de 430.500 livres turques affectée aux priorités, elle vient s'ajouter à celle de la dette convertie.

Emprunt 4 o/o 1908 du chemin de fer de Bagdad, 2^e et 3^e séries. — Le contrat de cet emprunt, passé avec la Deutsche Bank, date du 2 juin 1908 et fait suite à celui de 1903. L'émission des titres de la 2^e et de la 3^e série ont eu lieu respectivement en 1910 et 1912. Ils sont d'un montant de 4.752.000 livres turques

1. Art. 6. — L'annuité de 430.500 livres turques affectée (par la Convention du 18/30 avril 1890 aux obligations ottomanes de priorité, sera reversée à l'extinction desdites obligations, en 1932, dans les recettes générales de la dette publique ottomane. Toutefois le gouvernement impérial se réserve le droit de procéder, conformément à l'article 35 de la Convention du 18/30 avril 1890, à toute époque et pour son compte, à la conversion ou au remboursement des obligations ottomanes de priorité. Dans le cas où il déciderait la conversion desdites obligations de priorité, il pourra créer un montant de titres identiques aux nouvelles obligations en y affectant l'annuité de 430.500 livres turques. Ces titres feront partie intégrante de la dette convertie unifiée sans distinction de rang ni de traitement avec les titres existant de ladite dette.

pour l'une et de 5.236.000 livres turques pour l'autre. Les titres amortissables en 97 ans et demi sont pourvus d'un intérêt de 4 o/o. Ces deux emprunts sont destinés à la construction et à l'exploitation de la section de 840 kilomètres Boulgourlou-Halif et Tel-Habesh-Alep, du chemin de fer de Bagdad. L'annuité de 420.000 livres turques représente la garantie kilométrique de 11.000 francs par kilomètre accordée par le gouvernement. Les revenus ci-après sont affectés au service de cette annuité.

1° Les 75 o/o revenant au gouvernement sur les excédents de recettes de l'administration de la Dette, conformément au décret-annexe du 1/14 septembre 1903, déduction faite du montant de l'annuité des titres de l'emprunt de 1904 ;

2° La taxe sur les moutons (aghnam) des vilayets d'Adana, Alep et Konia ;

3° La part du gouvernement dans les recettes de la section Boulgourlou-Halif et Tel-Habesh-Alep. Comme pour la première série, le service en est fait par l'Administration de la Dette.

Nous voici arrivés au terme de cette longue liste d'opérations d'emprunt et de conversion conclues durant cette période.

Un trait commun à toutes et que nous avons déjà relevé en étudiant les emprunts sous les deux règnes d'Abd-ul-Méjid et d'Abd-ul-Aziz, c'est l'existence, dans la plupart des contrats d'emprunt, de la clause à option préjudiciable aux intérêts de l'État, puisque

celui-ci est lié alors que son cocontractant ne l'est pas. Maintes fois, il a eu à pâtir de cette situation ; la partie à option de l'emprunt cédé n'étant émise qu'après une modification dans les conditions primitives stipulées, modification, bien entendu, toutes en faveur de l'établissement cessionnaire de l'emprunt.

Durant la période 1854 à 1882, nous n'avons trouvé aucun emprunt cédé à un établissement financier allemand ; au contraire, cette seconde période est caractérisée par l'apparition de la Banque Allemande en Turquie. Cet événement date de l'année 1888 au cours duquel l'emprunt « pêcheries » de 30 millions de marks est cédé à la Deutsche Bank. Mais l'activité de la Deutsche Bank ne s'est pas limitée à cette opération et nous la retrouvons par la suite, partie dans des opérations beaucoup plus importantes créant ainsi une redoutable concurrence à la Banque Franco-Anglaise représentée par la Banque Ottomane. L'exemple le plus typique de cette concurrence, nous le trouvons dans l'emprunt de 1905 que le gouvernement dut céder moitié à la Deutsche Bank, moitié à la Banque Ottomane.

Nous avons déjà signalé l'heureuse influence qu'avait eu sur le crédit ottoman la cession de la perception des revenus affectés en garantie du service des arrérages de chaque emprunt, soit à l'administration de la Dette, soit à la Banque d'Empire.

Notons également que cette amélioration du crédit de l'État a été habilement utilisée pour opérer des

conversions. Si celles-ci ne diminuait pas les charges de l'État, puisque les revenus libérés par une diminution du taux de l'intérêt servaient à nouveau de gages à l'emprunt déguisé qui accompagnait la conversion, du moins, elles constituaient une économie relative.

A partir de 1890, les emprunts ottomans peuvent être du type 4 o/o, exception n'étant faite que pour l'emprunt de 1896.

Nous avons indiqué au début de ce chapitre que, de 1882 à 1908, il avait été emprunté 48.960.000 de livres turques non compris la dette flottante avec laquelle nous atteignons 68.491.094 livres turques. Si l'on déduit cependant le montant des amortissements effectués durant cette période sur le total de la dette extérieure, on n'arrive qu'au chiffre de 58.988.664 liv. turques.

Voici le tableau de la dette ottomane totale et des amortissements effectués au 30 juin 1908.

*Tableau de la dette publique de la Turquie
au 30 juin 1908*

	Cap. nominal Ltq.	Amorti Ltq.	en circulation Ltq.
Dette convertie unifiée			
4 o/o.	42.275.772	1.306.558	40.969.214
Lots tures.	15.632.547	3.176.716	12.455.821
Douanes 4 o/o.	8.600.020	251.790	8.348.230
Pêcheries 4 o/o 1903. .	2.640.000	72.204	2.567.796
Osmanî 4 o/o 1890. . .	4.999.500	1.299.100	3.700.400

Defense loan 4 o/o 1890.	6.948.612	663.300	6.285.312
Priorité tombac 4 o/o			
1893.	1.000.010	202.950	797.060
4 o/o 1894.	1.760.000	119.460	1.640.540
3 1/2 o/o 1894 (s/Tribut).	9.033.574	712.140	8.321.434
5 o/o 1896.	3.272.720	259.600	3.013.120
4 o/o garanti 1855. . .	5.500.000	1.303.280	4.196.720
Bagdad 4 o/o 1903, 1 ^{re} série.	2.376.000	8.822	2.367.178
4 o/o 1904.	2.750.000	23.210	2.726.790
4 o/o 1901-1905.	5.306.664	58.300	5.248.364
4 o/o 1905 (Tedjizat). . .	2.640.000	45.000	2.595.000
	114.735.419	9.502.430	105.232.989
Émis en 1910 et 1912 { Bagdad 4 o/o 1908, 2 ^e série.	4.752.000		
	Bagdad 4 o/o 1908, 3 ^e série.	5.236.000	
	124.723.419	9.502.430	
Dette flottante.	19.531.089		
Total de la Dette.	144.254.508		

Ainsi le total de la dette ottomane, à la fin du règne absolutiste d'Abd-ul-Hamid, se monte au nominal de 144.254.508 livres turques ou 3.289.025.582 fr. Dans ce total, les emprunts contractés depuis 1882 se chiffrent par 49 millions environ. Bien entendu, l'indemnité de guerre russe, les garanties kilométriques aux Compagnies de chemins de fer et les comptes courants avec les banques de Galata forment un compte à part.

Nous avons vu précédemment à quoi avait servi le produit des emprunts conclus dans la période de 1854-1882. L'usage qui a été fait du produit des nouveaux emprunts n'est pas plus édifiant malheu-

reusement. A part les trois séries d'emprunts pour la construction du chemin de fer de Bagdad, tout le reste n'a servi qu'à entretenir des cohortes de fonctionnaires inutiles et d'espions malfaisants, à enrichir le trésor particulier du souverain et certains de ses ministres, à solder enfin des dépenses d'armements.

CHAPITRE VI

Les Emprunts de 1908 à 1914

C'est le 23 décembre 1876 que l'empire ottoman avait été doté pour la première fois d'une Constitution. Elle ne devait cependant avoir qu'une vie éphémère. Elle ne survécut pas aux circonstances politiques qui lui avaient donné naissance, ni à l'homme qui l'avait conçue. Sans être formellement abrogée, elle tomba dans l'oubli parmi l'indifférence presque universelle. Pendant trente-deux ans, le Sultan Abd-ul-Hamid pouvait gouverner en monarque absolu en prenant pour son compte le mot fameux : « l'État, c'est moi ». Il supprimait tout pouvoir, tout corps et toute administration qui aurait pu le contrecarrer ou simplement le gêner dans son administration omnipotente. Puissant en apparence, le régime hamidien, à la surprise de l'Europe, s'écroulait comme un château de cartes le 23 juillet 1908.

Le complot de quelques officiers ne rencontrait pas la moindre résistance ; une poignée de Jeunes-Turcs faisaient une complète révolution. Ils avaient bientôt la collaboration efficace de tous les Ottomans

Victorieux, le pieux Sultan était abandonné de tous.

Plus que dans tout autre domaine, le bon plaisir d'Abd-ul-Hamid s'était exercé sur l'administration financière du pays. Personne ne connaissait ni le montant de ses dépenses, ni celui de ses recettes. Ce n'était qu'un enchevêtrement d'arriérés, de prélèvements arbitraires et d'expédients plus ou moins étranges.

Les hommes qui avaient préparé, durant de longues années dans le silence et le secret le changement du 23 juillet, avaient, en arrivant au pouvoir, une double tâche à remplir : démolir d'abord, reconstruire ensuite. Mais, plus que partout ailleurs, cette tâche offrait des difficultés presque insurmontables dans le domaine financier. Là, tout était à faire, tout était à créer. Durant trente-deux ans, le Trésor avait été mis en coupe réglée, la fantaisie et l'arbitraire avait présidé à ses opérations. La masse des contribuables pauvres et souvent exposée aux famines avait dû s'ôter le pain de la bouche pour satisfaire les caprices, les ambitions et les manies du souverain et de sa camarilla. Les ministres en fonctions eux-mêmes eussent été bien embarrassés et déterminer le montant des recettes ou des dépenses de leur département respectif. « Les prévisions de crédit avaient tout au plus un caractère indicatif ; les dépenses étaient engagées sans souci de leurs conséquences, payées plus ou moins régulièrement au fur et à mesure des disponibilités que procuraient et la complicité tacite de l'Islam. Le « Ghazi, le

de temps à autre des emprunts répétés et souvent onéreux (1). »

La succession qui leur échéait était malheureusement grevée de nombreuses hypothèques. L'ère des règlements et par suite des difficultés ne tarda pas à s'ouvrir. La première en date fut la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie (5 octobre 1908), que le traité de Berlin avait placé sous la suzeraineté ottomane.

Elle fut suivie par la déclaration de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, provinces ottomanes, par l'Autriche-Hongrie (6 octobre 1908). Deux jours après, l'Assemblée nationale crétoise proclamait l'union de la Crète à la Grèce. La crise politique qui suivit ces événements n'était pas de nature à faciliter la tâche du nouveau gouvernement. Pendant plusieurs mois, on mobilisa de part et d'autre et il s'en fallut de peu que la guerre éclatât. L'on connaît les arrangements financiers auxquels aboutit la crise, finalement. Mais, à peine ces questions étaient-elles réglées que la contre-Révolution du 13 avril 1909 vint derechef entraver tout travail utile.

La plupart des nouveaux maîtres de la Turquie pensaient que, pour régénérer l'Empire, il était avant tout nécessaire d'assurer la prééminence turque, d'une part et d'affranchir le pays de la dépendance politique et économique de l'étranger d'autre part. Il fallait, pour réaliser ce programme, une armée et

1. Exposé des motifs du premier budget ottoman. Constantinople, 1909.

une flotte puissantes. Ils s'engagèrent donc dans la voie des armements à outrance. D'ailleurs les événements que nous venons de rappeler, les appétits et les intrigues politiques qui entouraient la Turquie leur en faisaient une obligation.

Malheureusement le budget de la Turquie étant limité et grevé de toutes les dettes du passé, il se trouva vite en un déficit qui est allé en s'élargissant.

Si le premier budget constitutionnel ne se soldait en effet, que par un déficit de 5.447.221 livres, ce chiffre a été notablement dépassé dans les budgets suivants.

Voici, en effet, le montant de l'écart entre le chiffre des recettes et celui des dépenses dans les quatre premiers budgets de la Turquie constitutionnelle :

Livres turques	5.447.221	en 1325	(1909-1910)
—	9.678.683	en 1326	(1910-1911)
—	8.463.205	en 1327	(1911-1912)
—	8.608.569	en 1328	(1912-1913)

Nous ne faisons pas mention des deux derniers budgets qui sont des budgets exceptionnels de guerre. Le déficit normal atteint donc le chiffre moyen de 8.049.419 livres ou 183.526.753 francs (1).

Pour combler ces déficits, les gouvernements qui se sont succédé en Turquie, depuis 1908, n'ont pu recourir qu'à l'emprunt.

De juillet 1908 à juillet 1914, le montant des

1. La livre turque a 22 fr. 80.

emprunts conclus s'élève à la somme de 51.963.432 livres turques. En y ajoutant la dette flottante qu'on peut évaluer à cette date — en se basant sur les chiffres donnés à la Tribune de la Chambre par le ministre des Finances (1) — à 18.303.615, on atteint une somme totale de 70.267.047.

Emprunt de 1908. — Le premier emprunt de la Turquie constitutionnelle fut une sorte de secours plus politique que financier. La révolution Jeune-Turque, accompli, sans effusion de sang, avait suscité l'admiration dans toute l'Europe. Le nouveau gouvernement constitutionnel bénéficia de cet enthousiasme et put facilement négocier cette opération.

Le premier emprunt du nouveau régime a eu pour destination déclarée de « fournir au gouvernement les ressources de trésorerie » nécessaires à rembourser certaines avances provisoires ».

D'un total nominal de 4.711.124 livres turques, il fut pris ferme par la Banque Impériale Ottomane à 85 o/o non compris les frais de timbre et d'émission s'élevant à 2 1/2 o/o environ.

L'intérêt de 4 o/o est garanti :

1° Par une somme annuelle de 180.000 livres turques à prélever sur les revenus généraux de l'administration des douanes et contributions indirectes qui devra être versée directement à la banque ;

2° Par une somme annuelle de 40.000 livres turques à prélever sur les excédents des dîmes et

autres revenus gérés par l'Administration de la Dette publique ottomane pour le service des garanties kilométriques et des emprunts gagés sur les dîmes et revenus susdits.

Son montant était à peu de chose près engagé à l'avance et il servit surtout à liquider des avances faites tant avant qu'après le rétablissement de la Constitution.

La Banque Impériale se trouvait créancière du chef de menues avances datant de 1907 d'un total de 766.900 livres turques. Par un contrat, en date du 26 novembre 1908, le gouvernement avait emprunté à 7 o/o, en avance à court terme, à un consortium de banques à la tête duquel se trouvait également la Banque Impériale, une somme de 1.365.000 livres sterling (soit Ltq. 1.496.754) remboursable sur le produit de l'emprunt. Soit au total 2.263.654 livres turques. Or, défalcation faite de 50.000 titres (sur 214.142) remis à la Banque Ottomane pour remplacer 40.000 autres de l'emprunt 4 o/o de 1904 en nantissement du compte-courant statutaire ainsi que des frais de timbres et d'émission, l'emprunt produisit une somme effective de 2.297.000 livres turques seulement (1).

Il faut toutefois noter que simultanément à cette opération par un contrat en date du même jour, les 50 000 obligations de 1904 précitées sont cédées

1. Cette somme ne comprend pas les intérêts intercalaires à partir du 1^{er} janvier 1909 jusqu'à la date de la levée de l'option par la Banque.

à 83 1/2 o/o à la Banque Ottomane, ce qui amène dans les caisses de l'État 918.500 livres turques.

Emprunt 1909. — Le 5 octobre 1908 (1) la Bulgarie proclamait son indépendance et de principauté vassale de la Turquie qu'elle était s'érigea en royaume indépendant. Quoique cet acte d'émancipation ne modifiât passablement la situation de fait existant, il n'en résultait pas moins un changement radical dans le statut créé par le traité de Berlin. Cet événement joint à l'annexion proclamée le 6 octobre par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine, souleva une grande émotion car la guerre paraissait devoir s'ensuivre (2). Le Gouvernement ottoman éleva une énergique protestation et fit appel aux puissances signataires du traité. Celles-ci s'interposèrent et conseillèrent un arrangement amiable sur la base de compensations financières. La Turquie se trouvait en effet lésée, surtout pécuniairement.

1. Simultanément à la déclaration d'indépendance bulgare avait lieu le 8 octobre, sans l'ombre d'un prétexte, l'annexion par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine occupées provisoirement par elle en vertu du traité de Berlin. La déclaration de l'indépendance bulgare avait été, elle, précédée d'un incident diplomatique à Constantinople. L'agent diplomatique bulgare, seul de tous les représentants des différents États, n'avait pas été invité à un dîner officiel donné par le grand vizir le 12 septembre. On avait voulu, par cette inégalité de traitement, affirmer les droits de suzeraineté de la Turquie sur la Bulgarie.

2. A la Bourse de Paris il se produisit le 5 octobre une sorte de panique qui fit baisser le turc unifié de 92,20 à 87,25, la rente serbe 4 o/o de 82,30 à 76 et la rente bulgare 5 o/o de 487 à 470. Les offres furent si brutales même qu'au début aucun cours ne put être coté sur ces valeurs. Panique semblable ne s'était produite qu'à l'ouverture des hostilités russo-japonaises le 8 février 1904.

Le traité de Berlin avait prévu comme conséquence de la vassalité de la principauté bulgare un paiement à l'État suzerain d'un tribut ainsi que d'une part contributive dans la Dette publique de l'Empire (1). La Roumélie orientale réunie à la Bulgarie depuis 1889 payait en outre une redevance spéciale de 114.000 livres turques par an. Enfin, la Turquie se trouvait également créancière du nouveau royaume du chef de la ligne du chemin de fer oriental d'une longueur de 310 kilomètres que les troupes bulgares occupaient depuis le mois de septembre 1908 et de domaines nationaux situés dans l'ancienne principauté.

Un arrangement était possible. Le gouvernement ottoman demanda paiement d'une somme totale de 140 millions. Le gouvernement du roi Ferdinand n'en offrit que 82. L'écart était grand. Aucune des deux parties ne voulant modifier ses prétentions, la guerre paraissait imminente et la Turquie avait commencé à mobiliser. C'est à ce moment que la Russie, soucieuse du sort de sa protégée la Bulgarie, intervint pour lui éviter un écrasement certain.

1. Art. 9 du traité. — « Le montant du tribut annuel que la Principauté de Bulgarie paiera à la cour suzeraine en le versant à la banque que la Sublime Porte désignera ultérieurement sera déterminé par un accord entre les puissances signataires du présent traité à la fin de la première année de fonctionnement de la nouvelle organisation. Ce tribut sera établi sur le revenu moyen du territoire de la principauté. La Bulgarie devant supporter une part de la Dette publique de l'Empire, lorsque les puissances détermineront le tribut, elles prendront en considération la partie de cette dette qui pourrait être attribuée à la principauté sur la base d'une équitable proportion. »

En vertu du traité russo-turc du 8 février 1879 précisé par la convention du 2/14 mai 1882, la Turquie se trouvait débitrice envers la Russie d'une indemnité de guerre de 35.310.000 livres turques payables en cent annuités sans intérêts de 350.000 livres turques garanties par: les dimes des vilayets de Konia, Castamouni, Sivas, Adana, Angora et par la taxe sur les moutons du vilayet d'Alep. Vingt-six annuités ayant été réglées, il en restait encore 74. La Russie proposa au gouvernement ottoman une somme transactionnelle de 125 millions que celle-ci accepta. Sur la base de cet accord furent rédigés le protocole du 16 mars et la déclaration du 20 avril 1909 en vertu desquels la Russie fit abandon à la Turquie de 40 annuités de l'indemnité de guerre qui, capitalisées à raison de 5 o/o, constituèrent le montant de 125 millions (1). Les revenus ci-dessus mentionnés libérés pendant quarante ans des annuités de l'indemnité de guerre servirent au gouvernement ottoman à se procurer ces 125 millions par un emprunt de 7 millions de livres turques.

Quant à la Bulgarie, elle devint débitrice directe de la Russie pour la somme non pas de 125 millions, mais seulement de 82 millions qu'elle avait offerte à la Turquie. Seulement, elle devra servir jusqu'à extinction complète de sa dette un intérêt de 4,75 o/o,

1. En vertu du même protocole à l'expiration de ces quarante ans, la Turquie pourra rembourser les 34 annuités restantes en les capitalisant à ce moment-là au taux de son crédit qui sera fixé d'un commun accord.

en gardant toutefois la faculté de se libérer en bloc (1).

Somme toute, si la Bulgarie a liquidé ainsi à bon compte sa situation, la Russie, de son côté, n'a fait qu'un sacrifice pécuniaire relativement peu important. Elle a échangé en effet 40 annuités de 350.000 livres, *ne portant pas intérêts*, soit 14 millions contre 3.600.000 livres turques (82 millions de francs) portant intérêts pendant trente ans.

En vertu de cet arrangement et conformément à l'autorisation qui lui était accordée par l'article 36 de la loi du budget de l'exercice 1909-1910 (1325) le ministre des Finances conclut un emprunt de 7 millions de livres sterling (159.091.000 fr.) dont l'intérêt de 4 o/o et l'amortissement de 1 o/o en quarante ans sont garantis par les revenus ci-haut mentionnés, affectés à l'indemnité russe. Cédés à 86 o/o, non compris les frais de timbre et d'émission, à la Banque Ottomane (2), les titres de cet emprunt reçurent un accueil chaleureux sur le marché de Paris et firent prime dès le jour de leur émission. Il n'en fut pas de même sur le marché de Londres auquel il avait été réservé pour 2 millions de livres de titres. Les banques formant le Syndicat de garantie et à la tête desquelles se trouvait la « National Bank of Turkey » établissement fondé avec des capitaux anglais au lendemain du rétablissement de la Constitution et

1. Il est peu probable que la Bulgarie puisse user de cette faculté puisque le taux du crédit de la Bulgarie n'est que de 5 o/o.

2. Contrat du 13 octobre 1909.

dans le but d'organiser une concurrence à la banque ottomane, furent obligées de conserver pour leur propre compte la majorité des titres, et d'en effectuer le placement également sur le marché français. Cet échec fut attribué à ce fait que l'emprunt était offert sous la forme d'une *émission publique*. Or, il est rare, paraît-il depuis quelque temps, qu'une émission publique soit entièrement couverte (1) en Angleterre.

Quoiqu'il en soit l'opération, tous frais et intérêts d'intervalle dûs — pour le délai entre la signature du contrat d'emprunt et l'échéance du premier coupon, produisit environ 125 millions de francs (5 millions et demi de livres turques).

Voici comment le communiqué officiel du ministère ottoman des Finances fixait la répartition du produit de cet emprunt :

19 millions de francs, à la Compagnie des Chemins de fer orientaux d'après les conditions des arrangements effectués ;

12 millions de francs, aux dettes du Sultan Abd-ul-Hamid.

3 millions de francs, à titre de subvention aux victimes des événements d'Adana (2).

Le reliquat, soit 91 millions, était destiné à « couvrir le déficit réel du budget et aussi au paiement des indemnités et traitement des fonctionnaires mis hors cadre ; enfin à l'augmentation des affectations

1. Explication de « *la Réforme économique* ».

2. Ville de Cilicie où avaient eu lieu, en avril 1909, des massacres suivis de pillages.

des caisses de retraite civile et militaire, et aux augmentations nécessitées également par la réorganisation des départements de l'État ».

Quelques remarques s'imposent à propos de cet emprunt — le plus important émis depuis 1880 — qui constitue, dans une certaine mesure, un acte d'émancipation financière.

Tout d'abord, il est à noter que le contrat passé avec la Banque chargée de l'émission ne comporte pas de clause à option, clause qui, nous l'avons vu, était toujours au préjudice de l'État.

En second lieu, il y est stipulé que le montant des dimes directement affectées au paiement des annuités doit être directement perçu par le ministère des Finances est versé à la Banque chargé d'en faire le service. Dans les contrats antérieurs, le montant de ces dimes devait être perçu au contraire par l'Administration de la Dette ottomane.

En d'autres termes, comme cela se fait dans presque tous les pays, c'est le Trésor qui se trouve chargé de l'encaissement et du versement des revenus concédés aux ayants droit. Outre l'importance morale de la clause au point de vue du crédit de l'État, elle lui procure une économie de 20.000 livres représentant la commission de 5 o/o de la Dette pendant quarante ans.

Enfin la clause de style mettant à la charge du gouvernement l'obtention de la cote pour les obligations de l'emprunt ne figure pas dans le contrat, ce qui n'est pas d'une importance minime. Dans l'emprunt

suivant, au contraire, nous verrons l'impossibilité où il se trouva uniquement à cause de cette question de cotation, d'émettre de nouveaux titres de rente sur le marché français.

Ces conditions, aussi bien que le succès de l'émission elle-même, ont été dus aux espoirs suscités par l'instauration du régime parlementaire en Turquie (1).

La réalisation de cette opération financière inspira aux journaux de Constantinople des articles enthousiastes. En tête venait l'officieux *Tanine* dont nous nous contenterons de citer ces lignes, à titre d'échantillon :

« Loin de rien sacrifier nous avons, au contraire, trouvé des conditions plus avantageuses que celles des emprunts précédents. Nous avons eu des emprunts gagés sur les impôts d'Égypte. Leur taux d'intérêt était minime et celui de vente aux banques très élevé, mais l'Angleterre en était pour ainsi dire garante. En dehors de cela, si nous considérons les emprunts contractés avec la garantie de la dette publique, nous verrons que les conditions actuelles ont été les plus favorables... A quelque point de vue que l'on se place, cet emprunt est un brillant succès financier pour le gouvernement de la Jeune-Turquie » (2).

1. Le gouvernement français contribua dans une large mesure à ce succès. Il consentit en particulier à faire coter à la Bourse de Paris la partie de l'emprunt émise à Londres, condition qu'il n'avait jamais consentie jusqu'alors pour aucun emprunt.

2. *Tanine*, 14 octobre 1909.

à part parmi tous ceux de cette période, tant par les discussions qu'il souleva que par les conséquences qu'il entraîna et dont la principale fut la fermeture, pour le gouvernement ottoman durant près de quatre ans, des marchés anglais et français, fait qui s'est produit pour la première fois dans l'histoire financière de la Turquie. Depuis 1882, le crédit ottoman n'avait jamais été aussi discuté que durant les quatre mois que durèrent les négociations qui aboutirent finalement à une rupture. Du côté français, comme du côté turc, la presse prit naturellement parti et adopta souvent un ton là où la courtoisie se trouva parfois exclue. Quoique la discussion ne tournât qu'autour d'une simple opération d'emprunt dans laquelle il semblerait que seuls les financiers dussent avoir voix, elle dépassa malheureusement ce cadre. Elle influença de beaucoup les relations plus que cordiales qui s'étaient établies entre la France et la Turquie, à la suite de la proclamation de la Constitution. L'enthousiasme, les sympathies qui s'étaient manifestées envers la Jeune-Turquie, au lendemain de la Révolution de 1908, firent place, vers la fin de 1910, à du mécontentement, à de la froideur, presque à de l'animosité.

Comme les deux budgets précédents, celui de 1910-1911 se trouvait en déficit. Le ministre ottoman des Finances vint donc, au mois de juillet 1910, à Paris, à l'effet de négocier un emprunt. Il entra en pourparlers avec les dirigeants de la Banque ottomane. En garantie des arrérages du futur emprunt, il offrait

Emprunt 1911. — Cet emprunt occupe une place d'affecter soit certaines dîmes, soit les revenus des douanes de Constantinople, mais sans l'intervention de l'Administration de la Dette, c'est-à-dire « sans garantie de gestion » les revenus affectés, devant, comme dans l'emprunt de 1909, être versés directement par le ministère des Finances à la Banque. Celle-ci, au contraire, exigeait que la gestion de l'emprunt fut confiée au Conseil de la dette publique ou encore que le gouvernement lui confiât le service de trésorerie de la partie des finances de l'État échappant au contrôle du conseil de la dette publique, de telle façon que la Banque eût un droit de contrôle sur l'exécution du budget ; l'emploi matériel des crédits. Elle étayait son exigence sur le précédent des emprunts antérieurs ; sur le fait que les recettes affectées au service du précédent emprunt avaient été dépensées en dehors de leur destination et que les arrérages à 4 o/o dudit emprunt n'avaient été payés qu'au moyen d'une avance en compte-courant à 6 o/o, faite par la Banque elle-même. Il est à remarquer que l'article 13 de l'acte de concession de la Banque lui confère les fonctions de « trésorier payeur général de l'Empire » (1).

1. Article 13 de l'acte de concession de la Banque Impériale Ottomane. « La Banque remplira les fonctions de trésorier payeur général de l'Empire, conformément aux dispositions du règlement spécial arrêté en date de ce jour.

» Chaque année, un mois au moins avant le 1/13 mars, la Banque recevra communication d'une copie détaillée du budget de l'exercice à courir.

» Le gouvernement s'engage à verser dans les caisses de la Banque, à l'exclusion de tout autre établissement, tant à Cons-

Mais cet article n'avait jamais reçu d'application. Le gouvernement ottoman avait lui-même présenté au Parlement, en 1909, un projet de loi dans le but de remettre à la banque le service de trésorerie. Toutefois les adversaires de ce projet avaient été si nombreux et les arguments pour le combattre si faciles devant une assemblée composée en majorité de nationalistes ardents qu'il avait été rejeté à l'unanimité par la commission du budget et ne fut même pas discuté au Parlement. La proposition de la Banque ne tendait donc à rien de moins qu'à faire renaître le projet enterré (1). Le ministre des

Constantinople que dans les provinces, tous les revenus quelconques de l'Empire à quelque titre et sous quelque forme qu'ils soient perçus suivant les dispositions du règlement spécial sus-mentionné.

» Le gouvernement s'oblige à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire que la totalité des revenus de l'Empire soit versée dans les caisses de la Banque, en vertu des dispositions du règlement spécial sus-indiqué.

» La Banque, à l'exclusion de tout autre établissement (sans préjudice toutefois des droits acquis à des tiers pour le service des divers emprunts, mais étant bien entendu que les sommes à verser à ces tiers le seront par son entremise), sera chargée du paiement de toutes les dépenses publiques effectuées à quelque titre et sous quelque forme que ce soit tant à l'intérieur de l'Empire qu'à l'étranger, dans les limites des prévisions et des ressources budgétaires et conformément aux dispositions du règlement précité. Ces prévisions ne pourront être dépassées si ce n'est dans les cas urgents et extraordinaires visés dans le règlement organique du budget dont une copie est remise à la Banque. »

1. Ce projet comportait : la centralisation de la comptabilité aux agences de la Banque Impériale ; la réception par la même Banque des recettes encaissées par les agents du Trésor ; le mandatement des dépenses par les fonctionnaires turcs locaux et le paiement par la Banque dans la limite des crédits ouverts par le budget. Quant aux agents de la Banque affectés au service de la

Finances refusa et les pourparlers furent rompus. Se tournant alors d'un autre côté, il crut pouvoir réussir l'opération en dehors de la Banque Ottomane et de son groupe, c'est-à-dire la plupart des grands établissements de crédit de Paris. Il conclut, en effet, peu après, un emprunt à des conditions avantageuses avec un groupe composé du Crédit Mobilier, du Syndicat des banques de province et des maisons Bénard, Jarilowski et Louis Dreyfus. Toutefois l'obtention de la cote à la Bourse de Paris était, aux termes du contrat d'emprunt, à la charge du gouvernement. Or, l'admission à la cote officielle doit être autorisée par le ministre des Finances (1) et la Banque Ottomane ainsi que son groupe veillaient. Une savante campagne de presse avait été organisée. « Le gouvernement doit, disait-on, avant d'accorder l'admission de la cote demandée, examiner les conséquences de cette opération par rapport aux intérêts des porteurs français des titres turcs et les garanties qu'il convient de leur assurer. »

Sur ces entrefaites, un fait vint encore exciter les esprits et fournir un argument de plus aux adversaires de l'emprunt : le 9 août était publiée la nouvelle de l'achat de deux cuirassés allemands par la Turquie : *le Kurfürst-Friedrich-Wilhelm* et le

trésorerie, ils pouvaient être aussi bien de nationalité ottomane qu'étrangère, sous la seule restriction de savoir lire, écrire et parler le turc.

1. En vertu d'un décret, en date du 6 février 1880, qui dit dans son article 5 : « Le ministre des Finances peut toujours interdire la négociation en France d'une valeur étrangère. »

Weissebourg (1). Le gouvernement français s'opposa donc à la demande d'admission à la cote formulée un *non possumus* formel qu'il ne consentait à lever que si le gouvernement ture voulait bien :

1° Adopter le projet de trésorerie élaboré par M. Charles Laurent, conseiller financier du gouvernement ture, c'est-à-dire concéder à la Banque Ottomane le service de trésorerie de l'État. Il consentait, au besoin, à ce que ce service fût confié, si telle était la préférence du gouvernement de la Porte, à l'Administration de la Dette ottomane.

2° Accepter de faire en France une partie des commandes d'armement ;

3° Reconnaître le statut des Algériens et Tunisiens résidant en Turquie et que le Gouvernement ottoman prétendait traiter en sujets ottomans.

L'accord sur les deux derniers points ne faisait pas de difficulté, mais les négociations furent rompues sur l'opposition de vues qui existait sur le premier. Le parti au pouvoir, dont Djavid bey était le porte-parole, ne voulait entendre parler d'aucun contrôle, encore moins de celui du conseil de la dette publique, ou de la Banque Ottomane, administrations toutes deux étrangères. Afin de fléchir la volonté du gouvernement français, le grand vizir lui-même Hakki pacha fit le voyage de Paris. Ses démarches, tant

1. Baptisés respectivement : *Torgout-réïss* et *Barbaross-Haired dine*.

auprès du ministre des Affaires étrangères que du président du Conseil, restèrent sans résultat.

C'est alors que le gouvernement de la Porte essaya de se passer du marché français.

Au lendemain de la Révolution de 1908, une nouvelle banque s'était fondée à Constantinople sous le nom de « Banque Nationale de Turquie ». Cette banque était destinée, dans l'esprit de ses fondateurs, à faire concurrence à la Banque d'État dont les bénéfices, réalisés principalement dans ses opérations avec le Trésor, attiraient naturellement les convoitises. Elle jouissait des sympathies de plusieurs des nouveaux dirigeants du gouvernement de Constantinople et le ministre des Finances lui-même avait fait partie de son conseil d'administration, avant d'être appelé au département des Finances. Quoique la Banque Nationale ne fût pas de taille à assumer le placement d'un emprunt, de 150 millions, elle avait cependant à sa tête un financier adroit et réputé : Sir Ernest Cassel. Anglais de nationalité, « banquier du roi » lui-même, son influence ne se limitait pourtant pas à l'Angleterre. Elle dépassait les frontières de la Grande-Bretagne et débordait jusqu'en Allemagne où il entretenait des rapports étroits avec la haute banque. Sir Ernest Cassel fut donc chargé de trouver à Londres les 150 millions nécessaires au Trésor ottoman. Mais il avait compté sans l'entente cordiale. Quoique en Angleterre les admissions à la cote ne soient pas soumises aux mêmes conditions qu'en France et que le gouverne-

ment n'ait aucun droit sur les négociations du marché financier, le Foreign Office a cependant autorité pour faire entendre des « conseils » aux banquiers. C'est ce qu'il fit en rappelant aux financiers que la France était un pays « ami » et qu'il était d'un intérêt national de ne rien faire qui pût la froisser. De son côté, la presse anglaise se fit fortement l'écho du point de vue gouvernemental et Sir Ernest Cassel ne put rien d'autre que se retirer purement et simplement de la scène.

A la suite de cet échec, le gouvernement ottoman dut se résoudre à se montrer conciliant et fit une contre-proposition. Il proposa de remplacer le projet primitif de trésorerie par la nomination de deux fonctionnaires français : l'un, préposé à la direction du mouvement général des fonds au Ministère des Finances et l'autre, à la présidence de la Cour des Comptes.

« Ces fonctionnaires, disait la proposition turque, seraient choisis d'accord par les deux gouvernements ». La proposition fut agréée, mais quand il s'agit de préciser la qualité et les attributions des deux fonctionnaires proposés l'entente fut impossible.

Le cabinet français demandait que les pouvoirs du directeur du Mouvement des fonds fussent ceux qu'avait fixés la loi sur la comptabilité publique du 24 mai 1910. Quant au président de la Cour des Comptes, ses attributions devaient être celles que prévoyait le projet de loi sur l'organisation et les

attributions de la Cour des Comptes soumis au Parlement ottoman (1). Ces pouvoirs peuvent se résu-mer dans le visa ou droit d'ordonnancer les dépenses, et dans un droit de veto. Le cabinet ottoman déclara de son côté que de pareils pouvoirs conférés à des fonctionnaires étrangers mettaient la Turquie sous la tutelle de la France. Il estimait une telle tutelle inconciliable avec la souveraineté de l'État et contraire aux intérêts de la défense nationale. Il se refusa donc à ratifier l'entente de principe intervenue entre l'ambassade ottomane et le gouvernement français. A la suite de ce refus, l'ambassadeur de France à Constantinople reçut, le 25 octobre, l'ordre de déclarer au gouvernement que les négociations au sujet de l'emprunt étaient terminées.

La rupture des négociations semble avoir produit une vive émotion dans le sein du cabinet ottoman car, comme pour dégager sa responsabilité, il fit publier le même jour le communiqué officiel suivant dont on remarquera la teneur :

« Le gouvernement turc désignera d'accord avec le gouvernement français deux fonctionnaires dont l'un sera chargé de la direction générale de la comptabilité publique telle qu'elle est organisée par l'iradé relatif à l'administration centrale des finances. L'autre sera chargé d'assurer le fonctionnement de la Cour des Comptes tel qu'il est prévu dans le projet de loi actuellement soumis au Parlement. Le gou-

1. Ces deux textes sont dus à M. Charles Laurent, président honoraire de la Cour des Comptes de Paris et conseiller financier du gouvernement ottoman de 1908 à 1910.

vernement turc saisira le gouvernement français des mesures qu'il se propose d'appliquer pour lui permettre de suivre exactement les opérations budgétaires en cours d'exercice, de façon à donner satisfaction aux préoccupations qui ont été exprimées par le gouvernement français. »

Ces négociations avaient été suivies attentivement dès le début par l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, le baron Marchall von Biberstein et les dirigeants de la Deutsche Bank. Ce dernier établissement avait conseillé lui-même au ministre des Finances ottoman d'essayer en premier lieu de conclure l'emprunt avec les banques françaises parce que l'opération ne suscitait que peu d'enthousiasme dans les milieux financiers allemands gênés par leurs faibles disponibilités monétaires :

« La finance allemande, ainsi que le gouvernement ont toujours eu le désir, disait *la Gazette de Francfort*, que l'affaire fût faite en France, car aucun des deux ne pouvait désirer que le marché français se fermât aux besoins d'argent de la Turquie qui aura encore besoin de lui. Sir Ernest Cassel pourrait témoigner que lorsqu'il vint à Berlin, les financiers berlinois se tenaient sur une prudente réserve. »

De son côté, *la Kœlnische Zeitung* écrivait, le 29 octobre 1910 : « L'état du marché allemand rendait sinon tout à fait impossible, du moins nullement souhaitable pour l'Allemagne de prendre l'affaire à sa charge. »

Enfin, *la Zeit* (1) déclarait « qu'étant donnée la mauvaise situation financière de la Turquie et son besoin d'emprunt qui revient presque chaque année, il n'y a que le marché français avec ses « économiseurs » et ses rentiers, ses constantes disponibilités en argent liquide, qui puisse aider d'une façon durable Constantinople. »

Aussi, ce n'est que quand la rupture des négociations franco-ottomanes fut devenue définitive que la Deutsche Bank fit des démarches auprès du gouvernement et cela dans un but patriotique, pour lui consentir, non pas un emprunt, mais des avances.

Cependant, grâce au concours d'une trentaine d'établissements financiers qui se réunirent en syndicat et à la participation pour 20 o/o du marché autrichien, l'avance put être transformée en contrat d'emprunt.

Aux termes du contrat signé le 7 novembre 1910 avec le syndicat des trente-deux établissements austro-allemands, il a été contracté par le gouvernement ottoman un emprunt de 11 millions de livres turques à 4 o/o.

Divisé en deux tranches, l'une de 7.040.000 livres turques, l'autre de 3.960.000 livres turques, la première seule a été prise ferme à 84 o/o et émise au mois de mars 1911 à 86 3/4 o/o sur les marchés de Berlin et de Vienne. Quant à la seconde tranche, le consortium n'a pas levé le droit d'option qu'il s'était réservé sur elle.

1. N° du 23 octobre 1910.

Le paiement de l'intérêt et de l'amortissement (10/0) est garanti par les recettes de la douane de Constantinople qui doivent être versées pendant quarante et un ans, jusqu'à concurrence de 550.000 livres turques directement par l'administration générale des douanes et contributions indirectes, à la succursale de la Deutsche Bank, cette banque étant chargée de faire le service de l'emprunt.

Nous avons indiqué ci-dessus que l'émission n'a eu lieu qu'en mars 1911. Pour subvenir, entre temps, aux besoins du Trésor, le syndicat des trente-deux banques lui avança, à la signature même du contrat, contre bons du Trésor à échéance de six mois, la somme de 5 millions et demi de livres turques, remboursables sur le produit de l'emprunt. Cette opération fut effectuée moyennant un intérêt de 5 1/2 0/0 et 1/8 0/0 de commission.

L'emprunt de 1910 est revenu net à 81 0/0, à l'État alors que l'emprunt précédent avait pu être réalisé en France à 83 1/2 0/0. En ajoutant à la somme représentée par cet écart le montant des intérêts de l'avance et de la commission précitée, il résulte que sa conclusion avec le consortium des banques allemandes a coûté à l'État ottoman près de 6 millions de plus qu'il n'aurait coûté s'il avait été émis en France.

Quant à l'État français, le refus de la cote officielle s'est traduit pour lui par un manque à gagner de 3 millions. Enfin, les divers intermédiaires du marché

de Paris y ont perdu de leur côté, 10 à 12 millions de bénéfices.

Une question de principe a été discutée à propos de cet emprunt. L'intervention gouvernementale est-elle légitime en pareille matière ? Oui, ont soutenu les uns. Non, ont répondu d'autres.

« On a beau dire, écrit un partisan de l'affirmative (1), que l'argent est une marchandise comme une autre, cela n'est qu'à moitié exact. Une marchandise, oui ; comme une autre, non. Si on m'achète du blé, ou des vêtements, ou des chaussures, ou des chapeaux, je n'ai nul besoin de demander à l'acheteur ce qu'il veut en faire, je le sais d'avance, l'emploi est déterminé par la nature même de l'objet. Mais s'il s'agit d'argent, c'est autre chose ; on peut tout faire avec lui et dès lors il est naturel que quelquefois, du moins, je désire savoir ce qu'on en fera. On peut en faire des vaisseaux de guerre, des canons, des fusils, c'est-à-dire des armes meurtrières qui seront peut être tournées contre mes alliés, contre mes amis, contre moi même. Est-ce, de ma part, une curiosité déplacée de chercher à savoir ce qu'il en sera et d'agir en conséquence ? Est-ce une exigence exorbitante de revendiquer pour moi une part dans la fabrication de ces engins ? On dit à cela que c'est mêler la politique à la finance et au commerce. Sans doute, mais ce n'est pas nous qui

1. Francis Charmes, *Revue des Deux-Mondes*, n° du 1^{er} octobre 1910.

les mêlons. C'est la nature des choses, beaucoup plus puissante que nous. »

Cette argumentation se place uniquement au point de vue des conséquences dommageables que peut entraîner l'abstention de l'État. C'est en se plaçant au même point de vue qu'on répond :

« Que le gouvernement donne en certaines circonstances des conseils officiels aux banquiers négociateurs des emprunts dont ils sont et restent moralement responsables vis-à-vis des souscripteurs, on peut l'admettre sans difficulté. Mais, c'est méconnaître complètement son rôle et la limite de ses responsabilités que d'en vouloir faire un négociateur financier direct vis-à-vis des États emprunteurs. C'est en effet lui faire prendre, en face de l'épargne, une attitude dangereuse, car les capitaux très simplistes s'habitueront bien vite à considérer son intervention en ces circonstances comme une garantie matérielle qu'ils ne manqueraient pas d'invoquer, le cas échéant. Cet engagement à fond d'un gouvernement dans une négociation directe avec les gouvernements étrangers a aussi cette conséquence fâcheuse d'en faire une question politique et de lui donner, à l'égard des journaux et des États intéressés, un caractère de gravité très dommageable pour les rapports internationaux (1). »

Nous n'avons pas autorité pour prendre parti dans ce débat. Nous nous contenterons de relever seulement l'exactitude du dernier argument invoqué

1. *Le Temps*, n° du 23 octobre 1910.

contre l'intervention gouvernementale, en ce qui concerne le cas qui nous occupe. En Turquie, les ennemis de l'influence française exploitèrent contre la France l'échec des négociations pour la cote de l'emprunt. En France, malgré l'optimisme des déclarations officielles faites à la tribune du Parlement (1), il est certain que les premières atteintes aux sympathies françaises envers la Jeune-Turquie datent des discussions soulevées par les négociations de l'emprunt de 1910. S'il y avait quelques doutes à cet égard, la réponse au discours du Trône lue au Sénat ottoman le 30 novembre de la même année, suffirait à les dissiper : « Nous espérons, était-il dit dans ce document, que le gouvernement s'efforcera de *raviver* les sympathies qui se manifestèrent lors de la proclamation de notre constitution. »

Emprunt 4 o/o des chemins de fer Soma-Panderma et Hodeida-Sanaa. — Ces deux emprunts, comme l'indique leur nom, ont eu exclusivement pour but la construction des deux lignes indiquées.

Le premier comprend l'émission d'un emprunt de 1.712.304 livres turques ou 38.916.000 francs en

1. On fut de même officiellement optimiste au Parlement ottoman. Le grand vizir Hakki pacha déclarait en novembre, au cours de l'exposé de la politique intérieure et extérieure du gouvernement : « Nous avons demandé de l'argent, les conditions ne nous ayant pas convenu, nous l'avons pris ailleurs. Et c'est tout ; nos rapports ne peuvent être affectés par cela, car vous savez que la France est le plus ancien des pays avec lesquels l'État ottoman soit entré en relations. C'est même le premier avec lequel nous les ayons inaugurées. Nous les avons continuées sur des bases solides. Elles persistent. »

exécution du contrat du 17/30 juillet 1326 (1910), lequel stipule la concession de la ligne Soma-Panderma d'une longueur de 190 kilomètres environ à la Compagnie du chemin de fer de Smyrne Kassaba et prolongement. Les arrérages de l'emprunt sont à la charge de l'État (1). L'amortissement (0,16715 0/0) doit s'effectuer en quatre-vingt-deux ans, mais le gouvernement s'est réservé le droit de conversion à partir de janvier 1925.

Le second n'est que d'un montant de 1.000.010 livres turques. Sur les 45.455 obligations de cet emprunt, 42.850 ont été remises à la Compagnie en paiement du prix forfaitaire estimé à 7.200 livres en moyenne par kilomètre pour la partie de la ligne allant de Hodeida à Hadjile, ainsi que pour les installations maritimes du port de Djebanah. Les 2.605 autres obligations n'ont pas été détachées de la souche. La Compagnie les a gardées en dépôt pour en employer ultérieurement la contre-valeur en paiements à valoir sur le coût du restant des lignes prévues.

Le service des arrérages est confié à l'administration de la Dette publique ottomane. Le gouvernement y a affecté 40.987 livres turques à prélever sur les recettes des douanes des circonscriptions d'Hodeida et de Djebanah.

Le chemin de fer d'Hodeida-Sanaa, concédé pour

1. Subsidiairement ils sont garantis par les recettes brutes de la ligne et en cas d'insuffisance par les ressources de la Société du chemin de fer Smyrne-Kassaba et prolongement.

quatre-vingt-dix-neuf ans à un groupe financier français, est à voie de 1 m. 05. Sa longueur est de 120 kilomètres environ. Il comprend des embranchements sur Amram et vers la baie de Djebanah (mer Rouge). Ces deux lignes ont été concédées suivant les nouveaux principes posés, depuis la proclamation de la Constitution par le Sénat ottoman pour la concession et l'exploitation des voies ferrées.

Voici, brièvement résumés, ces principes :

Tout projet de concession en général devra être examiné par le Conseil d'État avant d'être transmis au Parlement.

En garantie des arrérages, il ne devra plus être affecté, pour la construction des voies ferrées, des revenus douaniers, mais seulement la part du gouvernement dans les excédents des revenus concédés à l'administration de la Dette.

Les études préliminaires doivent toujours être faites sous le contrôle du gouvernement pour que celui-ci puisse évaluer de façon exacte tant le coût de ces études que les dépenses réelles nécessaires à la construction de la ligne.

Abandon du système des garanties kilométriques, qui constitue une prime au faible trafic en conduisant le concessionnaire à négliger les moyens de le développer, tant que les recettes brutes ne sont pas susceptibles de dépasser le minimum garanti par l'État.

Adoption d'une nouvelle formule consistant dans la construction de la ligne au moyen d'émissions d'obligations d'État prises ferme par le concession-

naire et exploitation de la ligne suivant un système qui incite le concessionnaire à développer le trafic.

Emprunt 1914. — C'est le dernier emprunt de cette liste. Depuis 1911, les marchés anglais et français étaient restés fermés aux émissions turques. Aussi un emprunt à option de 6 millions de livres, conclu auprès de la Banque Ottomane dans le courant de 1912, et en pleine guerre italo-turque, ne put être émis ; le contrat fut annulé. Durant trois ans, la Turquie a vécu de ses propres ressources. Les déficits ordinaires du budget, les dépenses des guerres italo-turque et balkanique n'ont été couverts qu'avec des moyens de trésorerie. A la veille de la guerre balkanique, le Trésor se trouvait déjà débiteur d'une dette flottante de près de 9 millions de livres turques (1). Une fois la guerre déclarée, cette dette ne cessa de s'augmenter. Comme la Turquie n'est pas un pays d'épargne, le gouvernement, ne pouvant recourir aux émissions même limitées auprès du public, dut revenir à l'ancien système d'emprunts auprès des banques locales. Le concours des banques étant insuffisant, il s'adressa également aux compagnies industrielles et d'exploitation (2), et à certaines

1. Exactement 8.994.336. Chiffre donné par le ministre des Finances.

2. La Société des Phares de l'Empire ottoman avança, contre prolongation de sa concession, pour une période de vingt-cinq ans, au delà de 1924, une somme de 500.000 livres turques. La Société française des Quais de Constantinople prêta 400.000 livres turques contre la concession de certains terrains. La Société de la Régie des tabacs consentit également un prêt d'un million et demi de livres contre prorogation du terme de son monopole.

administrations de l'État; il vendit même certaines propriétés de l'État, telles que la Bourse des valeurs, des casernes et des terrains. Il procéda à des émissions en bons du Trésor. Notons-en deux importantes : l'une de 3 millions de livres garantie par des impôts de guerre et remboursables en trois ans, émis en 1912; l'autre de 5 millions et demi émise en janvier 1913, et comprenant 4.511.000 bons de 1 livre sterling chaque. Un comité de défense nationale fut chargé du placement de ces bons, mais ne parvint qu'à de fort maigres résultats.

Enfin, il tenta des souscriptions et des collectes auprès des musulmans d'Égypte, du Transvaal, des Indes et du Caucase. Puis, la guerre terminée, la conclusion d'un emprunt extérieur devint indispensable. Indépendamment de l'ancienne dette flottante, du compte-courant statuaire de la Banque Ottomane, des créances des particuliers du chef des réquisitions et de celles de certains fournisseurs, des avances de l'administration de la Dette, l'État devait encore un montant approximatif de 32 à 33 millions (1) de livres turques.

L'emprunt de 1914 nécessita de longues négociations qui furent tour à tour rompues et reprises. Dans l'intervalle, le gouvernement ottoman dut parer aux échéances les plus pressantes en procédant durant le cours même des négociations à une émission de 100 millions de francs en bons du Trésor à 5,26 0/0.

1. Chiffre officiel.

L'émission, faite à Paris en décembre 1913, n'a précédé que de quelques mois l'opération de l'emprunt de 1914. Ces bons, remboursables en quatre ans à raison de 50.000 par an, sont garantis par le produit de l'impôt immobilier dont la perception est dévolue à l'Administration de la Dette publique ottomane (1).

Lors des préliminaires de paix de Londres, en décembre 1912, l'Angleterre et la France avaient promis leur aide financière à la Turquie, pour lui permettre de se relever, mais la reprise des hostilités consécutives à la chute du ministère Kiamil (23 janvier 1913), remit la question de l'emprunt à juillet-août de la même année. On a vu dans les pages précédentes, la rupture qui avait suivi les négociations de l'emprunt de 1911.

Au lendemain de cette rupture, l'ambassadeur de France et le directeur général de la Banque Ottomane, désirant une reprise des relations économiques et financières entre la France et la Turquie, avaient élaboré, d'accord avec le gouvernement ottoman, un projet de travaux à exécuter avec des capitaux français. Ces travaux comprenaient : la construction de voies ferrées et celle de ports. Durant le premier semestre de 1911 furent signés une série de contrats d'études visant des lignes de chemin de fer en Turquie d'Europe et en Turquie d'Asie. Pour la Turquie d'Asie, les contrats d'études concernaient les lignes de l'Anatolie du Nord seulement. Plus

1. En conformité du décret *ad hoc* en date du 19 janvier 1328 (1913).

tard, sous différentes suggestions, sont venus se fondre au projet primitif les projets de construction de lignes syriennes. L'émission d'un grand emprunt était, dès cette époque, envisagée comme contrepartie. L'année suivante, les études des différents réseaux étant terminées, l'on entamait les pourparlers pour les contrats de construction et d'affermage de l'exploitation. Survint la guerre balkanique qui suspendit les négociations. Toutefois les circonstances de cette guerre semblèrent opportunes à M. Bompard pour la remise en février 1913, au gouvernement ottoman, d'une note réclamant pour l'industrie et les capitaux français, outre les concessions de chemins de fer précitées :

1° La construction d'une ligne en Syrie allant de Rayak à Lida ;

2° La construction des ports de Jafra, Caïffa, Tripoli, Héraclée, Inéboli et éventuellement de Samsonn et Trébizonde ;

3° Des modalités pour dédommager le chemin de fer de Beyrouth (ligne française) de la concurrence du Hedjaz (ligne de l'État) ;

4° Le règlement définitif, selon le point de vue français: du statut des Tunisiens, Algériens et Marocains résidant en Turquie, de la question de la détention préventive des nationaux français. Enfin la reconnaissance officielle des firmans d'écoles françaises.

Cependant toutes ces questions ne reçurent aucune solution jusqu'à la signature de la paix entre la Turquie et les États balkaniques. Ce n'est qu'en

septembre 1913 que Djavid bey, délégué à la Conférence financière de Paris, parvint à un accord de principe ménageant les points de vue français et turc, et paraphait ;

1° Une convention relative à la construction des chemins de fer de l'Anatolie du Nord ;

2° Des contrats d'exploitation (1) pour les différentes lignes envisagées ;

3° Des conventions relatives aux lignes de voies ferrées de Syrie et à cinq des ports susmentionnés ;

4° Enfin un protocole relatif aux questions d'ordre politique.

Cependant toutes ces conventions n'avaient été paraphées qu'*ad referendum*. Quand elles furent soumises à l'approbation du ministre des Travaux publics du cabinet ottoman, ce dernier formula nombre d'objections sur l'ensemble de ces accords et ne voulut agréer que la convention concernant les chemins de fer de l'Anatolie du Nord.

Djavid bey dut retourner à Paris où il engagea de nouvelles négociations avec le gouvernement. Ces négociations suivaient leur cours normal, quand l'engagement du général allemand Liman von San-

1. La Russie ayant conclu avec la Turquie, en 1900, une convention aux termes de laquelle la Turquie s'est obligée à n'accorder qu'à des Russes la concession des chemins de fer de l'Anatolie du Nord et de l'Arménie, si elle ne les construisait pas elle-même, pour respecter les termes de ladite convention, la fiction suivante a été imaginée : Le gouvernement ottoman fait construire les lignes par des constructeurs de son choix (français dans l'espèce), et une fois les lignes construites, les afferme à une société d'exploitation ottomane en droit.

ders par le gouvernement de la Porte, comme instructeur de l'armée ottomane, souleva entre la Turquie et la Russie un conflit diplomatique qui, naturellement, entrava le cours des négociations franco-turques. Le conflit à peine apaisé, le cabinet Barthou tomba et les négociations subirent un nouveau temps d'arrêt. Reprises par le gouvernement de M. Doumergue, elles aboutirent enfin, malgré une campagne d'opposition très violente menée par certains hommes politiques tant Français qu'Ottomans, à la conclusion, en avril 1914, d'un accord définitif stipulant :

1. L'octroi à des entrepreneurs français ;

a) Des six lignes de voies ferrées suivantes : Bolou-Heracée-Castamoni-Kavza ; Samsonn -Sivas-Karpout-Argana et Argana-Bitlis-Van ; Trébizonde-Pekeridj-Erzeroum ; Pékeridj-Erzindjan-Tchalta ; en Arménie et Anatolie du Nord et Rayak-Ramleh en Syrie. Au total, 2.000 kilomètres de voie ferrée ;

b) Des ports de Jaffa, Caïffa, Tripoli de Syrie et Heracée et Inéboli, sur la Mer Noire ;

2° Des engagements du gouvernement ottoman tendant à éviter au tronçon français Damas-Kamah la concurrence de la ligne du Hedjaz (chemin de fer de l'État).

3° La mise en vigueur de la convention paraphée à Constantinople le 18 décembre 1913 et concernant le statut des Tunisiens et Marocains assimilés aux Algériens en tant que protégés français ; le statut des œuvres scolaires et de bienfaisance françaises ;

enfin l'application des capitulations en matière pénale, c'est-à-dire le droit d'arrestation et de détention préventive dans les prisons consulaires françaises reconnu aux agents consulaires de la France.

En échange de ces concessions, la France a accordé au gouvernement Jeune-Turc :

1° Son consentement à l'émission sur le marché français d'un emprunt de 800 millions ;

2° Son consentement à une majoration de 4 o/o sur les droits de douane de l'Empire ; à l'imposition de droits de consommation ou d'accise et d'octroi pour l'entrée des marchandises dans les grandes villes ; à la création de droits de timbre nouveaux et de monopoles pour : l'alcool, le pétrole, le sucre, les allumettes, le papier à cigarettes et les cartes à jouer ; au remplacement des droits de douane *ad valorem* de l'Empire par des droits basés sur des *tarifs spécifiques* ; enfin, à la suppression des postes étrangères ainsi qu'à l'immunité d'impôts mobiliers (patente, etc.) dont jouissent les étrangers. Toutefois, le consentement de la France ne devient opérant que si toutes les autres grandes puissances accordent également leur consentement (1). Deux d'entre elles, l'Autriche-Hongrie et l'Italie ont accordé leur adhésion sous la même condition, la première dans le protocole du 13/16 février 1909 signé lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

1. Le gouvernement se trouvant lié envers presque toutes les puissances par les traités *sui generis* désignés sous le nom de « capitulations ». Il y a lieu de noter ici qu'en octobre dernier, les capitulations ont été dénoncées par un acte unilatéral du gouvernement ottoman.

vine, la seconde dans le traité d'Ouchv de 1912.

Ces conventions signées, le gouvernement s'empressa de passer le contrat de l'emprunt projeté avec la Banque Ottomane et un « iradé » du Sultan le sanctionnait le même jour, 2/15 avril 1914.

D'un nominal de 800 millions, cet emprunt a été divisé en deux tranches ; l'une de 500 millions émise le 25 avril 1914 et l'autre de 300 millions à émettre ultérieurement.

Cette première tranche elle-même comprend : 400 millions pris ferme par la Banque Ottomane et 100 millions à option. Sur cette dernière somme, 80 millions sont fournis au gouvernement à titre d'avance à 5 o/o mais sans qu'il soit tenu de la rembourser. Autour de la Banque Ottomane s'était groupé un consortium de banques comprenant : le Comptoir National d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel et Commercial, la Banque de l'Union parisienne, le Crédit Mobilier, la Banque Française, pour le Commerce et l'Industrie. Cédé à 86 1/4 à la Banque Ottomane, il a été émis à 93,25 o/o. Le service de l'emprunt exige une annuité de 1 million 210.000 livres turques qui est garantie aux termes du contrat d'emprunt par :

	Produit moyen
1° Les excédents des dîmes, agh-nams et revenus divers, gérés par l'administration de la dette publique ottomane (1).	400.000 livres turques

1. Après prélèvement des garanties kilométriques et affectations existant en vertu des contrats en vigueur,

2° Les excédents des dîmes du sandjak de Smyrne dont la gestion a été confiée à la dette ottomane par un contrat du 4 août 1913.	90.000	—
3° Les excédents des dîmes du vilayet de Sivas gérés par la même administration conformément à un contrat du 5 décembre 1913.	150.000	—
4° La surtaxe de 1 1/2 0/0 dénommée « Hisséi-Iané » sur les dîmes des céréales, du tabac et de la soie, gérées par la dette ottomane.	300.000	—
5° Les dîmes des circonscriptions dont la gestion a été confiée à l'administration de la Dette dans le courant de 1913.	60.000	—
6° Sur les recettes des douanes du vilayet de Trébizonde, une annuité de.	150.000	—
7° Sur les recettes des douanes du vilayet de Constantinople (1) une annuité de.	350.000	—
Soit un total de. . . .	1.500.000	livres turques

Il est en outre stipulé qu'au cas où les revenus affectés ne suffiraient pas au service de l'emprunt, le gouvernement verserait à l'Administration de la Dette, sur ses revenus généraux, les sommes nécessaires pour parfaire la différence.

L'emprunt 1914 n'a été qu'une opération de liqui-

1. Après prélèvement de l'annuité de l'emprunt à 4 0/0 1911 et de l'affectation pour la ligne ferrée Ada-Bazar-Bolou.

dation des dettes contractées par les différents gouvernements qui se sont succédé avant, pendant et après les guerres italo-turque et balkanique. Lorsque l'emprunt fut conclu, le total de ces dettes atteignait et dépassait 33 millions de livres turques dont voici le détail donné par le ministre des Finances à la tribune de la Chambre :

Reliquat des sommes dues à l'administration de la Dette sur ses avances.	Ltq.	1.500.000
Avances de la Banque Nationale.	—	1.000.000
— Deutsche Bank.	—	2 970.000
— Banque Imp. Ottomane :		
a) 672.000 liv. sterl. ou.	—	730.435
b) 47 millions de fr. ou.	—	2.043.467
c) avances de.	—	1.300.000
d) différentes avances	—	6.700.000
Avances de la Société de la Régie des tabacs.	—	1.860.000
— Compagnie du chemin de fer de Bagdad.	—	220.000
— Compagnie du chemin de fer d'Anatolie.	—	200.000
— Banque agricole.	—	330.000
— Ville de Constantinople.	—	60.000
— Banque de Salonique.	—	60.000
Créance du ministère de la Guerre.	—	108.000
Bons du Trésor 1912.	—	3.000.000
— 1913.	—	5.500.000
Créances des fournisseurs de Constantinople et des fonctionnaires du chef des arriérés de leurs appointements.	—	2.660.000
Créances des caisses provinciales.	—	2.900.000
Total. . . Ltq.		33.141.902

plus quelques centaines de mille livres en traites.

Soit environ 33 millions et demi de livres ou 764 millions de francs, en chiffres ronds.

Or, le produit net de l'emprunt ne s'élève, intérêts intercalaires déduits, qu'à 410 millions environ. Mais, de cette somme, il faut défalquer le montant de 2 millions et demi de livres turques (soit 57 millions de francs) de l'emprunt des routes qui, au lieu de faire l'objet d'une émission distincte, est englobé dans cet emprunt.

En outre, sur le montant de la première tranche, il a été affecté un crédit de 5 millions de francs pour la reprise des travaux du chemin de fer de Samsonn-Sivas et 1.322.400 francs pour les premiers travaux du port de Caïffa (1).

On n'a donc pu rembourser que 346.677.600 francs sur le montant total de la dette flottante de l'État.

Sont restés en dehors du règlement :

1° Les bons du Trésor 1912 (3 millions de livres turques) remboursables en trois ans ;

2° Les bons du Trésor 1914 (5 millions et demi de livres turques) remboursables en cinq ans ;

3° L'avance de la Société cointéressée de la Régie des tabacs (1 million de livres turques) remboursable sur la quote-part des bénéfices revenant au gouvernement jusqu'à l'expiration du monopole de la Société.

4° L'avance de la Société des phares de l'Empire (500.000 livres turques) ;

1. Déclaration du ministre des Finances. *Le Temps*, n° du 2 juin 1914.

5° La contre-valeur des réquisitions effectuées pendant la guerre balkanique. Une commission composée de fonctionnaires des ministères de la Guerre et des Finances a été instituée dans ce dernier département pour évaluer et établir le montant de cette dette ;

6° Les créances des fournisseurs dans les provinces et une partie des créances des fournisseurs à Constantinople ;

7° Les appointements des fonctionnaires qui émargent aux caisses provinciales, le gouvernement ayant dû faire main basse sur les disponibilités de ces caisses ;

8° Une partie des avances des établissements de banque. La conclusion de l'emprunt de 1914 constitue incontestablement un gros succès pour le ministre qui l'a négocié.

« Si l'emprunt avait été retardé, non pas de quelques mois, mais de cinq ou dix jours seulement, la situation extraordinaire qui est survenue aurait rendu sa conclusion totalement impossible (1).

Il n'a pas fallu moins de dix mois de négociations de toutes sortes pour le mener à bonne fin. Ces négociations se sont déroulées dans une période particulièrement difficile. La guerre européenne, qui a éclaté moins d'un mois après que le dernier versement du montant de l'émission eut été effectué (6 juillet) entre les mains du gouvernement ottoman,

1. Discours de Djavid bey à la Chambre des députés ottomane, le 4 juillet 1914.

était escomptée depuis un certain temps. Les changements amenés par la guerre balkanique, le statut nouveau qui en était résulté en Orient et qui n'avait pas satisfait les vainqueurs eux-mêmes ou certains d'entre eux, les événements d'Albanie, les incidents franco-allemands faisaient planer un malaise, une méfiance, et des craintes qui incitaient le capital à une prudence extrême. Il faut remonter aux années qui ont précédé la guerre de 1870-1871 pour trouver une situation analogue.

A ces conditions difficiles d'ordre général, il faut en ajouter d'autres de nature spéciale.

La Turquie sortait de deux guerres malheureuses avec un territoire notablement diminué et un crédit affaibli; deux États balkaniques : la Grèce et la Serbie avaient eu recours peu avant elle au marché de Paris pour l'émission de leurs emprunts. Enfin, n'oublions pas également de mentionner qu'une campagne très violente a été menée par les adversaires du gouvernement contre cette opération pendant tout le cours des négociations et même lors de l'émission de l'emprunt pour empêcher le succès de la souscription.

« Je puis dire, déclarait à la tribune de la Chambre Djavid bey, ministre des Finances, qu'en cette circonstance rien n'a surgi qui ne nous fût contraire. Tout a tourné contre nous. Ceux qui prétendent travailler à l'étranger pour les libertés de ce pays firent tout leur possible pour empêcher le gouvernement de conclure cet emprunt. Au moment où nos négoc-

ciations avec le Gouvernement français étaient sur le point de prendre fin, nous vîmes des adversaires politiques qui, dans les journaux de l'étranger, clamaient très haut : « Ne leur donnez pas de l'argent, ils vont s'en servir pour préparer une armée contre vos alliés les Russes ». A la toute dernière phase de nos négociations, nous les vîmes qui, pour empêcher le succès de l'opération, firent apposer dans les rues des affiches disant : « Ne leur donnez pas de l'argent, car il servira à enrichir les Allemands ! (1) »

Quoiqu'il en soit, la ténacité et l'habileté du ministre négociateur, aidé du concours de certains hommes politiques français, vinrent à bout de tous les obstacles. La souscription à l'emprunt fut ouverte le 25 avril et les titres d'un nominal de 500 francs offerts avec une prime de 33 fr. 75, ce qui portait l'intérêt effectif à 5,36 o/o.

Il est à noter cependant qu'une grande partie des titres est restée en la possession des banques chargées de l'émission.

Le total nominal des émissions dont nous venons d'esquisser l'historique (2) s'élève à 61.951.432 livres turques. Le produit d'une partie de ces émissions a été utilisé pour des travaux d'utilité publique tandis qu'une autre partie n'a servi qu'à combler les déficits des différents budgets.

Les émissions : du Bagdad, des chemins de fer

1. Séance de la Chambre des députés du 4 juillet 1914.

2. Y compris les deux dernières émissions du chemin de fer de Bagdad (9.988.000 Ltq) dont les contrats datent du 2 juin 1908 (Conf. Ch., V. p. 163).

Soma Panderma et Hadeïda-Sanaa, l'emprunt des routes, constituent des placements utiles pour le pays. En y ajoutant quelques prélèvements faits sur différents emprunts pour des travaux d'études de voies ferrées ou de construction de ports, le total des sommes spécialement affectées à des entreprises économiques atteint une quinzaine de millions de livres.

A la somme des emprunts improductifs il convient d'ajouter le montant des encaissements faits à titre exceptionnel durant cette période.

Ce sont :

L'indemnité autrichienne payée lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine	Ltq.	2.500.000
Le montant de la vente des titres, bijoux et des espèces du Sultan Abd-ul-Hamid. . . .		2.000.000 (1)
Le produit de la vente des casernes du Taxim et de la Bourse de Galata.		500.000
Le produit de la vente de vieux canons. . .		300.000 (2)
La contre-valeur des terrains et immeubles de la liste civile rétrocédés		9.000 (3)
6 millions de francs sur l'indemnité de 50 millions versée par l'Italie lors de la cession de la Tripolitaine (4).		263.280
Soit.	Ltq.	5.572.280

1. Chiffre donné à la Chambre par le ministre des Finances, le 23 avril 1910.

2. Chiffre contenu dans le budget de 1909-1910 au titre des recettes extraordinaires.

3. Chiffre donné à la Chambre par le ministre des Finances, le 23 avril 1910.

4. Le gouvernement a abandonné 44 millions à l'administration de la Dette.

Nous avons vu, en étudiant l'emprunt de 1914, qu'il n'avait pu être remboursé sur le montant approximatif de 564 millions de la dette flottante qu'une somme de 346.677.600 francs. En outre, du montant nominal de la dette consolidée, il y a donc lieu de tenir compte d'une dette flottante de 417.322.400 fr. ou 18.303.615 livres turques qui résulte des déclarations faites par le ministre des Finances, le 4 juillet 1914, à la tribune de la Chambre des députés.

Le tableau suivant résume les émissions d'emprunts de 1908 à 1914 :

	Nominal
Emprunt 1908..... Ltq.	4.211.124
Emprunt 1909.....	7.000.004
Emprunt de Bagdad 1910 (2 ^e série).....	4.752.000
Emprunt de Bagdad 1912 (3 ^e série).....	5.236.000
Emprunt 1911.....	7.040.000
Bons du Trésor 1912-1913.....	8.500.000
Emprunt 1914.....	22.000.000
Émissions pour les chemins de fer Soma-Panderma.....	1.712.304
Émissions pour les chemins de fer Hodéïda-Sanaa.....	1.000.000
Total..... Ltq.	61.951.432

Ces chiffres paraissent énormes surtout par rapport à cette période qui n'embrasse qu'un laps de temps de six années. Mais il convient d'observer qu'à la suite de la Révolution de juillet 1908 on dut, avec l'emprunt de 1908, régler des dettes antérieures à cette période. En second lieu, il faut se rappeler également que les gouvernements qui se sont suc-

cédé de 1908 à 1914 ont eu, en ce court laps de temps, à combattre des insurrections à Bagdad, au Yemen, dans l'Assir, au Hauran, en Albanie et en Macédoine. Ils ont dû faire de grosses dépenses en armes, munitions et équipements, achats de cuirassés pour la flotte et réfection de son matériel. Enfin la Turquie a soutenu deux guerres : la guerre de Tripolitaine qui, d'après des chiffres officiels (1) coûtait, durant le premier trimestre, de 120 à 140.000 livres turques par mois et davantage par la suite, et la guerre balkanique dont le coût n'a pas été officiellement fixé mais qui doit osciller dans les environs d'un milliard de francs.

1. Déclaration de Djavid bey, ministre des Finances à la Chambre. Séance du 4 juillet 1914.

CHAPITRE VII

Le montant de la dette ottomane. Comparaisons et conclusions

Le montant nominal des emprunts que nous venons d'étudier atteint la somme de 168.186.862 livres turques. Nous les classons en quatre catégories dans le tableau ci-contre.

TABEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONSOLIDÉE OTTOMANE

I. — Emprunts antérieurs au décret de Mouhareem, non compris dans ledit décret, mais garantis par le tribut d'Egypte et l'excédent de recettes de l'île de Chypre :

Emprunt 1855 4 o/o.	Ltq.	5.500.000
Défense loan 1891 4 o/o.	—	6.948.612
Tribut d'égypte 1894 3 1/2 o/o.	—	9.033.574
Total.	Ltq.	21.482.186

II. — Emprunts convertis et unifiés en 1881 et 1903 et garantis par les revenus aliénés à l'administration de la dette ottomane en vertu du décret de Mouhareem :

Dette convertie unifiée 4 o/o.	Ltq.	42.275.772
Lots turcs.	—	15.632.548
Total.	Ltq.	57.908.320

III. — Emprunts dont le service a été confié à l'administration de la dette ottomane en vertu des contrats d'emprunt ou assumé par divers établissements financiers :

Emprunt Osmanié 4 o/o 1890.	Ltq.	4.999.500
— Tombac 4 o/o 1893.	—	1.000.010
— Ch. Orientaux 1894.	—	1.760.000
— 5 o/o 1896.	—	3.272.720
— Pêcheries 4 o/o 1903.	—	2.640.000
— Bagdad 4 o/o 1903 (1 ^{re} série).	—	2.376.000
— 1904 4 o/o.	—	2.750.000
— Tedjizat-Askérié 4 o/o 1905.	—	2.640.000
— 1901-1905 4 o/o.	—	5.306.664
— 1908 4 o/o.	—	4.711.124
— Bagdad 4 o/o 1910 (2 ^e série).	—	4.752.000
— Bagdad 4 o/o 1912 (3 ^e série).	—	5.236.000
— 5 o/o 1914.	—	22.000.000
Total.	Ltq.	63.444.018

IV. — Emprunts gagés par des recettes que perçoit directement l'État et dont les coupons sont payés par des banques.

Emprunts douanes 4 o/o 1902.	Ltq.	8.600.020
— 4 o/o 1909.	—	7.000.004
— Soma-Panderma.	—	1.712.304
— Hodeïda-Sanaa.	—	1.000.010
— 4 o/o 1911.	—	7.040.000
Total.	Ltq.	25.352.338

Mais les chiffres ci-dessus n'indiquent que le montant nominal. Déduction faite des amortissements, le total effectif de la dette consolidée ottomane se monte au début de 1914 à 150 millions de livres turques en chiffre rond (1). Pour avoir le chiffre de

1. Le capital en circulation au 1/14 mars 1914 étant de 127.479.019 Ltq., en y ajoutant les 22 millions du dernier emprunt le chiffre exact est de 149.479.019 Ltq.

la dette totale à cette même date, il faut ajouter : le montant des deux dettes flottantes, ancienne et récente.

La dette flottante ancienne est un héritage du gouvernement hamidien. Lorsque les emprunts contractés soit auprès des banques locales, soit à l'étranger, ne suffisaient pas à lui fournir le numéraire nécessaire à ses dépenses, il recourait à une forme déguisée de confiscation. Celle-ci atteignait non plus les hauts fonctionnaires enrichis, comme dans l'ancien temps, mais les fonds de certaines administrations ou de certains établissements. Elle revêtait le nom d'« emprunt », mais ces pseudo-emprunts ne comportaient ni service ni échéance. Trois institutions étaient particulièrement l'objet de ces saignées périodiques : la Banque agricole, dont le capital constitué au moyen de surtaxes dimières, a pour but de mettre le crédit à la disposition des cultivateurs ; les différentes caisses de retraite, alimentées par les retenus effectuées sur les appointements des fonctionnaires civils et militaires ; l'administration des biens d'orphelins, chargée de la gestion de la fortune des mineurs.

Le gouvernement hamidien usait encore d'un autre moyen de se créer des ressources : il ne versait en général aux fonctionnaires, qu'une partie de leur traitement, la moitié en moyenne, leur laissant le soin de rattraper l'autre moitié sur les contribuables. Enfin, en des moments de pénurie extrême, il se créait encore des disponibilités en retenant les cautionnements déposés par les soumissionnaires ou les

adjudicataires de fournitures ou de travaux publics. C'est le total de toutes ces sommes qui constitue la dette flottante ancienne. Peu après la proclamation de la Constitution, le nouveau gouvernement invita les propriétaires de toutes ces créances *sui generis* à présenter leurs titres. La loi du 25 juin 1909 leur prescrivit sous peine de déchéance de les faire enregistrer dans un délai de deux mois. La dette flottante ainsi enregistrée se monte à 19.532.089 livres que l'exposé des motifs du projet de budget pour 1911-1912, détaillait de la façon suivante :

18.697.729 livres turques	inscrites jusqu'au 12 juin 1910,
dont	4 millions 1/2 environ annoncées par la Banque agricole.
536 971 livres turques	} enregistrées par le ministère de la Guerre.
120.000 livres turques	
172.624 livres turques	
3.765 livres turques	

En avril 1911, le ministre des Finances soumit au Parlement un projet de loi divisant ces dettes du Trésor en trois groupes :

Le premier comprenait les différentes créances de la Banque agricole dont l'extinction est prévue moyennant cession à la Banque par l'État de terrains fiscaux notamment.

Dans le second se trouvent rangées toutes les créances constituées par la main-mise de l'État sur des cautionnements déposés dans les caisses publiques, les successions appartenant aux mineurs, les sommes indûment perçues à titre d'impôt, etc. Le

projet prescrit leur remboursement en espèces et par fractions échelonnées sur une période de cinq ans ou en une seule fois au moyen d'obligations à lots dites de la dette ancienne dont la création est prévue pour un montant de 4.950.000 livres turques. Ces obligations de 22 livres turques chacune, amortissables en trente-trois ans, sont nominatives et ne comportent pas d'intérêts ; mais elles sont dotées de lots pour une somme totale annuelle de 70.360 liv. Enfin, les créanciers dont le titre de créance ne rentre ni dans le premier ni dans le second groupe, fournisseurs de l'armée, personnes ayant fait des prêts aux caisses gouvernementales, etc., constituent le troisième groupe. Ceux-ci ne doivent recevoir en règlement et suivant une proportion qui varie d'après l'ancienneté de la créance, que les susdites obligations à lots, à l'exclusion de tout paiement en numéraire.

Après la dette flottante ancienne vient en dernier lieu la dette flottante récente dont nous avons indiqué la composition dans le précédent chapitre (1), et que nous avons évaluée à 18.303.615 liv. turques.

Nous détaillons donc la dette effective de la Turquie à la veille de la guerre de 1914-1915 comme suit :

Montant effectif de la dette consolidée, en		
chiffre rond :	Ltq.	150.000.000
Montant de la dette flottante ancienne :		19.532.089
Montant approximatif de la dette flottante		
nouvelle :	—	18.303 615
Soit.	—	187.835.704
ou Fr. 4.282.654.051		

1. Voir pages 208, 209 et 214.

L'annuité de cette dette, y compris les arrérages de la dette viagère (pensions civiles et militaires) auxquels il y a lieu d'ajouter les garanties kilométriques, se chiffre par 13 millions de livres turques.

Cette Dette est-elle disproportionnée avec les forces de la Turquie ?

Nous pensons faire la seule réponse scientifique à cette question en indiquant dans le tableau ci-dessous le montant comparé de la Dette et de ses arrérages ainsi que le chiffre de la population et l'étendue du territoire, tant de la Turquie que des cinq grands États de l'Europe et des quatre royaumes balkaniques :

Pays	Montant de la Dette en francs	Montant des arrérages en francs	Chiffre de la population	Superficie de chaque État en km. carrés
Allemagne . .	25.550.575.000	1.120.889.898 (2)	64.925.993	540.857
Angleterre . .	18.118.460.000	654.810.600 (1)	42.369.090	314.433
Bulgarie . . .	1.488.287.553	44.570.370	4.386.000	112.077
France	33.000.000.000	1.296.423.922	39.601.509	536.463
Grèce	1.492.090.584	113.275.808	4.251.562	126.268
Italie	14.500.295.274	654.364.000	34.814.000	286.682
Roumanie . .	1.826.710.325	125.000.000	7.316.002	131.353
Russie	23.577.930.432	1.071.482.058	167.003.400	22.556.520
Serbie	913.808.000	45.894.550	4.240.000	94.000
Turquie . . .	24.282.654.051	296.400.000	19.769.000	2.844.100

Il ressort de ces chiffres que la Dette de ces différents États se répartit comme suit par tête d'habitant :

1. Non compris les paiements au compte des taxes locales.
2. Non compris les pensions.

	Fr.		Fr.		Fr.
France	833	Grèce.	351	Serbie	215
Italie.	416	Bulgarie	339	Russie	141
Angleterre . .	400	Roumanie	249		
Allemagne . .	393	Turquie	216		

La dette ottomane, par tête d'habitant est, comme on le voit, relativement légère si on la compare à celle d'autres pays. Elle paraît plus lourde si on envisage en même temps la pauvreté du pays. Il est certain, en effet, que la dette française, qui se chiffre par 833 francs par tête d'habitant, pèse bien moins sur les épaules du contribuable français que celle de la Turquie où le contribuable ne supporte qu'une dette moyenne de 216 francs.

Le montant de la dette ottomane était de 2.611.467 francs en 1892 ; elle était, comme nous l'avons vu, à la fin du 1^{er} semestre, de 1914 de 4.282.654.051. L'augmentation est importante mais elle ne l'est pas plus, bien au contraire, que celle qu'ont subi les dettes de plusieurs des États énumérés ci-dessus. On en jugera en considérant les chiffres suivants :

Montant de la Dette par pays.

	En 1892, en milliers de fr.	En 1913-1914, en milliers de fr.
Allemagne . . .	13.498.804	25.550.575
Angleterre . . .	16.941.989	18.118.160
Bulgarie . . . ,	230.892	1.488.287

France	30.611.685	33.000.000
Grèce	750.329	1.492.090
Italie	12.449.985	14.500.295
Roumanie . . .	1.032.824	1.826.710
Russie	18.028.780	23.577.930
Serbie	328.739	913.808
Turquie	2.611.467	4.282.654

La dette ottomane est lourde par rapport aux facultés contributives du pays. Elle comporte cependant un correctif : elle est entièrement constituée en rentes amortissables. La Turquie n'a pu faire usage des rentes perpétuelles qui constituent la pratique courante des grandes puissances parce que les capitaux étrangers n'auraient pas consenti à se placer sans stipulation de remboursement à époque déterminée. L'amortissement s'opère généralement par voie de tirage au sort des titres si les cours sont au-dessus du pair et par voie de rachat quand les cours sont au-dessous du pair. L'amortissement augmente chaque année dans la proportion où le service des intérêts décroît ; il est calculé de telle sorte cependant que l'annuité comprenant les intérêts et l'amortissement soit identique chaque année. L'amortissement, faible au début, devient très fort en approchant du terme d'extinction de la dette.

Il n'y a jamais eu d'interruption dans la pratique de l'amortissement qu'on a toujours effectué malgré les déficits courants des budgets. La logique eut exigé évidemment qu'au lieu d'amortir on n'empruntât point, conformément au principe de lord Grenville

qu'il ne faut jamais amortir qu'avec des excédents. Mais, en réalité, on a toujours emprunté incomparablement plus qu'on n'amortissait. Aussi l'amortissement nous semble-t-il forcé surtout si l'on considère que, depuis que la Turquie s'est adonnée au moyen commode de se procurer des ressources en empruntant, on compte peu d'années où l'on n'ait eu recours à de nouveaux emprunts.

L'État a dû le plus souvent s'adresser, pour l'émission de ses emprunts, à la Banque Ottomane, qui, possède en vertu de ses statuts un droit de préférence. Mais, grâce à la situation prépondérante qu'elle s'est créée tant par les concours qu'elle a su s'assurer que par les capitaux dont elle dispose, cette institution a vite transformé ce droit de préférence en monopole de fait. Elle a bien su le démontrer lorsque la « National Bank of Turkey », créée dans le but de lui faire concurrence, voulut lui disputer ce monopole. Elle l'a prouvé encore lorsque le Crédit Mobilier, aidé d'un groupe de banques, assumait l'emprunt de 1910 mais ne put en effectuer l'émission. La Banque Ottomane, qui est constituée au moyen de capitaux tant français qu'anglais, a cependant trouvé un redoutable concurrent en la Deutsche Bank de Berlin. L'intrusion de la finance allemande, tant dans les entreprises que dans les emprunts ottomans se dessine vers les années 1887-1888. Le premier emprunt concédé par la Turquie à la finance allemande est du 3 octobre 1888 (emprunt Kaulla). La même année elle obtient la concession

du chemin de fer d'Anatolie. A partir de cette date, l'influence de la politique et de la finance allemandes l'une s'appuyant constamment sur l'autre, va devenir prépondérante en Turquie. Et cependant, nous avons vu que les premiers emprunts extérieurs de l'Empire ont été conclus grâce au concours et même à la garantie de la France et de l'Angleterre. Que, jusqu'aux dates indiquées ci-dessus, la France et l'Angleterre ont seules rempli envers ses gouvernants le rôle de bailleurs de fonds. Bien plus, elles ont combattu en 1856 pour défendre l'intégrité de l'Empire et l'on sauvé d'un démembrement plus complet en 1878. Comment se peut-il donc que, malgré cette protection constamment accordée aux intérêts ottoman par la France et l'Angleterre, le gouvernement hamidien ait pu se détourner d'elles pour se rapprocher de plus en plus de l'Allemagne au point même de se jeter finalement dans ses bras. Le changement dans la politique de la Turquie dans ces vingt-cinq dernières années a eu principalement deux causes :

La première réside dans le rapprochement franco-russe qui a abouti finalement à l'alliance conclue en 1890. La Russie étant historiquement pour tout Turc l'ennemie héréditaire, tout allié de cette ennemie ne pouvait plus jouir que d'une confiance limitée. Réciproquement, toute puissance en lutte ouverte ou latente avec elle ne pouvait être envisagée, au contraire, que comme une alliée naturelle. Cela est si vrai que, si le rapprochement franco-russe date des années qui précèdent 1890, le rapprochement turco-

allemand se dessine également entre 1888-1890. La seconde cause se trouve dans la politique panislamique inaugurée par Abd-ul-Hamid et continuée après lui. Cette politique tendait à grouper tout l'Islam en un faisceau compact, dans lequel le Sultan-Khalife devait trouver un renouveau de prestige et de force. Or, si la France conquérante de l'Afrique et l'Angleterre détentrice de l'Égypte et maîtresse de l'Inde avaient sous leur domination plusieurs millions de musulmans, l'Allemagne, elle, ne détenait aucune terre que l'Islam pût revendiquer.

Voilà pourquoi la politique ottomane s'est éloignée de la France officielle pour se rapprocher de l'Allemagne. Cette politique est en contradiction avec le sentiment des populations ottomanes, car l'influence morale et intellectuelle de la France est tellement prépondérante en Orient, la langue et la culture françaises y ont si bien pénétré dans toutes les classes de la société que les sympathies naturelles du peuple vont à la France.

Aucun gouvernement en Turquie n'a recouru au mode d'émission par voie de souscription publique dans le pays. Presque toute la rente ottomane est placée à l'étranger.

Lors de l'enregistrement des titres, en 1881, à l'occasion de leur conversion, on a constaté que 7, 93 0/0 seulement des titres d'emprunts ottomans se trouvaient en Turquie (1). Dix-sept ans plus tard, ce

1. Non compris les lots turcs.

chiffre était descendu à 6,41 o/o. Enfin, après l'unification opérée en 1903, il a été constaté que les porteurs ottomans n'en détenaient plus que 3 o/o seulement. Aujourd'hui, il n'atteint pas 1 o/o. Quelles sont les raisons de cet état de choses et quelles en sont les conséquences ? Si l'on n'a pas émis les emprunts dans le pays, c'est qu'ils n'auraient pas été couverts, faute de capitaux. Certes, le sol de l'Empire est d'une fertilité incomparable et le sous-sol fort riche. Mais, d'une part, l'agriculture n'a pas acquis le développement nécessaire et, d'autre part, les sommes provenant de l'exportation des produits du sol servent à payer en partie l'importation des produits manufacturés. Quant au sous-sol, une infime partie seulement des mines existantes sont exploitées. Enfin, la grande industrie, sauf quelques fabriques de création récente, n'existe pas. Le peuple est donc pauvre et la moyenne bourgeoisie vit dans la gêne. Une épargne sérieuse ne peut se constituer dans ces conditions.

Telles sont les raisons pour lesquelles, malgré l'étendue de son territoire, la Turquie se trouvant démunie de capitaux mobiliers, ses titres de rente sont presque entièrement entre les mains des porteurs étrangers.

Ces porteurs ont toujours été et sont encore en majeure partie français. Les porteurs anglais, allemands, belges, hollandais et italiens en détiennent également une partie.

Voici quelle était la répartition par pays des fonds turcs lors de la conversion de 1881 :

France.....	63,58 o/o
Allemagne	10,30 —
Angleterre et Hollande.....	9,10 —
Autres pays.....	17,02 —
Total.....	100,00 o/o

Cette situation initiale s'est depuis sensiblement modifiée. D'après les chiffres officiels publiés par l'administration de la dette publique ottomane, elle était la suivante au 1^{er} mars 1914 :

France	57,62 o/o
Allemagne.....	32,60 —
Angleterre.....	4,81 —
Autres pays.....	5,27 —

L'émission du dernier emprunt de 500 millions de francs sur le marché français a modifié ce pourcentage comme suit :

France.....	61,96 o/o
Allemagne.....	28,02 —
Angleterre.....	4,09 —
Autres pays.....	5,93 —

Les conséquences de cet état de choses ont été cependant néfastes pour la Turquie. Obligée pour vivre, d'emprunter sans cesse, le plus clair de ses revenus s'en est allé hors de ses frontières sans aucune compensation. Encore, si le produit de ses emprunts

avait servi à des travaux d'utilité publique, ils eussent en dernière analyse contribué à l'enrichissement du pays. Mais, sauf les emprunts ayant une destination spéciale (emprunt de chemin de fer de la Turquie d'Europe, des routes, du Bagdad, etc.), les autres n'ont eu pour but que de combler la différence existant entre les dépenses et les ressources de l'État.

Au surplus convient-il de remarquer que ces travaux mêmes, s'ils ont contribué au progrès du pays, n'ont pas enrichi ses habitants et ont souvent contribué à aggraver ses charges par suite des conditions singulières de leur existence. Pour majorer la garantie kilométrique promise par l'État, telle ligne fait des détours fantaisistes dans les régions les moins accidentées. « Certaines concessions de travaux publics ont assuré de gros bénéfices aux capitaux cosmopolites avant de procurer le moindre salaire aux artisans ottomans (1). »

Soixante ans d'emprunts extérieurs n'ont eu pour résultat qu'un appauvrissement progressif du pays. La Turquie de 1854 était — toutes choses égales — certainement plus riche que la Turquie de 1914. Ce que le contribuable de 1854 pouvait épargner, celui de 1915 est obligé de le déboursier sous forme de contributions de toutes natures.

A l'époque où la Turquie se suffisait à elle-même et trouvait les ressources nécessaires à son administration ou à son armée dans les limites de ses pro-

1. Imbert, *la Rénovation de l'empire ottoman*, p. 262.

pres frontières, la prospérité générale était sans nul doute plus grande. L'État n'ayant aucune dette extérieure n'était pas obligé de surcharger le contribuable d'impôts afin de payer les arrérages de ses emprunts. Celui-ci pouvait donc épargner une partie du produit de son travail. Grâce à cette épargne, près d'un dixième environ des titres d'emprunts de l'État était détenu il y a encore trente-cinq ans par des porteurs ottomans. Aujourd'hui le contribuable ottoman, non seulement ne peut épargner, mais doit se priver du nécessaire pour acquitter des impôts qui pèsent d'autant plus lourd sur ses épaules qu'il se trouve un peu plus appauvri tous les ans.

C'est ce qu'exprimait le ministre des Finances Djavid bey à la tribune de la Chambre, le 4 juillet 1914, quand il disait :

« Les crédits actuels et ceux nécessaires pour l'exercice prochain non seulement ne sont pas en rapport avec les capacités financières de notre pays, mais les dépassent. Bien entendu, il ne faut même pas songer à la possibilité d'ajouter de nouvelles dépenses à notre budget ni de nouveaux impôts. »

Depuis soixante ans, chaque année écoulée, a augmenté pour le gouvernement les garanties à servir et diminué les rentes à toucher. Il a fallu donc qu'il donne peu à peu l'Empire en emphytéose.

Actuellement, près de 300 millions de francs sortent tous les ans de la poche du contribuable ottoman pour s'en aller augmenter l'épargne des rentiers de tous les pays sans qu'aucune rentrée équivalente ne

se manifeste. Cet argent stimule le commerce et l'industrie des pays, augmente leur vitalité. Si la dette ottomane se trouvait, en Turquie même, entre les mains de rentiers indigènes, c'est au contraire le commerce qui en bénéficierait.

Au cours de ces dernières soixante années écoulées, cette désertion annuelle de capitaux a produit les mêmes effets que l'absentéisme, elle a été aussi funeste que l'émigration des individus. Elle a raréfié le numéraire, et empêché la formation de capitaux mobiliers. Si des sommes équivalentes rentraient dans le pays soit en contre-valeur de marchandises exportées, soit en dépenses faites par les étrangers de passage, le remède serait à côté du mal. Mais l'industrie locale n'étant que rudimentaire, il est tributaire de l'étranger, pour tous les produits manufacturés. Quant à l'agriculture, elle n'a fait quelques progrès que dans ces dernières années seulement. Obligé donc d'importer plus qu'il n'exporte, la balance du commerce lui est constamment défavorable, et ce, dans une très large mesure. Ainsi, pour l'année 1910-1911, le chiffre des importations atteignait 42.555.980 livres alors que celui des exportations ne s'élevait qu'à 22.079.910 livres.

Le résultat indiqué par la balance du commerce n'a pas un sens général quand il s'agit de pays riches parce qu'il y a lieu de considérer pour ces pays la balance générale des comptes.

La balance du commerce est défavorable à la France également qui importe pour près de 8 mil-

liards et demi alors qu'elle n'exporte que pour 6.880 millions (1). Mais la balance générale des comptes lui est toujours favorable parce que le numéraire afflue vers le pays, grâce :

1° Aux arrérages de ses capitaux placés à l'étranger ;

2° Aux sommes que chaque année des milliers d'étrangers laissent en France en venant y séjourner.

La détention des titres de rente ottomans en des mains étrangères a pour unique avantage (avantage exclusivement financier) de les préserver des baisses excessives ; car, d'une part, comme nous l'avons vu, depuis 1882, l'administration de la moitié environ des revenus liquides de l'Empire affectés au service des arrérages de la Dette est confiée aux délégués des porteurs ; d'autre part, le fait que ces porteurs ressortissent en majeure partie aux six grandes puissances, constitue, en outre, une garantie d'ordre politique.

C'est pourquoi, même en des heures de crises graves, le cours des fonds ottomans n'a pas fléchi outre mesure.

Voici, en effet, le tableau des cours extrêmes du plus important des titres de rente turcs, l'unifié 4 o/o depuis sa création :

1. Exactement 8.421.332.000 d'importations et 6.880.217.000 d'exportations pour l'année 1913.

Années	Plus haut	Plus bas
1903	90,25	87,65
1904	89,05	74
1905	93,45	87,50
1906	98	91,50
1907	97,40	91,15
1908	97,30	86.
1909	96	90,70
1910	96,60	90,20
1911	94,90	85,27
1912	92,75	78
1913	90,35	81,90

Le montant de la dette ottomane que nous avons déterminé s'applique aussi bien à la Turquie telle que l'ont délimitée les traités qui ont suivi la guerre balkanique qu'à la Turquie d'avant les traités. Mais l'on se souvient que le traité de Londres avait prévu une diminution de cette dette proportionnelle à l'étendue des territoires cédés à la Bulgarie, à la Grèce, à la Serbie et au Monténégro. De 166.000 kilomètres carrés, le territoire de la Turquie d'Europe a été ramené, en effet, à 26.000 et sa population réduite de près de 4 millions $1/2$ d'habitants; une réduction proportionnelle du montant de la dette ottomane s'imposait donc. La mission de déterminer cette réduction fut confiée à la Conférence financière de Paris qui ne put tenir que quelques séances préparatoires et fut ajournée *sine die* pour différentes raisons.

La solution de cette question, comme celle de toutes les autres, dépend de l'issue de la guerre actuelle et sera l'œuvre du congrès à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- BELIN. — Essai sur l'histoire économique de la Turquie, 1865.
- BENOIT-BRUNSCWIG. — La Banqueroute turque. Paris, 1875.
- BÉRARD (Victor). — La Mort de Stamboul. Paris, 1913.
- BILIOTTI et SEDAD (A.). — Législation ottomane depuis la Constitution. Paris, 1911.
- BLOCK (Sir Adam). — Special report on the ottoman public, deb., 1914.
- COURT (Georges). — Deux mots sur les fonds turcs, 1876.
- DELAYGUE (Louis). — Essai sur les finances ottomanes. Thèse, 1911.
- DUPUIS (Laurent). — Le Contrôle financier de la Dette publique ottomane, thèse, 1908.
- HAMMER (J. de). — Histoire de l'Empire ottoman.
- HEIDBORN. — Les Finances ottomanes, 1912.
- HOUDAS. — L'Islamisme.
- IMBERT. — La Rénovation de l'Empire ottoman, 1905.
- LAVISSE et RAMBAUD. — Histoire générale.
- LEVASSEUR (E.). — Histoire du commerce de la France, (2 vol. Paris, 1911-1912.)
- MELIK (M. A.). — L'Orient devant l'Occident. Paris, 1876.
- MORAWITZ (Ch.). — Les Finances de la Turquie, 1902.
- MOURADJA D'OHSSON. — Tableau général de l'Empire ottoman.
- MURAT (A.). — Le Contrôle international sur les finances de l'Égypte, de la Grèce et de la Turquie, 1899.

- POLITIS. — Les Emprunts d'État. Thèse Paris, 1894.
RAFFALOVITCH. — Le Marché financier, 1908 à 1913.
THÉRY (E.). — Les Finances ottomanes. Paris, 1901.
UBICINI. — Lettres sur la Turquie.
VELAY (A. du). — Essai sur l'histoire financière de la Turquie, 1903.
YOUNG (G.). — Corps de droit ottoman. Oxford, 1905.

Périodiques et Journaux :

- Le Correspondant, n° des 10 avril 1911, 10 septembre 1914.
Revue des Deux-Mondes, n° du 15 janvier 1861.
Revue des Deux-Mondes, n° du 15 mai 1865.
Revue des Deux-Mondes, n° du 15 février 1869.
Revue des Deux-Mondes, n° du 15 février 1910.
Revue des Deux-Mondes, n° du 1^{er} octobre 1910.
Revue des Deux-Mondes, n° du 1^{er} décembre 1912.
Économiste Européen, Collection de 1882 à 1914.
Temps de Paris.
Stamboul, Turquie, Sabah et Tanine de Constantinople.

Textes et Documents :

- Annuaire de l'Office national des valeurs mobilières 1913-1914.
Annuaire des Valeurs admises à la cote officielle de la Bourse de Paris, 1914.
Comptes rendus annuels du Conseil d'Administration de la Dette Ottomane.
Décret impérial du 28 Mouharrem 1299 et protocole, et décret-annexe du 1^{er}/14 septembre 1903 réglant le service de la dette publique consolidée de l'Empire ottoman.
Projets de budget de l'Empire ottoman pour les exercices 1325, 1326, 1327 et 1328.

Recueil des lois, règlements et décisions financières (2 vol.
contenant les conventions. Constantinople, 1326).

Documents diplomatiques : Affaires d'Orient. Congrès de
Berlin, 1878. Paris.

Vu : le Président de la thèse,

TRUCHY

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

Imp. de la Faculté de Méd., H. Jouve et C^{ie}, 15, rue Racine, Paris — 2887-15

